LA VIE
NTELLECTUELLE

V. I. : Sur la liberté politique du chrétien.

J. STEINMANN : A propos de la « métaphysique biblique ».

R. FUSILIER : La vie politique et les partis.

H. PEQUIGNOT : L'information médicale du public.

M.-H. LELONG : Un vrai poète est né.

LES SIGNES DU TEMPS

L'Europe entre Genève et Bruxelles.
L'Allemagne occidentale entre hier et demain.
Genève vu de Berlin.
L'Eglise et les Noirs aux Etats-Unis.
Réforme judiciaire et équilibre religieux en Egypte.
L'heure du compromis au Moyen-Orient.
Le serpent se mord la queue.
Les « rendez-vous » et la hiérarchie des salaires.
Vent d'automne pour Mr Butler.
Unité syndicale et syndicalisme chrétien en Allemagne occidentale.
Démystifions.
Azimuts.
Portrait : Maurice Utrillo.

LIVRES. THEATRE. CINEMA

DOCUMENT : La paupérisation, hypothèse invérifiée.

VUE MENSUELLE

ÉCEMBRE 1955

ES ÉDITIONS DU CERF - PARIS

SOMMAIRE

V. I. : **Sur la liberté politique du chrétien.** 1

J. STEINMANN : **A propos de la « métaphysique biblique »** 5

R. FUSILIER : **La vie politique et les partis**..... 14

H. PÉQUIGNOT : **L'information médicale du public.** 23

M.-H. LELONG : **Un vrai poète est né**..... 38

LES SIGNES DU TEMPS

L'Europe entre Genève et Bruxelles (A. Frisch)..... 61

L'Allemagne occidentale entre hier et demain (A. Wiss-Verdier) 64

Genève vu de Berlin (J. Fest) 67

L'Église et les Noirs aux États-Unis (A. Viatte) 70

Réforme judiciaire et équilibre religieux en Égypte (P. Rondot). 74

L'heure du compromis au Moyen-Orient (J. Nantet)..... 78

Le serpent se mord la queue (H. Muller) 80

Les « rendez-vous » et la hiérarchie des salaires (F. Sellier). 82

Vent d'automne pour Mr Butler (M. Niveau) 87

Unité syndicale et syndicalisme chrétien en Allemagne occidentale (J. Perrot) 91

Démystifions (M.-H. Lelong) 95

Azimuts : Kierkegaard : Être ou ne pas être ? (A.-Z. Serrand). 101

PORTRAIT

Maurice Utrillo (R. Vrinat) 108

CHRONIQUES

L'U.R.S.S. est-elle encore marxiste ? (B. Féron) 111

Le drame de la Slovaquie (F. Fejtö) 114

Halldor Laxness (M. Chavardès) 117

Ortega y Gasset (J. Bécaud) 121

Roman et essais (M. Chavardès) 123

Théâtre (H. Gouhier) 125

Cinéma : *L'emprisonné*, film anglais (J.-L. Tallenay)..... 130

DOCUMENT

La paupérisation, hypothèse invérifiée (E. Lisle) 135

Tables 153

La Vie Intellectuelle

VINGT-SEPTIÈME ANNÉE. — DÉCEMBRE 1955

Sur la liberté politique du chrétien

Que les élections soient à l'Assemblée nationale imminentes ou que, ce qui paraît plus vraisemblable, elles soient renvoyées au printemps ou même à l'été, notre vie politique est entrée dans une période pré-électorale dans laquelle les idées risquent de se dégrader en slogans, les sentiments en ressentiments, et les contestations utiles en laids règlements de compte ; chacun s'attache à choisir l'adversaire le plus facile à grimer en épouvantail : à condition de ne pas les désigner par leurs noms et de les traduire dans un langage plus noble d'action laïque ou de défense des libertés spirituelles, l'anticléricalisme et le cléricalisme pourraient être d'un assez bon rendement électoral et l'on peut craindre que le partage de la gauche et de la droite ne vienne se faire, et particulièrement lors du deuxième tour d'un possible scrutin d'arrondissement, de part et d'autre de cette archaïque et irritante frontière ; les plus vrais et les plus neufs problèmes en seraient masqués, les affrontements autrement essentiels s'en trouveraient faussés. Il est indispensable à la santé morale du pays que la prochaine bataille électo-

rale ne se livre pas pour ou contre le catholicisme politique, et pour éviter ce malheur il faut évidemment qu'il n'y ait pas de catholicisme politique et qu'on n'en forge pas d'imaginaire. Aussi faut-il souligner la particulière importance de la récente communication du secrétariat de l'épiscopat français qui dans sa claire et ferme sobriété devrait dissiper quelques fâcheuses équivoques. En voici le texte :

Pour affirmer l'indépendance de l'Eglise et la tenir en dehors des luttes politiques, l'Assemblée des cardinaux et archevêques de France rappelle que les candidats aux élections ne doivent ni se présenter sous l'étiquette de catholiques, ni faire état de leur qualité de membres d'une organisation catholique.

Le catholicisme n'est pas un parti politique, on le sait théoriquement, mais on ne tire pas toujours les conséquences de ce principe dans l'ordre de la vie publique : élire un candidat pour cette seule et exclusive raison qu'il est catholique, ou entre des candidats pareillement catholiques, se décider pour celui qui aurait le catholicisme le plus voyant et comme le plus affiché, seraient autant de déviations graves du sens civique, et l'Eglise entend préserver la liberté de jugement politique du chrétien seul responsable en tant que citoyen de ses options et de ses choix. Attitude qui respecte la loi même de la démocratie. La récente Semaine des Intellectuels catholiques n'avait donc pas complètement tort d'avancer que l'Eglise n'est pas cléricale. Doctrine élémentaire que viennent de rappeler les cardinaux et archevêques.

Si l'Eglise ne veut pas être engagée et compromise dans les combats politiques proprement dits, elle est

loin d'être indifférente aux grands problèmes humains qui sont en jeu dans la vie publique ; elle considère le patriotisme, c'est-à-dire le dévouement éclairé à la chose publique, comme une vertu nécessaire à la grandeur naturelle de l'homme ; elle fait de la justice et de la liberté deux valeurs fondamentales sans lesquelles les communautés humaines ne peuvent être dites civilisées et il lui arrive de condamner avec autorité les idéologies et les fanatismes qui maltraitent de façon trop éclatante la personne humaine ; mais en dehors de ces voies barrées, l'Eglise laisse ouverts quelques grandes routes de sagesse et plusieurs chemins d'aventure ; là où les possibilités sont nombreuses, et il en est de gauche comme de droite, la liberté civique du chrétien reste intacte. Si les catholiques arrivaient à bien comprendre et à bien pratiquer le pluralisme politique qui est la loi républicaine et la vérité démocratique, le cléricalisme serait impossible ; mais il faut concéder que les catholiques sont souvent plus cléricaux que l'Eglise. D'où l'utilité d'un rappel comme celui du secrétariat de l'épiscopat.

Une partie de l'opinion incroyante risque cependant de ne pas se laisser convaincre et de continuer à penser que l'Eglise est l'ennemie de la laïcité de nos institutions et plus particulièrement de l'école publique, que les catholiques, soient-ils décléricalisés par ailleurs, se trouvent sollicités de penser et d'agir cléricalement dès que se pose la question scolaire. Grave méprise malgré quelques apparences.

Il ne saurait y avoir au problème scolaire des solutions d'Eglise qu'on puisse dire catholiques ; les solutions possibles sont plus ou moins démocratiques ou républicaines et elles ne seraient, si l'on veut, chré-

tiennes que par surcroît si on arrivait à les accorder passablement avec des exigences élémentaires de justice et de liberté. Notre disgrâce est que nos idéologies passionnelles ont besoin de lire dans ces solutions du cléricalisme ou de l'anticléricalisme; d'où par exemple le malheureux clivage qui a été le destin de la législature agonisante et qui nous a fait payer par un long immobilisme les maigres avantages accordés à l'enseignement libre dans les expédients provisoires des lois scolaires votées en 1951.

Un changement de méthode s'impose. La France surmontera la crise actuelle lorsqu'elle se montrera capable d'avoir un gouvernement appuyé sur une majorité cohérente et durable. Dans cette majorité, il y aura nécessairement des hommes que l'on dit cléricaux et des hommes que l'on dit anticléricaux. Si les uns et les autres peuvent penser et faire une grande politique, celle-ci comportera en son temps et à sa place une solution d'apaisement et de progrès pour le problème scolaire. Mais poser celui-ci prématurément, en faire une obsession électorale, c'est compromettre le regroupement de salut public, perpétuer des ruptures fatales à l'amitié française et enterrer pour longtemps les vastes espérances. Car la fin des cléricalismes, celui du catholicisme politique, celui aussi qui est en vérité un cléricalisme laïciste, importe à l'avenir de la France.

Que les catholiques, invités par l'Eglise à user de leur liberté politique, comprennent ces maximes d'un civisme élémentaire, que leur exemple soit contagieux et la politique française, lasse des médiocres cabotages le long de rivages trop connus, pourrait enfin peut-être prendre la vaste mer.

V. I.

A PROPOS DE LA « MÉTAPHYSIQUE BIBLIQUE »

Claude Tresmontant a publié coup sur coup deux petits livres qui ont eu le don de provoquer de vives réactions. A l'*Essai sur la pensée hébraïque* (1953, Editions du Cerf, coll. *Lectio divina*) ont succédé des *Etudes de métaphysique biblique* (Paris, Gabalda, 1955). Du premier volume, Jean Lacroix déclarait dans *Le Monde* du 2 septembre 1953 : « Ce bref essai apparaît d'abord un peu sec, avec ses oppositions rigides... mais en sa sécheresse même il n'en est pas qui soit plus suggestif et donne davantage à penser. Il s'en trouvera assez pour introduire des nuances et chercher les conciliations. L'essentiel est que le problème ait été posé en termes tels qu'il ne puisse plus être éludé et que la notion même de philosophie en sorte renouvelée. »

Le problème énoncé par Tresmontant dans son premier *Essai* est celui-ci : existe-t-il une métaphysique biblique ? Il y répond : oui. Il lui paraît que de l'Ancien Testament ressort une série d'affirmations de contenu proprement métaphysique. Le monde a été créé par un Dieu unique. Cette création se poursuit incessamment, et c'est ce qui constitue le temps. La création est jugée bonne par le Créateur, parce qu'elle procède d'un acte d'amour. Aucune place en elle pour un dualisme substantiel : le Principe de tout l'être est l'Unique. La matière ne procède pas d'un Principe mauvais. Elle n'est pas le lieu de la chute des âmes, mais le signe efficace de réalités spirituelles, et l'étoffe dont

sont constitués progressivement les êtres. L'anthropologie hébraïque s'oppose aux anthropologies païennes qui considèrent l'homme comme une âme tombée dans un corps mauvais. Corps et âme sont deux aspects d'une réalité humaine indissociable, au point que la pensée biblique — sauf l'exception du *Livre de la Sagesse* — n'admettra le dogme de la récompense des justes après la mort que sous la forme d'une résurrection des corps. Les âmes, selon la Bible, ne préexistent pas, et ne passent pas de corps en corps ; elles sont créées par Dieu. L'homme doit être dit une « âme vivante ». Il n'y a donc pas lieu de chercher avec le scalpel si l'homme *a* une âme, puisque, dans la perspective biblique, il *est* une âme visible, corporellement existante dans le monde.

Quand il s'agit de l'exercice de la pensée, la Bible ne dissocie pas l'exercice de l'intelligence de l'option de la liberté qui oriente et informe la recherche de la pensée[1]. « La pensée ne se joue pas dans un lieu pur, séparée de l'option du cœur et de ses desseins obscurs. Le contraire de la vérité n'est pas l'erreur, mais le mensonge » (p. 117). La connaissance est l'acte de l'homme tout entier, de l'homme non dissocié. La duplicité de l'homme serait le mensonge. La foi, dans le Nouveau Testament, c'est la connaissance de Dieu informée par le Saint-Esprit : elle *est* intelligence, bien loin de s'opposer, comme chez nos modernes fidéistes, à l'intelligence.

Ce bref résumé rend mal compte de la richesse d'un livre dont l'intuition centrale est sans cesse ramifiée et

1. A ce propos, il existe une confusion durable entre le sens du mot français « cœur » et celui du mot hébreu « lebh ». Témoin un récent compte rendu de la *Revue des Sciences Philosophiques et Pédagogiques* (1954, p. 770), où on lit : « ... l'œuvre plus riche, plus *affective* et plus engagée de ce que les Hébreux appelaient le cœur. » En hébreu l'affectivité était réservée aux entrailles et au foie. Cf. P. Dhorme, *L'emploi métaphorique des noms de partie du corps...*, Paris, 1923, pp. 123-136.

étendue. Car, pour mieux faire comprendre l'originalité de la pensée biblique, Tresmontant en compare la structure à d'autres types de pensée : la métaphysique platonicienne, néo-platonicienne, indienne, la philosophie de saint Thomas, celle de Bergson. Un *excursus* est consacré en particulier à étudier le « néo-platonisme de Bergson ». Ces comparaisons ne visent évidemment pas à donner une description exhaustive de la philosophie platonicienne, plotinienne, etc., mais à dégager les attitudes philosophiques qui, par contraste, permettront le mieux de comprendre la nature de la pensée biblique. Il est donc injuste d'accuser Tresmontant d'avoir omis de parler de la dernière philosophie de Platon, ou du Descartes du *Traité des passions* : son sujet était la pensée hébraïque, et non l'histoire de la philosophie. Comme l'indiquaient l'Avertissement et l'Introduction, il ne s'agissait que de présenter, chez Platon, Descartes et d'autres, ce qui, par opposition, laissait le mieux comprendre l'originalité de la métaphysique biblique.

Avant d'examiner la valeur d'un tel ouvrage pour le présent mouvement biblique, il est nécessaire d'abord de poser la question préalable : existe-t-il une métaphysique biblique ? Si l'on entend par métaphysique un exposé systématique, conceptuel, scolastique, un *tractatus de tempore* par exemple, alors certes il n'y a pas de métaphysique biblique. Les prophètes hébreux ne sont pas des philosophes au sens technique de ce terme. Faut-il en conclure hâtivement que nous n'avons rien à apprendre de la Bible du point de vue philosophique ? Certes, non! Et c'est ce qu'a voulu prouver Tresmontant. Les affirmations religieuses de la Bible *impliquent* une métaphysique sous-jacente. Le projet de Tresmontant, c'est de dégager cette métaphysique implicite, et de *la porter au niveau de l'explicitation.* Dire que la métaphysique est implicite dans la Bible, ce n'est pas dire qu'elle y est inconsciente d'elle-même. La cohé-

rence de toute la structure métaphysique sous-jacente à la théologie des prophètes et des sages d'Israël prouve qu'elle est parfaitement consciente d'elle-même, responsable, et qu'elle sait refuser les apports aberrants des civilisations avoisinantes.

Cela est si vrai, qu'il y a une philosophie chrétienne qui continue la métaphysique biblique implicite, et qui, comme cette dernière, sait s'opposer aux métaphysiques païennes, tout en assimilant ce qui est recevable sans nuire à l'intégrité de sa nature. Ce travail d'assimilation et de rejet est constant depuis les plus vieilles traditions du Pentateuque jusqu'aux Pères de l'Eglise et aux philosophies chrétiennes de notre temps. C'est le signe de la vie elle-même.

Tresmontant va plus loin. La métaphysique grecque de la raison soi-disant pure est devenue un obstacle sur lequel achoppe la pensée scientifique depuis la Renaissance. C'est ce qu'a montré M. Bachelard dans ses nombreux ouvrages consacrés au nouvel Esprit scientifique et au Rationalisme moderne. Le « rationalisme » grec est informé par une mythologie d'origine religieuse (par exemple l'éternel retour, la doctrine de la chute des âmes, le dogme de la pérennité du cosmos, de la divinité des astres, etc.). Comme l'ont prouvé Duhem, que Tresmontant cite volontiers, et Bachelard, ainsi que Teilhard de Chardin, la connaissance objective, scientifique, vraiment rationnelle, n'a pu se réaliser qu'en se libérant des thèmes conscients ou inaperçus de cette métaphysique grecque qui voulait se faire passer pour l'expression de la raison humaine elle-même, alors qu'elle était chargée d'un contenu religieux, mythique, idolâtrique.

Au contraire, nous dit Tresmontant, les grandes thèses métaphysiques de la Bible sont aptes à assumer l'apport positif de la science du réel, précisément parce que la métaphysique biblique n'est pas idolâtrique : elle ne considère pas les astres comme des dieux. Comme

l'a montré Duhem, c'est ce qui a permis la libération de l'astronomie dans les temps modernes. La Bible enseigne que l'Univers est en genèse, qu'il a un commencement et qu'il aura une fin. La vision du monde que nous proposent les sciences objectives *se marie* à cette position métaphysique, elle entre en *symbiose* avec elle. L'Evolution signifie que l'Univers est un phénomène temporel, irréversible, orienté. Ce que la métaphysique du cosmos éternel et fixe ne pouvait comprendre, la métaphysique biblique le reçoit tout naturellement, elle le confirme sur son plan, elle en donne le sens et l'interprétation théologique : l'œuvre de Dieu va vers son achèvement, vers ce que Paul a appelé le Plérôme.

Est-ce là un « concordisme » nouveau ? Le concordisme de naguère était une tentative pour trouver dans la Bible un enseignement scientifique. Ce n'est évidemment pas ce que Tresmontant veut faire. Il cherche à voir si l'enseignement de la Parole de Dieu est *compatible* avec ce que le réel nous enseigne. Il ne recherche pas un concordisme puéril, mais seulement s'il y a cohérence entre ces deux sources de la connaissance : la Parole de Dieu et le monde, qui est aussi l'œuvre de la Parole de Dieu. Tresmontant continue exactement ce qu'ont voulu faire tous les grands théologiens du moyen âge : rechercher les relations entre ces deux livres : la Bible et le monde.

Devant cet essai prometteur d'un effort magnifique, le plus étrange serait bien que protestent les disciples de saint Thomas. La tentative de Tresmontant : rechercher si la métaphysique biblique est adéquate au réel, n'est rien d'autre que la mise en pratique de la définition scolastique de la vérité, — et surtout ce n'est rien d'autre que la décision de prendre au sérieux la Parole de Dieu. Car si la Parole de Dieu nous enseignait le contraire de ce qu'enseigne le réel, — si par exemple le réel nous obligeait à penser, comme le disent

les marxistes, que le monde est éternel, le temps cyclique, la matière et les astres incréés et incorruptibles, — comment pourrions-nous concilier ces affirmations de la science avec celles de notre théologie ? Un effort de cohérence est donc nécessaire. On ne peut pas vivre dans ce pluralisme des visions du monde que certains veulent maintenir au nom de la prudence méthodologique et de la distinction des « objets formels ». Tous les Pères de l'Eglise, et les grands Docteurs médiévaux, jusqu'à Bonaventure, ont cherché à voir comment concilier la métaphysique requise par le réel et celle de la Bible. C'est pourquoi, par exemple, Aristote a paru si difficilement assimilable : parce qu'il enseignait l'éternité du cosmos ; et déjà Origène et saint Augustin déclaraient que le mythe de l'Eternel retour — que Engels enseigne encore — est incompatible avec la foi chrétienne. Le travail de Tresmontant continue donc l'effort séculaire de la philosophie chrétienne.

Le second volume est encore meilleur que le premier, d'un style plus coulant, d'une force plus grande et d'une ouverture plus large.

« La métaphysique biblique, écrit Tresmontant, dépend étroitement d'une théologie. Ce n'est pas une métaphysique séparée, à supposer qu'une telle métaphysique étrangère à toute connexion théologique ait jamais existé. Mais le paradoxe, c'est que la métaphysique biblique, à la lumière de nos connaissances scientifiques sur le réel, s'avère aujourd'hui, de par ses tendances, sa structure, sa problématique, comme *positive*, ouverte par nature à ce que les sciences nous apprennent de l'être sensible » (p. 35).

Dans son nouveau chapitre sur la *Création*, Tresmontant oppose la pensée biblique à toutes les métaphysiques de structure panthéiste. La Bible est en effet la seule, parmi les nations, à penser qu'il y a une création du monde par un Dieu transcendant. C'est là une posi-

tion métaphysique dont la Bible a l'exclusivité. Cela doit avoir une raison théologique.

Dans son second chapitre, la *temporalité du monde,* Tresmontant cherche à dégager quel est le sens de la révolution qu'a subie notre vision du monde depuis la Renaissance, et en particulier par le fait de la découverte que le monde n'est pas un cosmos comme le voulaient les Grecs, mais que nous nous trouvons pris dans une *cosmogénèse,* dans un Univers en évolution. Il étudie le sens de cette évolution, en utilisant les travaux scientifiques de Teilhard de Chardin, et montre que cette phénoménologie de l'Evolution a une portée philosophique considérable : elle nous permet de dégager, à partir du réel, le *sens* de l'œuvre de Dieu, orientée vers des êtres de plus en plus complexes et de plus en plus conscient et libres. La science positive nous donne aujourd'hui les éléments d'une « histoire de la création », d'une « généalogie de la création » comme dit la *Genèse.* Tresmontant conclut que cette vision positive du monde entre en symbiose avec la métaphysique biblique, ce qui serait impossible avec une métaphysique de structure panthéiste. L'opposition que rencontre cette découverte de l'Univers en évolution provient de restes inaperçus, dans les esprits, de cette métaphysique secrètement panthéiste.

L'auteur se demande si la création nécessite le temps. En répondant positivement, il retrouve la durée sous-jacente à la Bible elle-même, quoique dans ce chapitre il la cite peu. Il multiplie les intuitions les plus riches : « Du néant à l'*assimilari Deo* le chemin est long. Du non-être à la participation à la vie divine, la distance doit être franchie. Ce n'est pas une distance spatiale, mais ontologique. L'opération créatrice de Dieu engendre, de rien, des personnes capables de Dieu. C'est une opération essentiellement progressive et donc temporelle. Dire que Dieu pouvait créer l'homme instantanément dans la plénitude de sa vocation, c'est dire

qu'aucune distance ne sépare le néant de Dieu. Le temps a une signification sacrée, parce qu'il mesure l'ontogénèse d'être appelés à participer à la vie trinitaire » (p. 127).

Pour ma part, je pense que de telles phrases jettent une étrange lumière sur le processus biblique tout entier et sur la nécessité de la durée de l'Eglise. On échappe au dilemme de Loisy : « Ou la Parousie immédiate, ou une Eglise-substitut que Jésus n'a pas voulue. »

Suit une analyse de quelques données de la révélation biblique. En particulier ces remarques : « Le progrès des sciences positives *libère* l'exégèse biblique... Les rédacteurs et les prophètes de la Bible parlent selon les apparences de leur temps, mais non contre les apparences qui se découvrent aujourd'hui à nos yeux... Ce qui est en contradiction, ce ne sont pas les apparences, mais les métaphysiques que l'on met prématurément et imprudemment sous ces apparences » (p. 152).

Dans un court chapitre, l'auteur indique quelques-unes des voies que pourrait suivre une théologie biblique renouvelée. Tout récemment encore, on a publié sous le titre de « Théologie biblique » un fichier des expressions de la Révélation, une concordance un peu développée. On ne s'est guère interrogé sur le mode propre à l'expression de la révélation. Et même la description historique des étapes de cette révélation n'a pas été très poussée, dans les détails, pour chercher à dégager les lois fort complexes de son progrès. Cette analyse serait-elle menée à bien, Tresmontant a raison de penser que les résultats devraient en être confrontés avec ceux de la cosmogonie des savants, de la biologie et de la psychologie. Non que la Bible enseigne quoi que ce soit de ces sciences, mais elle est la parole du Dieu qui a créé le monde que scrutent les savants. Si l'ancien concordisme voulait naïvement retrouver des systèmes scientifiques modernes dans la Bible, Tresmontant comme saint Thomas, veut y découvrir comment

le Verbe qui en est l'auteur peut être identique au Créateur du monde physique.

Par définition même, ces deux petits livres sur la pensée biblique ne sauraient être achevés. Dans cette voie, on ne tentera jamais que des essais. Reprocher à Tresmontant de n'avoir pas épuisé le sujet, serait proprement ridicule. Quel exégète, quel savant, quel philosophe oserait offrir autre chose qu'un pâle reflet d'une intuition totale des lois divines, de ces lois qui paraissent de plus en plus éloignées, à l'infini, des prises de l'homme ?

En attendant, il n'est pas interdit à quelqu'un qui se nourrit quotidiennement de l'Ancien Testament, de témoigner en faveur de la richesse des deux petits volumes de Claude Tresmontant. Tout n'y est pas neuf, bien sûr! Et qui donc a jamais écrit sur la Bible quoique ce soit d'absolument neuf ? Mais sur quantité de « thèmes » bibliques sont faites des remarques neuves, suggestives, et qui portent loin.

Le vieux conflit entre l'Aristotélisme et le christianisme qui a attendu saint Thomas pour se résoudre, mais qui a rebondi dès le XIV^e^ siècle, les raisons de l'opposition tenace des rationalistes à la Bible, alors que la Bible est plus rationnelle que tous les panthéismes, voilà ce qu'on comprend mieux après avoir lu Tresmontant. Tous les biblistes, soucieux d'élargir leur enquête, devront posséder ces deux livres, qu'ils mettront dans leur bibliothèque tout près des œuvres du P. Festugière.

Quant à ceux qui n'ont point de préjugés, qu'ils ne boudent pas leur joie à la rencontre d'un philosophe, connaissant de source la Bible, la lisant avec des yeux neufs et qui a le courage d'en présenter le message avec une force qui est un signe des temps.

JEAN STEINMANN.

LA VIE POLITIQUE ET LES PARTIS

Au cours de la législature qui se termine, quelques partis ont traversé une crise dont on pouvait toutefois escompter, avec des élections anticipées et une loi électorale analogue à celle de 1951, voir sortir une législature à peu près semblable à l'actuelle et une Chambre composée de façon identique, à part un accroissement des mandats communistes.

Alors que la S.F.I.O.[1] termine la législature après avoir reformé son unité durement menacée par la querelle des cédistes et des anti-cédistes — encore que la question des alliances électorales risque de produire dans ce parti un nouveau clivage selon des lignes de force presque identiques —, le parti radical, lui, vient de subir une évolution profonde dans son orientation politique comme dans sa structure, évolution qui se poursuit actuellement.

D'un autre côté, si au sein même des partis coexistent des tendances — parfois plus proches entre partis différents qu'au sein d'un même parti et exprimant par là la possibilité d'un regroupement — la droite comme la gauche restent inorganisées et l'existence même de ces notions en vient à être niée. Les spéculations intellectuelles qui ont conduit à poser les lignes directrices

1. Section Française de l'Internationale Ouvrière.

d'une Nouvelle Gauche, plus dynamique que l'ancienne et peut-être rattachée à des principes plus authentiques, semblent avoir aggravé cette confusion.

Enfin, sur le plan international la détente, en s'accentuant un temps, a paru rendre possible une entrée du parti communiste dans le jeu démocratique, quelques signes évidents et récents semblent plutôt conseiller la prudence.

Le parti radical devant le mendessisme

On a assez répété qu'il n'y a pas de parti radical : que le radicalisme est indéfinissable et que son rôle se limite à « réaliser la stratégie des milieux économiques dirigeants et, sur la scène politique, d'interpréter suivant une vieille tradition oratoire les mécontentements de la petite bourgeoisie » (David Rousset), et que « le radical part de l'individualisme et arrive à l'étatisme, comme il part du libéralisme et arrive au jacobinisme[2] ».

Le parti radical, parti de personnalités et parti gouvernemental, se caractérisait à la fois par son manque de contours politiques et par une aisance extraordinaire à se mouvoir sur le plan politique et gouvernemental. C'est une certaine évolution vers la droite marquée dès après la libération lors des travaux constitutionnels et accentuée par la politique de certains de ses ministres, qui permettait à M. Georges Lavau, dans un numéro des *Temps Modernes* consacré à la gauche, de conclure que le parti radical n'avait plus aucun lien avec la gauche[3].

Il semble bien que ce soit justement contre cette évo-

2. Emmanuel Berl, *La politique et les partis*, Éd. Rieder, Paris, 1937, p. 51.

3. Numéro spécial sur la gauche, 1955, p. 1901.

lution que s'est développée la réaction mendessiste qui a eu une influence importante à la fois sur la structure du parti radical et sur l'orientation politique du radicalisme.

Cette réaction semble remonter jusqu'à l'année 1951 au moment où un député radical isolé prenait position contre la continuation de la guerre en Indochine. Elle s'est concrétisée lorsque ce député a assumé les charges de la Présidence du Conseil que devait d'ailleurs lui enlever la vigilance de ses amis politiques. C'est au Congrès de Marseille, en octobre 1954, que, pour la première fois, l'influence d'une équipe non orthodoxe s'est faite sentir dans le parti. Ce Congrès, disait Edouard Herriot « a été animé, dirigé, inspiré par notre très cher ami, le président Mendès-France. Ce Congrès, on peut le dire, c'est le sien. C'est à lui qu'il faut laisser tout le mérite et tous les honneurs ».

Mais c'est au Congrès extraordinaire du 4 mai 1955, par la nomination d'une Commission d'action devant définir l'orientation du parti et dont Mendès-France devait être élu président, que ce dernier a pris une position administrative de premier plan au sein du parti radical.

Si le Congrès du 4 mai marquait un succès de « l'équipe jacobine » sur Martinaud-Deplat, le Congrès du 7 novembre apparaît maintenant comme ayant marqué le succès de cette équipe sur le président Edgar Faure. La conséquence la plus importante de ce Congrès n'est pas que Mendès-France soit devenu président *de facto* du parti. On doit la chercher dans le fait que le parti radical, auparavant fédération de fédérations, s'efforce de devenir un parti organisé sous l'impulsion de ses éléments jeunes. Sans doute, les fédérations restent-elles autonomes en ce sens qu'elles présentent toujours les candidats aux élections législatives, mais cette autonomie est réduite car l'investiture du parti doit être donnée : elle ne l'est que si la

« plate-forme » (le programme du parti) est acceptée.

La Commission exécutive, dont le Comité d'action avait déjà pris le 4 mai la succession, est remplacée définitivement par un Bureau national qui doit donner son accord sur les investitures. Ce Bureau national est dirigé par dix-sept membres, militants, auxquels s'adjoignent un ou deux représentants du Conseil de la République, de l'Assemblée nationale, de l'Assemblée de l'Union française, du Conseil économique. C'est ainsi qu'un militant comme Panier a pu être élu vice-président du parti et que la fonction de secrétaire général adjoint doit être attribuée à un jeune jacobin. Sur les dix-sept militants du Bureau national, quatorze paraissent être mendessistes.

On peut certes se demander si cette organisation ne va pas rester théorique. Mais on doit remarquer que tout Congrès radical débute par une conférence des présidents et secrétaires généraux de fédérations où chaque fédération n'est représentée que par ces deux responsables. Cette Conférence prend des décisions politiques qui, en pratique, ne sont jamais désavouées par le Congrès.

Or, au Congrès du 4 mai, l'unanimité moins quinze voix s'était prononcée contre Martinaud-Deplat. Lors du dernier Congrès, la motion défendue par les fédérations de l'Est (une trentaine de fédérations) et demandant le retrait immédiat des ministres radicaux du gouvernement a été adoptée à l'unanimité moins six voix environ.

Ainsi, d'une part, la tendance mendessiste exerce actuellement une influence déterminante sur le parti radical et, d'autre part, la structure de ce dernier semble devoir se renforcer. L'évolution du parti radical entre les deux Congrès de mai et de novembre est d'ailleurs significative : on assiste à un effort de rajeunissement du parti et des cadres et à un effort de recrutement.

Au 4 mai, on pouvait évaluer le nombre des adhérents du parti radical à 45.000. Sans doute, M. Martinaud-Deplat avait-il avancé à la tribune le chiffre de 60.000 adhérents, mais il faut tenir compte d'assez nombreuses adhésions fictives — qui ne sont d'ailleurs pas spéciales au parti radical, mais qui semblaient du moins y être à l'époque assez répandues. Aux élections municipales de Port-Saint-Louis, dans les Bouches-du-Rhône, le candidat radical obtenaît à peu près 200 voix, alors que le comité électoral local possédait 1.100 cartes environ. A Aix-en-Provence, le candidat radical obtenait 300 voix environ, alors que près de 2.000 cartes avaient été achetées par le comité local.

De mai à octobre, le nombre d'adhérents réels du parti radical paraît s'être accru de 30.000.

En dehors des questions d'organisation du parti, les tendances mendessistes peuvent avoir de l'influence sur l'orientation générale du parti radical. Derrière le duel oratoire Edgar Faure-Mendès-France du dernier congrès, se profilait toute la question des alliances électorales, à savoir si ces alliances se feront à droite avec les indépendants et le M.R.P.[4] ou à gauche avec les socialistes, l'U.D.S.R.[5], et la fraction de l'A.R.S.[6] groupée autour de Chaban-Delmas.

Le grand développement des « tournées jacobines »en province, les contacts pris avec d'autres formations politiques, pouvaient faire apparaître le mendessisme comme dangereux à moyenne ou à longue échéance. Les élections anticipées permettaient sans nul doute de supprimer le danger et, liées aux apparentements, à la droite, de conserver sa représentation actuelle à la Chambre.

C'est pourquoi le Congrès radical, qui dans les projets

4. Mouvement Républicain Populaire.
5. Union Démocratique et Socialiste de la Résistance.
6. Action Républicaine et Sociale.

primitifs ne devait que discuter d'une plate-forme et dont les délégués auraient dû retourner prendre l'avis de leurs fédérations pour revenir à un Congrès extraordinaire en mars, a dû prendre des décisions immédiates. Leur contenu en a quelque peu souffert.

La plate-forme présentée ne fait que peu de place aux problèmes sociaux et économiques. D'un autre côté, l'application des décisions du Congrès sera faite de façon plus ou moins rigide : la question du R.G.R.[7], maintenant à l'ordre du jour, permettra d'en juger : ou bien l'orientation du R.G.R. se modifiera, ou des formations politiques seront amenées à l'abandonner. Mais, disons ici qu'un échange de lettres tel que celui qui s'est opéré à cette occasion ne résoudra pas la question.

Ancienne et Nouvelle Gauche

Les tendances gauchisantes qui se sont manifestées au sein du parti radical n'ont que peu de rapports avec les tentatives de formation de la Nouvelle Gauche. Gilles Martinet a posé nettement la distinction[8]. Trouvant son point d'appui dès l'origine, autour de l'*Observateur,* la Nouvelle Gauche, après les élections de 1951, se regroupait en partie autour du Centre d'action de la gauche indépendante.

Quelques développements en province, dans la Haute-Garonne, dans la Manche en 1952, à Rouen et au Havre en 1953, par exemple, ne suffisaient pas à donner une certaine ampleur au mouvement. La création d'une organisation plus centralisée était freinée par les diverses tendances qui coexistaient soit au sein de la Jeune République, soit au sein de l'Union progressiste non

7. Rassemblement des Gauches Républicaines.
8. *Les Temps Modernes,* n° cité, p. 1923.

encore agglomérée. Au sein même du Comité de liaison et d'initiative que l'on arrivait à instituer après les journées d'études, se faisait jour une opposition entre le milieu parisien et le milieu provincial. La création, cette année d'une Fédération des groupes de province, avec pour siège Versailles, réunissant vingt-six groupes effectifs et quatre autres en formation, ainsi que d'un Comité national de la Nouvelle Gauche, n'ont pas empêché ce mouvement de ne compter sur le plan national que 2.000 militants — bien que des militants de l'Union progressiste et de la Jeune République n'aient pas accepté de s'inscrire dans les sections.

De par la qualité de son recrutement et le niveau intellectuel de ses adhérents, la Nouvelle Gauche peut exercer sur le plan des idées une influence non négligeable sur l'opinion publique. Son point faible est le mélange constant des préoccupations militantes et des préoccupations électorales — inévitables dans la mesure où certains de ses leaders sont parlementaires.

Il est symptomatique à cet égard de noter que le Club des Jacobins, qui compte vingt-deux sections en province et dans l'Union française et groupe sept mille adhérents, n'a pas adhéré à la Nouvelle Gauche. Ce Club déclare, en effet, se refuser à ce que lui-même appelle un complexe d'infériorité vis-à-vis du Parti communiste; il n'envisage le dialogue avec le Parti communiste que dans le cadre d'un rapport de forces et c'est pourquoi il préconise actuellement la formation d'un cartel entre radicaux mendessistes, socialistes et U.D.S.R.

La réponse appartient à la S.F.I.O.

L'influence même de la Nouvelle Gauche va sans doute de pair avec un certain discrédit lancé sur les partis traditionnels. Mais la faiblesse idéologique du Parti socialiste, ses prises de position parfois tardives, peuvent dans une certaine mesure s'expliquer par le fait que, parti intermédiaire, le Parti socialiste, engagé

entre deux extrémismes qui se sont, depuis 1944, de plus en plus fortement opposés, s'est longtemps trouvé dans une situation difficile.

Le nombre de ses adhérents, après avoir dangereusement fléchi après 1946, semble se maintenir et même remonter depuis 1954. Alors qu'en 1952 Jacques Fauvet pouvait écrire dans *Le Monde* que la S.F.I.O. avait « presque toujours perdu des voix d'un dimanche à l'autre[9] » bien qu'elle ait maintenu presque partout son candidat, il semble qu'elle ait regagné du terrain dans les élections partielles qui se sont déroulées au cours de l'année écoulée.

L'attitude de son dernier Conseil national favorable à l'arrondissement lui fournit un terrain d'entente avec la gauche du Parti radical ; elle lui donne en même temps, comme l'a souligné Max Lejeune à la tribune de l'Assemblée nationale, la possibilité, si ce mode de scrutin préside à la consultation électorale, de rajeunir ses cadres, possibilité qu'elle n'a que peu exploitée au lendemain de la Libération, contrairement aux autres grands partis, et en même temps lui permet vraisemblablement d'accroître sa représentation parlementaire.

L'échec probable du projet d'élections anticipées en décembre, les difficultés d'organiser une consultation populaire en janvier, peuvent lui laisser le temps nécessaire pour disséquer le programme radical actuel et fournir les éléments d'un programme économique et social. La S.F.I.O. reste ainsi au centre d'une opération de regroupement des gauches sur le plan électoral et par la suite sur le plan gouvernemental, regroupement qui peut s'étendre jusqu'au M.R.P.

Sa position a été d'autant plus renforcée que le Parti communiste a approuvé le principe des élections anticipées et le maintien, en tant que position de repli, d'un mode de scrutin qu'il avait été le premier à dénoncer

9. *Le Monde*, 25 février 1953.

comme injuste. L'attitude communiste, dictée par des considérations de tactique et non doctrinales, et qui a conduit le Parti communiste à voter à deux reprises la confiance au gouvernement Edgar Faure, peut avoir pour conséquence inattendue de faciliter l'entente entre les socialistes et les radicaux mendessistes.

Plaçant ses espoirs dans un long pourrissement de la vie politique française devant amener inévitablement une polarisation des forces sociales autour de lui, le Parti communiste en est venu à redouter moins l'idée européenne qu'une coalition de partis sur le plan intérieur.

Aussi n'a-t-il pas intérêt à voir se modifier la composition d'une Chambre, dont certains ont mis bien longtemps à s'apercevoir qu'elle était ingouvernable, et préfère-t-il en rester à de vagues principes d'action volontairement entourés d'une zone d'ombre. Cette imprécision lui est d'autant plus nécessaire que ses effectifs s'amenuisent — il doit compter 400.000 adhérents environ — et que ses électeurs ne se recrutent plus uniquement dans la classe ouvrière mais dans les classes moyennes et la paysannerie. Une trop grande précision doctrinale ne pourrait que faire éclater de multiples contradictions et il serait rapidement amené à perdre une catégorie de ses commettants.

La souplesse tactique paraît l'avoir emporté sur l'idéologie et certains traits de conservatisme se font jour. Les dirigeants communistes ont bien vu qu'un regroupement autour de leur parti des forces de gauche en France est impossible à l'heure actuelle, tout comme ils ont jugé au contraire que ce regroupement était possible en Italie. Ils mèneront leur politique propre tout en cherchant par-dessus tout à éviter entre temps la formation d'une entente entre les partis de gauche, entente qui se ferait sans eux.

RAYMOND FUSILIER.

L'INFORMATION MÉDICALE DU PUBLIC

L'INFORMATION médicale du public a été le sujet de deux congrès successifs de l'Union internationale de la Presse médicale. Les lignes qui suivent ont pour base le rapport de synthèse dont nous fûmes chargés lors du dernier (octobre 1955, Paris). L'accueil fait à ces idées par les congressistes, tant représentants des journaux médicaux de quatorze pays que journalistes scientifiques, la continuité des rapports de nos prédécesseurs et du nôtre nous engagent à les faire connaître.

L'accord actuel[1] semble se faire sur une thèse que l'on peut résumer dans les quelques propositions suivantes : « Il faut informer le public en matière médi-

1. *Bibliographie,* pp. 18-19.

1) L'information médicale du public. *Les Cahiers Laënnec,* mars 1954, n° 1, 14e année, 47 pp., P. Lethielleux, éd., Paris.

2) Premier Congrès de l'Union Internationale de la Presse médicale, Turin, 30 mai 1954. Rapports résumés en : *Statuts-Résumés des Rapports présentés au Congrès de Turin,* mai 1954, par l'Union Internationale de la Presse médicale, 30 pp., Masson et Cie, éd., Paris.

Fiessinger (Mme) : *L'information médicale du grand public. Le rôle de la presse médicale comme conseillère des organes de presse de grande information* (8).

Lederer (J.) : *La grande Presse et l'information du public* (8-9).

3) Biennale de l'Information, Évian, 10 juin 1955. Pasteur-Vallery-Radot : *Ce qu'un médecin demande à l'information.*

cale, d'une part parce qu'on ne peut pas faire autrement, d'autre part parce que cela a des avantages. Toutefois c'est une tâche difficile ; la mauvaise information est plus fréquente que la bonne ; or la mauvaise information a plus de dangers que la bonne n'a d'avantages. La solution ne peut être cherchée que dans la mise au point progressive d'une collaboration entre les deux presses, la presse technique et la presse non spécialisée ; plus exactement, car la presse n'est plus qu'un des secteurs de l'information, une collaboration technique entre les professionnels de la santé et les professionnels de l'information, presse parlée, presse écrite, presse télévisée, documentaire cinématographique. »

Que cela soit possible et partiellement réalisé, l'action de l'Association des Ecrivains scientifiques et son service d'information que dirige M. Le Lionnais, le travail au sein de la R.T.F. du Pr Milliez le démontrent.

Toutefois derrière cet accord, il y a — bien entendu — un malentendu. De ce malentendu un symptôme évident est un certain malaise. Ce malaise, je le définirais volontiers en disant qu'en l'état actuel des choses, et pour la plupart des auteurs médicaux, l'information médicale du public paraît un mal nécessaire : les médecins même favorables se résignent, les journalistes non médecins exigent l'information médicale du public. Certes les uns et les autres ont dépassé la position du conflit entre médecins et journalistes. Nul ne propose d'aller brûler devant sa statue le diplôme du docteur Théophraste Renaudot, qui joua dans l'histoire du journalisme le rôle que l'on sait. En effet, les journalistes, les professionnels de l'information exigent non parce qu'ils constituent un quatrième pouvoir, mais en tant que ce quatrième pouvoir a une base démocratique. Ce sont

les lecteurs, les auditeurs, c'est la masse des usagers de l'information, qui veulent des nouvelles médicales. Il serait stérile de critiquer l'état de choses actuel ; si les médecins, après avoir fait ce que je fis — la lecture de trois mois de coupures de grande presse à caractère médical — disent aux journalistes : « Voilà ce que vous faites », les journalistes peuvent répondre : « Donnez-nous de la bonne information et nous ferons de la bonne copie. »

De ce malaise et de ce décalage, je voudrais rappeler les raisons, celles pour lesquelles les médecins s'engagent avec crainte et tremblement dans la voie de l'information, car les journalistes ne les connaissent pas toujours très bien, mais aussi celles pour lesquelles les journalistes me paraissent avoir raison d'insister auprès des médecins. Cette analyse m'a conduit à une conclusion que je vais expliciter pour en rendre la critique plus aisée. Médecins et journalistes sont affrontés à des difficultés qui leur sont communes en tant qu'hommes vivant au XX^e^ siècle, et qu'ils ne résoudront qu'en s'entraidant.

Information collective et problèmes individuels

La première des raisons des réticences médicales, c'est la crainte du diagnostic dévoilé au malade condamné. Tous les médecins en ont été témoins ; ils ont tous vu s'effondrer la résistance psychologique de sujets découvrant brusquement au hasard d'un article la nature et la gravité de l'affection dont ils étaient porteurs. Si rare est le suicide direct, fréquent ce suicide indirect qui est le fait pour un malade de ne plus profiter des possibilités de secours, de soulagement et de survie que lui donne la science, même lorsqu'elle n'est que palliative. Nous savons que peu nombreux

sont les malades, quoi que disent les bien portants, qui osent regarder en face certains diagnostics (et d'ailleurs quelquefois à tort). On en a tiré, dans les milieux médicaux, une véritable doctrine du « pieux mensonge nécessaire ».

Ce sujet apparaît peut-être comme marginal. Il reste que c'est là une des difficultés qui s'opposent à l'information médicale du public ; mais ne s'oppose-t-elle pas aussi souvent au traitement correct des malades ? Souvent, l'impossibilité psychologique où nous sommes de dévoiler certains diagnostics nous empêche d'obtenir du malade sa collaboration à des mesures thérapeutiques qui représenteraient pour lui des chances appréciables. La pusillanimité de nos malades [2] est donc un obstacle, non seulement pour l'informateur, mais pour le médecin. Or, le moins qu'on puisse dire est que cette attitude devant la mort et devant la maladie ne paraît pas une structure connaturelle de l'esprit humain ; elle n'est le fait que de certains peuples, à certaines époques, et notamment de la France d'aujourd'hui. Mais au XVII[e] siècle, chez nous, nul n'aurait laissé mourir un homme sans l'avoir prévenu à l'avance pour qu'il mette en ordre ses biens et son âme. Les censures ecclésiastiques menaçaient le médecin qui, en cachant un pronostic fatal, empêchait un malade de recevoir les sacrements. Populaires étaient les confréries de piété dites Confréries de la bonne Mort, dont l'objet était de prier pour éviter que la mort ne nous frappe brutalement et sans préavis, sans confession. Je ne vois guère d'expression littéraire du sentiment inverse qu'à partir de Stendhal qui souhaitait mourir d'apoplexie. Cet état d'esprit

2. Il va sans dire que le médecin malade n'est pas plus courageux que le malade non médecin.

est quasi général dans notre pays, mais il n'a pas gagné le monde entier. Nombreuses, semble-t-il, sont les zones dans le monde où l'on ne cache pas au malade son état. Même chez nous il n'y a pas de lien scientifique rigoureux entre la gravité d'un diagnostic et le fait qu'on le cache. On parle plus librement de thrombose coronaire que de cancer, alors que bien des cancers sont infiniment plus bénins que bien des thromboses coronaires. Sans vouloir résoudre, et surtout sans pouvoir résoudre, ce problème qui ne dépend ni des informateurs, ni des médecins, il convient peut-être de le juger à sa véritable mesure. Il est ici, et maintenant, transitoirement un obstacle ; il n'est ni une donnée définitive ni une donnée sacrée et ne doit pas être tabou. Il nous indique peut-être une direction d'efforts éducatifs peut-être lents et progressifs, mais pas nuls, et il est encore moins admissible de transformer en théorie dogmatique un obstacle transitoire.

Cette première raison n'est qu'un cas particulier de la seconde : incontestablement, dans le goût du public pour les choses médicales il entre — le terme vient tout seul sous la plume et a l'air d'un jeu de mots — quelque chose de morbide. On a signalé, par exemple, que l'information médicale pouvait être la couverture d'une certaine pornographie, que le film chirurgical ne devait pas servir à assouvir le sadisme de certains spectateurs. Mais ceci n'est peut-être pas central. Ce qui l'est, par contre, c'est qu'on ne recherche pas l'information médicale sans passion ni émotivité, comme l'information mathématique. Certes, toute information scientifique peut se charger d'émotivité. On ne peut dire que l'information atomique ne soit pas contaminée de passions en ce milieu du XX^{e} siècle. Au XIX^{e} siècle, paléontologie et géologie suscitaient de furieuses passions.

La particularité de l'information médicale, c'est que le sujet qui la recherche ou la lit est individuellement intéressé. Ce sont des passions collectives, religieuses pour la préhistoire, politiques pour la physique atomique qui contaminent l'information en ces domaines, et ces passions-là, le journaliste les connaît et les manie tous les jours. Ce sont des problèmes individuels qui troublent le lecteur d'informations médicales ; il pense à lui-même ou à une santé déterminée, la sienne ou celle d'un des siens ; il cherche à contrôler tel ou tel diagnostic, telle ou telle thérapeutique. Or, l'information collective, par sa structure même, n'est pas adaptée à résoudre ces problèmes individuels, et de plus cette information attire un échantillonnage particulièrement morbide de lecteurs. Aussi appuyons-nous très fermement la position de notre collègue, M. Lederer, contre tout journal spécialisé qui nous paraît difficilement pouvoir garder sainement une clientèle saine, et *a fortiori* contre toute correspondance diagnostique et thérapeutique individualisée. Le « Petit Courrier du Cœur » a été très discuté par les moralistes. Le « Petit courrier médical » me paraît uniformément condamné par les médecins. Il s'agit d'une rubrique par « construction » non scientifique (on ne fait ni un diagnostic ni une prescription valable par correspondance), et dont les conséquences sont redoutables. Par contre, nous croyons volontiers que le meilleur moyen d'éviter le danger que constituent de pareilles pratiques pour une correcte information médicale du grand public est de leur opposer la concurrence des revues non spécialisées et de la grande presse. Si dans son quotidien, son hebdomadaire, sa revue, le lecteur trouve pâture médicale correcte, il n'aura pas à la chercher ailleurs. Ainsi

diluée, objective, adressée à un public varié, l'information médicale nous paraît moins dangereuse que condensée. Un journal est toujours impressionné par la correspondance de ses lecteurs, la clientèle de la grande presse représente un échantillonnage plus normal de la population que la clientèle d'une publication pseudo-médicale.

Nous ne voulons pas dire, certes, qu'il soit impossible de prévoir des organes valables de ce type. Mais la formule en serait encore à rechercher et à trouver, peut-être dans un tout autre sens, comme organes d'information scientifique ou d'éducation sanitaire.

Les « relations publiques de la médecine »

Mais en analysant des arguments défavorables, nous butons sur des arguments favorables. C'est que les raisons « pour » ne sont pas moins importantes et moins concluantes. Une est admise par tous, c'est qu'il n'y a pas de choix. Nécessité fait loi. Se refuser, pour les médecins, à l'information du public, c'est tout simplement, en fait, laisser libre la place à la mauvaise information. Les guérisseurs, les charlatans, jouant pardessus les frontières, les milieux scientifiques des pays qui ont organisé cette information remplissent le vide laissé par les autres. Ainsi l'initié voit avec une certaine stupéfaction la presse de son pays attribuer à tel chirurgien étranger par exemple — par ailleurs valable et honorablement connu — comme un exploit une intervention devenue banale. Ce n'est que l'écho tardif dans un état déterminé d'un article scientifique paru dans un autre.

Cette raison en vaudrait une autre. Nous la rappelons parce qu'il est souvent irritant d'entendre débattre du problème de l'information comme s'il y avait vraiment

une option, alors qu'en fait il n'y en a pas. Mais aussi parce que si tout le monde admet cette nécessité, beaucoup n'admettent que la nécessité : c'est cette résignation au mal nécessaire qu'est l'information qu'on perçoit sous beaucoup d'attitudes. Le problème serait mieux résolu s'il était abordé avec plus de confiance et de courage par les professionnels de la santé, et ceux-ci n'auront cet élan que le jour où ils seront convaincus des avantages réels de cet effort pour leurs professions et pour la mission qui leur incombe. On ne fait bien que ce qu'on fait de bonne grâce. On ne fait de bonne grâce que ce qu'on croit utile à quelque chose. Or, nous l'avons déjà dit et écrit et nous le redisons encore :

— à l'échelon individuel l'obstacle à notre efficacité thérapeutique est encore trop souvent l'incompréhension du malade ou de sa famille ;

— sur le plan social, sur celui de la nation, dans le monde entier les professions médicales se heurtent à l'incompréhension des administrateurs, des financiers, des économistes, qui ne veulent pas admettre que la médecine efficace et scientifique, en perpétuel progrès, mise à la portée de tous les citoyens d'un Etat civilisé, soit une charge financière légitime ;

— à l'échelon international, personne n'a encore chiffré ce que coûterait la médicalisation au niveau occidental des fourmilières humaines des pays sous-développés.

Les goulots d'étranglement de l'action du médecin, ce qui l'empêche d'être efficace, c'est le malade qui refuse sa collaboration, celle dont, après tout, Hippocrate[3]

3. *Des Epidémies*, p. 69. Trois choses se retiennent dans notre art, la maladie, le malade, le médecin. Le médecin, ministre de l'art, s'oppose à la maladie, le malade doit concourir avec le

disait déjà la nécessité, la famille qui hésite à donner sa confiance, et la société qui n'accorde pas les moyens matériels.

Or, lorsqu'une activité économique en expansion veut défendre sa place au soleil, qu'il s'agisse de l'industrie automobile ou de celle du pétrole, on sait maintenant ce qu'elle fait : non plus de la publicité, mais une politique de relations publiques à base d'information. Est-ce parce que le médecin est sûr du bon droit de sa cause qu'il considère qu'il est inutile qu'il la défende par des moyens efficaces ? Est-ce parce qu'il a conscience de travailler dans l'intérêt de tous ? Ce ne serait pas faire preuve d'optimisme, mais de naïveté. Nos malades ne seront guéris demain que s'ils acceptent de se soigner et que si nous avons les moyens de les soigner. Or, individus et collectivités dépensent plus volontiers pour nuire à leur santé que pour se soigner. Dans le budget individuel et collectif, la santé dispute sa place au loisir, à l'agressivité, voire au toxique.

Je ne signale que pour mémoire que ce serait une véritable démission des professions sanitaires (au sens étymologique, l'abandon de leur mission), que de confier à l'Etat seul la responsabilité de l'éducation sanitaire, et que ce serait plus scabreux encore de la confondre avec la prospection du marché médical par les seuls milieux industriels intéressés aux soins médicaux.

Information médicale et information scientifique

Il faut peut-être aller plus loin. Il faut bien se dire que la médecine n'est qu'un fragment de cet édifice

médecin. — *Aphorismes*, p. 94. Non seulement le médecin doit faire ce qu'il faut, mais le malade aussi; et les serviteurs et tous les entours.

qui domine de plus en plus le monde. Nous voudrions rappeler ici les phrases à ce sujet de notre ami André Lichnerowicz : « Nous vivons dans un monde où la science développe ses pouvoirs, un monde que, jour après jour, elle transforme plus complètement. Dans cet univers, combien d'entre nous ne se sentent pas étrangers ? Combien gardent, devant les options personnelles ou collectives qui nous sont imposées quotidiennement et qui, presque toutes, sont reliées à des questions techniques, une possibilité de véritable choix, un choix qui ne soit pas une capitulation devant la publicité, la propagande ou l'autorité qui s'affirme compétente ? Ce monde qui est le nôtre, il nous faut l'assumer pleinement ; il nous faut adapter notre comportement, notre sens critique, notre imagination aux situations qui surgissent ; il nous faut les prévoir et nous en rendre aussi maître que possible. Il y a là, pour la société de notre temps, un problème fondamental, un problème qu'il faut à tout prix résoudre et qui ne peut l'être que par un effort d'information authentique sur la science... Cette tâche, seul l'homme de science peut l'entreprendre et elle est pour lui, me semble-t-il, un devoir social. C'est à ce prix qu'est le salut[4]. »

Sans pouvoir citer tout l'article dont nous avons retiré ces quelques lignes, nous tenions à en rappeler le thème. La grande aventure du siècle qui vient de s'écouler a été le développement de la science et de la technique modernes. Laisser s'agrandir le fossé qui existe actuellement entre cette aventure et la masse des humains (chose curieuse, la masse des gens « cultivés », au sens classique du terme, fait partie de la masse tout court et ne participe pas mieux), c'est, de la part des

4. *Cahiers Laënnec*, n° 1, pp. 3 et 6.

savants et des techniciens, démissionner devant leur tâche et préparer la ruine de l'édifice monté de leurs mains.

Qu'on nous permette de conclure par un exemple presque trivial : on ne peut plus laisser sortir dans une ville et même dans un village, un enfant de l'école primaire sans lui avoir appris le code de la route, c'est devenu pour lui une condition de survie. Un adulte du XX^{e} siècle ne peut plus entrer dans le monde contemporain en homme libre et efficace, s'il est resté étranger à son développement scientifique et technique.

Mais à nouveau nous retombons sur une difficulté commune au médecin et au journaliste. Cette éducation scientifique de base du public n'existe pas, et ce n'est pas plus la faute des médecins que celle des journalistes, ou plutôt, c'est de leur faute à tous les deux en tant que citoyens, et en tant qu'hommes. Or, il est particulièrement difficile de faire de la vulgarisation scientifique à partir de zéro, et de même qu'ils se heurtaient les uns et les autres au manque de sang-froid de nos contemporains devant la fin normale de notre existence, de même maintenant nous nous heurtons à la nécessité de nous adresser à un public que rien n'a préparé pour nous recevoir. Mais de même le problème en devient plus simple. Ce n'est plus un problème de principe, c'est un problème de technique. Cette technique est difficile ; surtout elle n'a pas fait l'objet de beaucoup d'études, mais si l'on veut bien reconnaître que la vulgarisation scientifique a fait récemment de grands progrès, il nous paraît hors de doute qu'un effort serait rentable à plus ou moins longue échéance. De toute façon, nous nous trouvons devant des directives de travail à long

terme qui s'imposent au médecin et à l'informateur en tant qu'hommes et en tant que professionnels.

Quelques problèmes pratiques

Les problèmes techniques propres à l'information médicale portent sur deux points : que faut-il dire ? Qui le dira ? Le fond et les personnes.

Il y a bien des discussions sur le fond de ce qu'il faudrait enseigner, on retrouve presque toujours des formules et des oppositions qui sont très éclairantes. Il vaut mieux, disaient les *Cahiers Laënnec,* essayer de former l'intelligence que de piquer la curiosité ; instruire, dit le professeur Lemaire, qu'informer ; enseigner des méthodes, sinon la méthode scientifique, plutôt que des résultats ou des hypothèses. Tout ceci indique bien la tendance. Peut-être d'ailleurs ne faut-il pas pousser ces oppositions jusqu'au bout, ne les envisager que comme l'opposition classique des moyens et de la fin. Il faut peut-être informer et piquer la curiosité pour pouvoir instruire et former l'intelligence, céder à l'attrait des résultats pour faire passer un exposé clair des méthodes. Certes, notre ami Milliez[5] insiste beaucoup là-dessus, les médecins doivent éviter l'ésotérisme de leur langue. En fait, on ne peut l'éviter absolument. Les mots de la science sont des mots construits parce que ces mots représentent des faits qui ont été abstraits, c'est-à-dire construits. Aucune langue vulgaire du monde ne possède de moyen de désigner le neutron, la racine cubique, la fonction aldéhyde, les animaux des grands fonds sous-marins ou l'hépatite à virus. Il ne faut pas tou-

5. Rapport au Congrès de Paris, octobre 1955 (les rapports seront publiés ultérieurement).

jours avoir peur des lexiques et des explications de mots. L'effort fait par la presse quotidienne en matière de physique nucléaire au moment de la Conférence de Genève a montré qu'il n'était pas toujours nécessaire de viser trop bas quand on s'adresse au grand public, et que si l'on sait piquer sa curiosité on peut obtenir de lui un certain effort.

Reste à savoir qui fera cette information. Milliez[6] oppose avec beaucoup d'humour les inconvénients du journaliste et les inconvénients du médecin. Il les renvoie dos à dos et conclut que leur collaboration est nécessaire. Ce travail en commun a été réalisé, nous le rappelions en commençant, il est donc possible.

Je ne puis me désolidariser d'un accord aussi unanime. Je crois toutefois que la collaboration et l'équipe ne sont qu'une solution de repli, peut-être une solution transitoire, sûrement pas la seule solution. Je pense qu'un métier nouveau est né : celui de journaliste scientifique, et à l'intérieur du journalisme scientifique une spécialité nouvelle : le journalisme médical. C'est une erreur commune à toute période de transition, et particulièrement en France d'ailleurs, de croire qu'une tâche nouvelle peut être faite sans préparation par des hommes anciens. L'amateurisme en matière de journalisme scientifique et médical est une survivance de plus en plus archéologique. Je crois qu'on en arrivera tôt ou tard au journalisme spécialisé, et qu'on y serait arrivé plus tôt, dans notre pays tout au moins, si le journalisme médical avait connu plus tôt ses professionnels. Le journalisme médical est un métier qui s'apprendra quelque jour.

Doit-il être fait par un médecin qui devient journa-

6. *Ibid.*

liste ou par un journaliste qui apprend la médecine ? Je pense qu'il y a place pour les deux, et que ce sera cas d'espèce. Mais je crois aussi indispensable l'apprentissage du journalisme par le médecin qui veut s'engager dans cette voie nouvelle, que l'apprentissage du journalisme scientifique et médical par le journaliste qui veut faire cette spécialité. Je crois surtout que les temps ne sont pas mûrs pour rédiger à l'usage des uns et des autres un manuel de journalisme médical. C'est une technique qui est tout simplement à trouver, et elle ne se trouvera qu'au fur et à mesure,par l'éternelle méthode empirique des essais et des erreurs. C'est ce qui nous venait à l'esprit en feuilletant notre collection de coupures de presse quotidienne et hebdomadaire française, à objet médical. Il y aurait peut-être beaucoup à gagner pour les journalistes de demain, dans une école de journalisme, à de petits cercles d'études où seraient conviés médecins et journalistes, pour essayer de comprendre l'origine et le mécanisme de telle nouvelle, ses conséquences, et comment quelquefois peu de chose aurait suffi pour l'améliorer, pour la transformer, pour l'éviter ou pour la remplacer.

Cette profession nouvelle est peut-être la vraie solution du problème de l'anonymat. Par une ellipse curieuse on a écrit que les médecins qui faisaient de l'information devaient garder « l'anonymat traditionnel des professions libérales ». Disons qu'ils devraient éviter de se servir de l'information dans le but de faire (ou avec pour résultat objectif d'en retirer) une publicité personnelle qui serait une méthode déloyale de concurrence commerciale. Des abus incontestables ont été commis dans le monde, ils justifient cette prudence. Faut-il la transformer en doctrine ? C'est une autre affaire.

Le public a un goût légitime de trouver l'homme derrière l'article, le savant derrière la science.

« Souvent le journaliste déplore un anonymat systématique que peut justifier parfois l'engagement collectif du journal, mais qui, devenu habituel, empêche l'établissement des liens souhaitables entre deux êtres vivants, le lecteur et lui-même, transformé en une abstraction. La confusion de l'anonymat n'est pas exaltante pour le créateur, pour l'éducateur. « On est beaucoup plus exigeant pour soi quand on signe ; on l'est beaucoup moins quand on ne signe pas[7]... »[8].

Il est étrange que toutes les sciences soient représentées par des hommes, sauf la médecine. D'ailleurs, parler à la radio ou écrire dans les journaux, est-ce moins de la publicité que de soigner tel grand personnage ou de porter tel titre respecté ? Conclure trop fermement en faveur de cette information anonyme me paraît aboutir à faire poser sous cet angle le problème de savoir si l'exercice libéral de la médecine permet sa meilleure défense dans le monde contemporain.

Le procès de l'information médicale du public a été beaucoup fait, il n'est plus à faire. L'accusé reçoit toujours un blâme, un avertissement, une condamnation avec sursis, mais continue sa carrière tout aussi librement. Ce qu'il importe maintenant, c'est de travailler chacun à son échelle pour assurer une carrière normale et de plus en plus saine à ce fils inattendu de la presse et de la médecine.

HENRI PÉQUIGNOT.

7. *Ledru-Rollin,* Assemblée nationale, 8 août 1848.
8. Extrait de l'article de Jacques Kayser, « Mort d'une liberté ». *Le Monde,* 16-17 octobre 1955, p. 7.

UN VRAI POÈTE EST NÉ

Ces pages ont été rédigées au début de l'affaire qui a pris, dans la grande presse, avec la soudaineté d'un raz de marée, la place laissée vacante par la princesse Margaret. Un magazine hebdomadaire féminin à grand tirage a mené une enquête dont la légèreté fut le principal caractère. Il n'en fallait pas davantage pour donner le signal de l'hallali : il n'y eut bientôt plus une feuille ou un périodique qui n'eût son opinion sur l'affaire Minou Drouet et ne consacrât de longs reportages au cas de l'enfant poète.

Nous avions cru d'abord qu'on pouvait proposer ces observations sans s'être livré au préalable à une enquête policière et sans soulever la question d'authenticité. Puisque la voix d'une toute jeune fille qui a parlé de ces choses difficiles en manquant aux règles les plus élémentaires de la critique, comme on parlerait chiffons, a eu ce retentissement, je suis allé à mon tour voir l'enfant prodige.

Je viens de vivre trois jours auprès d'elle, dans des conditions certainement uniques d'intimité et de confiance. J'ai entendu longuement ceux qui ont été mêlés à l'affaire et je suis au moins certain d'une chose : c'est que les témoins, favorables ou défavorables, de La Baule et du Pouliguen sont indignés de l'interprétation et de l'usage que la rédactrice du magazine a fait de leurs dépositions, de leurs confidences et des faits les plus simples déformés à souhait. Mon dessein n'est pas de rétablir ici la vérité : le cadre de La Vie Intellectuelle *n'y suffirait pas.*

J'aurais besoin également de trop de place pour stigmatiser les mœurs d'une certaine presse qui, sous couleur de renseigner sa clientèle, assaille sans retenue une petite fille innocente, fouille dans sa vie déjà tragique, et jette dans le public ce qui n'appartient à personne. Ce que j'ai vu là-bas est hallucinant. J'ai l'habitude de voir d'assez près de pauvres femmes jetées en pâture aux bêtes parce qu'un drame a mobilisé les policiers et les juges ; il me manquait d'assister à cette curée autour d'une petite fille de huit ans dont le crime est de signer des poèmes extraordinaires.

Minou, la gentille petite Minou, que j'ai tenue sur mes genoux comme les enfants de ma famille et de mes amis, est une vraie petite fille de huit ans, plus sensible que les enfants de son âge, mais ce n'est pas un monstre. Elle m'a tenu maints propos qu'on n'entend jamais sur les lèvres d'une enfant de huit ans, d'une voix qui semblait venir d'un autre monde.

On m'avait déclaré que je n'obtiendrais pas d'être seul un instant avec Minou : sa mère a eu sans doute plus de confiance dans un religieux qui n'est pas né de la dernière pluie que dans des journalistes en herbe inconnus. J'ai vu souvent l'enfant à part, et une fois durant plus de deux heures et j'ai pu la soumettre à son insu à des observations imprévisibles qui m'ont rempli de stupéfaction.

La conclusion générale, d'ailleurs provisoire, se laisserait difficilement exprimer dans une formule.

L'influence de l'univers des grandes personnes, de sa mère notamment, est incontestable. De quelle manière s'exerce-t-elle ? Ceci est une autre affaire qu'il n'est pas question d'élucider dans cette note liminaire. L'essentiel est qu'une telle chose existe, avec ses splendeurs et son énigme qui, après tout, pourrait rester impénétrable.

23 novembre 1955.

M.-H. L.

Il paraît qu'on devrait plutôt se taire devant ce prodige. Des gens très bien, que cet enfant déconcerte et qui seraient probablement empêchés de discerner la grande poésie éternelle avant qu'elle soit identifiée et consacrée par l'enseignement officiel et les anthologies, si d'aventure elle venait à jaillir devant eux, nous disent « chut », comme on fait devant une chose qu'il ne convient pas de nommer ou un acte incongru qu'on ne doit pas souligner. Je subodore, sous ces airs de pudeur effarouchée, une incertitude et surtout la crainte d'être dupe. « Prenez garde à la poésie », dirait Philippe Soupault. Rien, en effet, n'est plus dangereux. Sait-on jamais ce que recèle cette étrange musique qui est pourtant faite avec des mots, mais dont la puissance est au delà de ce matériel verbal ? Je retrouve les silences réticents des personnages considérables que l'on aborde parfois, après la présentation de certains films qui, par hasard, ne sont pas des redites. Ils chancellent et, redoutant de s'engager, ils se réservent prudemment. En l'occurrence on a toujours la ressource de se réfugier derrière le respect de l'enfance, comme si l'on s'inquiétait d'ordinaire de l'étalage de nos laideurs qui l'offensent et l'avilissent.

Ne parlons pas des malheureux qui ont été spontanément vers les explications basses. Il s'est trouvé quelqu'un pour leur prêter une voix, mais ce n'était que celle d'une « psychotechnicienne ». Je veux bien que Minou Drouet soit « une pauvre petite fille » — elle-

même n'a-t-elle pas une conscience effrayante de sa misère — mais cette « science de l'âme » qui ne voit qu'élucubration, confusion mentale et sornettes (*sic*) chez cette bambine que l'on dit poète (je cite et l'on me dispensera de la référence qui appellerait une adresse) est elle-même une pitoyable technique.

La bonne nouvelle inattendue, infiniment plus grave que les oscillations d'une combinaison politique, c'est qu'une source de pure poésie vient de jaillir d'où on ne l'attendait guère. Pascal parle du ravissement qu'il y a à trouver un homme quand on s'attendait de voir un auteur. Quelle n'est point la surprise de faire cette heureuse expérience avec un éditeur! Celui-ci, à qui nous devons la révélation de cette merveille, n'a prélevé, au hasard ou presque, que plusieurs poèmes et des fragments de lettres écrites par cette petite Minou Drouet entre le mois d'août 1954 et le mois de mars dernier. Il en a tiré une mince plaquette de quarante-six pages, quand il y avait déjà de quoi former un volume qui n'eût pas manqué d'être un événement littéraire sensationnel. Cette précieuse plaquette confidentielle, aux feuillets libres, éditée avec d'infinies délicatesses à l'intention de peu d'amis, est destinée « à prendre date ». Je dois à l'amitié de René Julliard de pouvoir certifier que ce choix de textes éblouissants ne représente aucunement d'exceptionnelles réussites qu'on aurait plus ou moins ingénieusement extraites d'un fatras, et qui suffiraient d'ailleurs à fonder un chef-d'œuvre : tout ce qui sort de la plume de cette petite fille, qui est née le 27 juillet 1947, possède cette qualité.

Le professeur Pasteur Vallery-Radot, qui est à l'origine de cette révélation, ne recule pas devant les

mots « d'être génial ». Après avoir entendu d'autres passages non moins riches que ceux de la plaquette, un prêtre se contentera d'affirmer avec non moins d'emphase que nous sommes en présence d'un document spirituel bouleversant. Il faudrait plaindre l'amateur d'âmes qui passerait indifférent ou dédaigneux auprès d'un tel phénomène. Il ne s'agit que d'un témoignage unique qui vient de nous ouvrir brusquement une échappée sur cette enfance dont nous sommes tous — comme on est d'un pays — espèce de vie antérieure qu'il faut bien appeler un paradis perdu. Le « monde intuitif et courroucé de l'enfance »[1] : la justesse de cette expression, qui m'avait vivement frappé, me revient aujourd'hui à propos de cette Minou Drouet qui en est la vivante incarnation.

Quiconque ne tiendrait pas que la poésie n'est en définitive qu'un message de l'enfance, et que le miracle des poètes est d'avoir accès à ce lac souterrain s'exclut de ce Domaine mystérieux. Mais celui qui a tressailli à ces derniers mots parce que Alain-Fournier occupe une certaine place dans son âme appartient à la famille spirituelle qui n'a pas besoin de statuts ni d'aucune manifestation pour se retrouver dans une même communion. Un doctrinaire de la musique, aujourd'hui célèbre, me confiait, il y a près de trente ans, qu'il lui suffisait d'une allusion au *Grand Meaulnes* pour être fixé sur l'espèce d'homme qu'il avait devant lui. C'est une pierre de touche qui fait se reconnaître, pour reprendre un mot de Swedenborg, les âmes du même ciel. Nous savons parfaitement le cas que Charles Du Bos aurait fait du grand poète de huit ans.

1. J. Maritain, *Du régime temporel de la liberté*, p. 18.

M. Pasteur Vallery-Radot confesse sans respect humain que cet enfant lui a fait retrouver l'émotion qu'il éprouva en entendant *Pelléas* pour la première fois. Nos aînés nous ont parlé de ce choc, que nous n'imaginons plus guère après d'autres expériences, peut-être plus valables, si j'ose m'exprimer ainsi, devant cette musique de Debussy qui surnage dans la pauvre mythologie fripée de Maeterlinck. Pour moi, ce moment s'apparenterait plutôt, en le dépassant toutefois, à cette heure d'Alger où, parmi une triste littérature de propagande que venait de vomir l'un des premiers *Liberty ship* du débarquement américain, je découvrais *Le Petit Prince* dont personne n'avait encore parlé sur nos rivages méditerranéens. Plus tard, le P. Couturier m'a dit que Saint-Exupéry lui avait lu le manuscrit, là-bas, dans ce pays d'exil où il est paradoxal que cette œuvre soit née, et ce que représentait pour lui ce message qui venait déjà presque de l'au-delà [2].

Que des récits d'une enfant de huit ans obligent ainsi à citer les plus grands — auxquels elle n'est pas inférieure — Alain-Fournier, Saint-Exupéry, n'hésitons pas à ajouter le nom fulgurant de Rimbaud — n'est-ce pas anormal ? Hélas! il faudrait peut-être dire : monstrueux. N'oubliez pas toutefois, chrétiens, que notre vieille mère l'Eglise si exigeante, si pondérée, canonise des enfants comme des athlètes et des héros de la sainteté consommée...

Le miracle n'est pas tant que ce trésor existe, mais

2. Je viens de raconter à Minou l'histoire du *Petit Prince*, nous avons regardé ensemble les images de cette édition américaine, la première, et j'ai lu à la petite fille qui ne connaît que *Croc Blanc*, de Jack London, et les *Merveilles de la Nature*, le chapitre du Renard. Jamais Saint-Exupéry n'a eu d'âme plus attentive et plus émerveillée.

qu'il ait trouvé un moyen d'expression. La puissance créatrice que décèle le besoin du jeu a de quoi nous faire rêver sur la faculté dont sont doués tous les jeunes enfants de donner la vie à des symboles. Car l'adulte qui s'imagine que la petite fille confond sa poupée avec un être vivant commet la méprise des ethnologues qui prêtent leurs conceptions grossières au primitif devant son « fétiche ». « Nous savons plus de choses sur les anges que sur les animaux », constatait Newman. Nous sommes moins renseignés sur l'enfant que sur l'homme fait, noué, vidé de cette puissance génératrice de poésie qui est de traiter familièrement au plan du mythe. La dame de la Cour impériale du Japon, Sei Shônagon, qui aux environs de l'an mil de notre ère inscrivait cette notation au chapitre des choses qui font battre le cœur : « Approcher des enfants qui jouent », fait penser au trait bien connu du père, interdit, muet d'adoration devant son tout jeune fils, premier-né.

Par la voie de l'art, il nous vient de temps en temps de ce monde mystérieux de l'enfance des messages qui nous confondent. Après tout, n'est-ce pas à l'âge de Minou Drouet que Mozart créait de la grande musique ? La petite fille du 27 juillet 1947 est d'ailleurs elle-même entrée dans ce monde magique de la musique. Ses lettres à la pianiste qu'elle appelle « mon amour », ce qu'elle écrit de Bach qui l'a subjuguée, un certain devoir d'écolière qui lui enjoignait de décrire la personne qu'elle admirait le plus, en disent assez sur cette passion.

Sur la terre chantante de froid, sur la terre dansante de feu, il n'y avait rien que la peine et vos grandes mains sont venues et elles ont brassé la terre et les montagnes ont bondi et vos doigts ont plaqué des accords si effrayants qui

crevaient si haut le ciel, si profond la terre, que les forêts ont jailli comme d'immenses géants verts...

Une cathédrale invisible se construit et pour finir il y a ce baiser de la première rosace, « cette fenêtre du ciel par où Dieu nous fait signe qu'il a pardonné aux hommes parce qu'il vient d'entendre vos mains ».

Ou bien :

La personne que j'admire le plus, c'est Mme D. C'est d'ailleurs pas une personne, c'est la musique, et comme elle est la musique, elle a pas de papa, pas de maman, pas de petite fille, elle a dix doigts et un piano. Elle a aussi deux oreilles pour jouer avec son téléphone, et un corps pour occuper sa robe, et deux pieds comme un bateau à une ancre pour l'empêcher de s'envoler sur une note. C'est le vent son papa, il a cueilli du bout de ses doigts chantants les feuilles les plus caramélisées par l'automne, et les touffes les plus « soleil couchant » d'un écureuil et il en a tissé ses cheveux. Un noisetier a balancé au soleil de Nice ses deux plus belles noisettes et quand elles ont été dorées comme deux petites brioches, un ange en a fait ses yeux. Et le vent a créé sa peine à travers la forêt en *sol* mineur et cela a fait son front...

Et moi, je m'avise tout à coup que des lambeaux arrachés à cette œuvre, pour démontrer je ne sais plus quoi, risqueraient de trahir Minou Drouet si la complaisance de René Julliard ne me permettait de détacher plus loin une pièce de vers et un morceau de prose[3]. (Comme si tout, ici, n'était poème et musique!)

En vérité, si admirable qu'elle soit, cette création artistique n'est pas ce qu'il y a de plus surprenant, ni de plus troublant dans cette aventure. Il faudrait, pour s'en étonner, méconnaître la part obscure des puissances animales d'instinct dont est issue ce qu'on appelle noblement « l'inspiration », et qui plonge dans les régions les plus confuses de la vie. C'était tout juste ce que le

3. Pp. 57 sq.

P. Couturier rappelait aux ignorants qui lui reprochaient de mettre au service de l'Eglise de grands artistes qui pensaient mal. Comme si c'était avec son cerveau et sa pensée discursive que Matisse décorait la chapelle de Vence, que Fernand Léger créait ses vitraux d'Audincourt, que Germaine Richier sculptait l'Homme annoncé par Isaïe qui « n'avait ni forme ni beauté pour attirer nos regards ».

L'on conçoit assez bien qu'une nature enfantine, qui est libre pour cette grâce — il n'y a pas de meilleur terme pour exprimer ce qui est un don, d'origine si mystérieuse — se mette au service d'une inspiration et réalise ces dépassements vertigineux.

Nous voici loin, certes, des virtuosités souvent affligeantes d'enfants prodiges. Un petit chef d'orchestre italien de neuf ans au pupitre est certainement un phénomène singulier. Il est toutefois permis de lui préférer Toscanini. J'ai connu une grande pianiste, de classe internationale, comme on dit dans un jargon que je ne comprends pas très bien, qui avait joué d'abord comme enfant prodige. A quatre ans elle donnait des concerts et Chopin était au programme. Je pense qu'il aurait mieux valu entendre Alfred Cortot. Quand il ne s'agit plus d'exécuter mais de créer, l'œuvre vit indépendamment de son auteur, dont l'âge importe vraiment peu.

Je pourrais citer le cas de la petite fille d'un artiste japonais et d'une mère française, qui avait tout juste l'âge actuel de Minou Drouet lorsqu'elle s'adonnait à des peintures d'art abstrait qu'un expert n'aurait pas manqué d'attribuer à un homme en pleine possession de ses moyens. Si René Julliard avait passé sous silence l'origine des poèmes de Minou Drouet, il est évident que les connaisseurs n'auraient pas soupçonné que

l'auteur pût être une fillette de huit ans. Au risque de l'inciter à introduire deux ou trois « Pères dominicains » de plus dans son prochain inventaire, je pense qu'il n'est pas douteux que Jacques Prévert soit un apprenti auprès de la grande Minou Drouet. Le coup de patte — ou d'aile — du maître, la souveraine liberté exempte de contorsion ne sont pas du côté du vieux routier qui nous éblouit parfois, mais nous oblige de penser au mal qu'il s'est donné pour réussir son tour de haute voltige.

Comme on félicitait Bombita d'une victoire particulièrement ardue, le grand toréador répondit : « Alors, j'ai dû être bien mauvais puisque je vous ai donné l'impression que c'était difficile. »

Voilà de quoi ramener à leurs justes proportions les acrobates du genre de Cocteau, qui arrachent nos applaudissements mais nous laissent dans nos fauteuils tandis qu'ils exécutent leur numéro. Les grands poètes, comme celui-ci, ne nous laissent pas le temps d'admirer leurs prouesses : ils nous emportent. Quand la petite fille de huit ans parle à l'arbre dépouillé « qui n'est plus comme moi que des nerfs tendus sur le gros du ciel », cet arbre « dessiné par un enfant trop pauvre pour acheter des crayons de couleur et qui t'a gribouillé avec le marron resté des cartes de géographie », la jolie trouvaille nous enchante. Mais nous ne sourions plus lorsque cet enfant fait monter une prière aux accents aussi tragiques que ceux-ci par exemple :

Arbre, mon ami, mon pareil à moi, si lourd de musique sous les doigts du vent... arbre, mon ami, mon tout seul perdu comme moi, perdu dans le ciel, perdu dans la boue... Ce soir, c'est avec mon cœur tellement gris que je te regarde, du gris couleur de déjà plus des cendres, du gris des vagues du ciel, du gris des nuages de la mer, du gris muet du

ventre immobile d'un moineau mort... Arbre, je viens à toi, console-moi d'être seulement moi...

Ah! c'est trop, dites-vous, car ce n'est plus une voix d'enfant qui vient à nous.

En êtes-vous bien sûr ?

Nous sommes prêts à recevoir cette rosée d'un poète qui se met à chanter avant l'âge, par on ne sait quelle faveur exceptionnelle ou quelle méprise de la nature, comme il arrive à une violette de se tromper de saison et de devancer la primevère, quitte à en mourir. Mais que ce phénomène ne brise pas le cercle de l'innocence.

Personne ne conteste que la fraîcheur fait le charme de Minou Drouet. Avec elle les mots retrouvent tout naturellement leur enfance. Je ne parle pas de ceux qu'elle crée (*ensomptuer,* par exemple, pour rendre somptueux), comme James Joyce, et qu'elle sauve par cette réplique péremptoire quand la grande personne condamne le mot sous couleur qu'il n'existe pas : « Eh bien, maintenant, il existe. » C'est la réponse du neveu de cinq ans qui s'obstinait à dénommer « croccinelle » la bête à bon Dieu et qui me répondit paisiblement quand je rectifiai la prononciation que, dans mon outrecuidance d'adulte, je croyais fautive : « Moi, je dis croccinelle. » Jean-Jacques Rousseau tient qu'il faut quelquefois faire des fautes de grammaire pour être plus lumineux. Quand on trouve un sentiment nouveau, il faut bien chercher, pour l'habiller, d'autres vêtements qu'au rayon des confections du dictionnaire.

Trêve de plaisanteries. Les images toutes neuves créées avec ces vieux mots et qui ont la palpitation de la vie sont l'œuvre d'un grand poète. Nous avons entendu battre ce cœur couleur « du gris muet du ventre immobile d'un moineau mort ». Plus loin nous sentirons

passer « un vent à la jupe couleur d'étang ». Que dites-vous d'un arbre qui offre sa branche, comme une femme tend la main, « aux pattes de corail des ramiers bleus parfumés de lointain » ? La petite a composé une longue élégie poignante sur un chien enlevé à sa tendresse et elle a confié sa peur, à force de dégoût et de détresse, « de se sentir devenir elle aussi une abominable grande personne ». Si je faisais entendre ici la musique de cristal d'un verre à bordeaux, et puis d'un autre, et encore d'un autre, jusqu'au dernier, que le jeune Pierrik brisait pour le bonheur de la petite fille — si tu m'aimes en vrai, casses-en un autre — vous sauriez enfin ce que c'est que ce chant de paradis quand on sait écouter des verres mourir.

Tout cela n'est, après tout, que le propre de l'enfance. Un autre pouvoir de ce regard neuf est de se poser sur les choses et les personnes pour les voir, dans son ingénuité, en dehors de toute convention, telles qu'en elles-mêmes enfin la pureté de l'œil les change. (On aime, on admire, on plaint — c'est un de ses mots et en voici un autre : le mensonge ça me dégoûtationne.) Cette liberté produit des définitions de ce genre : « Un monsieur, c'est une cravate, un menton qui sent le lavabo et un dégobilleur de chiffres », ou une entrée en matière qui fait pâlir toute la littérature épistolaire de Mme de Sévigné : « Le derrière des petites filles, c'est tout de même un sacré cadeau du ciel pour calmer les nerfs des mamans. »

J'imagine que ces cruautés, ces insolences pittoresques, déconcertent moins les psychotechniciennes patentées qui mettent en fiches et en tests le mystère de l'âme enfantine, que le don qui est proprement poétique. L'on s'empresse de mettre au compte de la pathologie

ce qui dépasse l'humanité exorcisée de cette faculté dont les dangers sont trop clairs, mais qui pourrait bien faire la suprême grandeur de l'homme.

Une page lumineuse d'Alexis Carrel dénonce la misère de cette science qui veut ignorer ce qui ne tombe pas sous le coup des poids et mesures. Il faut souscrire à la boutade d'un grand fouilleur d'âmes, dont l'expression seulement est paradoxale, mais qui nous rappelle à cette vérité élémentaire que l'étude de la vie relève des sciences inexactes : « J'admets que deux fois deux quatre est une chose excellente, écrit Dostoïewsky, mais s'il faut tout louer je vous dirai que deux fois deux cinq est aussi une chose charmante. »

Les paysans de *Colline* disent de celui qui voit au delà de l'arbre, qu'il « déparle ». « Un cheval, c'est plus un cheval, une herbe c'est plus une herbe, tout ce que nous ne voyons pas il le voit. Autour de la forme, des lignes dont nous avons l'habitude, flotte comme une fumée qui est le surplus. »

Vilipender de telles valeurs à cause de leurs déviations possibles reviendrait, comme disent les Anglais, à jeter le bébé avec l'eau du bain. C'est d'ailleurs le même mouvement de refus apeuré qui exclut la vie mystique — dont le nom implique des réalités cachées — d'une religion réduite au plan cérébral et pratique, quand il faudrait être, selon le mot de saint Paul, des voyants de l'invisible.

On l'admettrait encore, au moins en principe, quitte à suspecter le mouvement qui emporte le poète (ou le croyant) vers des régions qui échappent aux lois de la pesanteur : « l'ailleurs » de la petite fille de huit ans.

Les gens d'expérience qui s'amuseraient volontiers des jeux d'une enfant prodige sont interdits quand sa

voix devient grave et désabusée jusqu'à retrouver l'accent de l'auteur de l'*Ecclésiaste,* qui a fait le tour des choses d'ici-bas et en proclame l'inanité.

Ce goût des cendres est assurément ce qui nous trouble le plus chez Minou Drouet :

J'aime l'eau qui ne dure pas...

et je serai la petite fille d'automne couleur de soleil de sang de déjà plus...

Je suis entrée dans la nuit, une nuit faite du noir de toutes les forêts brûlées, de l'encre de toutes les pieuvres, du feu si riche de toutes les guerres, de tous les coups de tonnerre de Beethoven...

Et c'est dans cette nuit moins terrible que ma misère, que j'ai voulu cueillir un bouquet.

... ce voilier fidèle et douloureux que les grandes personnes appellent le souvenir.

Ma mamie il n'y a plus de mots, il n'y a rien que le silence, le silence merveilleux qui renferme ses bras sur nous comme un écrin qui se velouterait de notre peine...

Mon cœur est un bateau pressé d'aller plus là-bas que son rêve, son port s'appelle « Nulle part » et sur sa coque on lit « ailleurs » écrit en rouge par mes larmes...

La griffe de mes doigts tendus, des doigts rouges de ma détresse qui veulent demander pardon de n'avoir su se refermer que sur la grande voix des sons.

Oui, parmi la fraîcheur d'une poésie fragile comme les verres à bordeaux qui se brisaient, ce jour-là, dans un déluge de musique sans pareille, entre deux éclats de ce rire de l'innocence qui purifieraient ce monde empesté par le péché, tant d'images somptueuses et

de réparties familières — le journaliste trivial qui l'appelle « ma cocotte » lui fait écrire qu'elle ne se souvient pas d'avoir picoré avec lui, tandis qu'un autre évoque des mouettes et des algues — il y a cette note d'une détresse qui n'a pas de nom.

Nous voulons bien qu'un enfant soit capable de tout, sauf d'être triste à ce point-là.

Il est probable que ce sentiment de boire à la coupe de la tristesse sans fond et sans remède, comme une bête incapable d'espoir, est de toute notre vie enfantine celui qui est le plus définitivement englouti avec elle. Quand un poète retrouve, intactes, ces années que nous colorons d'une fausse teinte d'allégresse traversée de légers nuages, les siens s'étonnent et sa mère plus confiante lui dira peut-être : « Je ne savais pas que tu avais été si malheureux. »

On meurt seul. Cela a été dit par un vivant qui n'avait pourtant pas l'expérience de la chose. Il a oublié de se souvenir que l'on naît et que l'on pousse dans une solitude non moins profonde, en dépit des éducateurs qui se font tant d'illusions et se rassurent à si bon compte.

Mille témoins clairvoyants appuieraient cette affirmation déplaisante si j'avais le temps de les convoquer ici. « Je ne croirai jamais que nos plus jeunes années soient les plus heureuses, écrivait George Eliot. L'enfance n'est belle et joyeuse que de loin, dans le souvenir. Pour l'enfant, elle est remplie de profonds chagrins dont la signification lui reste inconnue. »

J'invoquerais bien des aveux analogues de Mauriac dans *Commencements d'une vie,* mais je sais que plusieurs récuseraient le témoignage d'un romancier qui n'est pas rose. Peut-être récuseraient-ils aussi saint

Augustin disant : « Qui ne reculerait d'horreur et ne choisirait la mort si on lui offrait le choix entre mourir et redevenir enfant. » Ces lignes oubliées d'un recueil d'essais perspicaces (*L'Enfant et la Vie,* 1924, p. 66) qui ne sont pas d'un écrivain d'imagination, mais d'un analyste et d'un annaliste des phénomènes spirituels, l'abbé Henri Bremond que des imbéciles ont voulu faire passer pour un auteur léger parce qu'il n'avait point leur lourdeur et leur opacité : « Non, Racine lui-même ni Shakespeare ne nous ont montré de situation aussi poignante que celle d'un enfant qui arrive à se convaincre que personne ne l'aime et que ce sera ainsi toute sa vie. La philosophie vient avec les années, traînant derrière elle la résignation qui se retourne souvent, pour sourire quand même à l'invincible espérance. Mais ni la philosophie, ni la résignation, ni l'espérance, n'allègent le poids des premiers chagrins. Isolés dans le présent qu'ils croient éternel, prenant pour une aventure unique ce qui est, hélas! le lot de tous ici-bas, navrés par la quiétude de leurs parents, sentant qu'ils ne peuvent rien demander à l'égoïsme des amis de leur âge, en vérité ces pauvres petits traversent souvent, dans leur nouvelle détresse, toutes les étapes humaines de la douleur. »

Toutes les étapes humaines de la douleur. Passe encore de lire des propos pessimistes sous la plume d'un écrivain. Mais les trouver dans la page d'écriture d'un enfant, voilà qui est intolérable.

Je pourrais rapporter ici — comme si ces choses ne perdaient, à l'instant, toute puissance hors de l'observation directe — ce qu'il m'a été donné de voir un jour à Dalat. Ce petit garçon, qui n'avait pas quatre ans, était le fruit d'amours franco-chinoises. La mère,

une beauté de Pékin, était partie vers d'autres aventures et le père était absorbé par une idylle vietnamienne. Il avait bien fallu faire admettre l'enfant dans un orphelinat. Comme s'il avait voulu se prouver à lui-même qu'il n'était point si dénaturé, ce malheureux avait célébré devant moi sa fibre paternelle et, soudainement, m'avait proposé de l'accompagner à l'établissement qui avait recueilli la tendre épave de ses illusions perdues. A quelle fête de cœur, j'allais assister! Nous arrivâmes à l'orphelinat. Le petit jeta un regard navré sur les bonbons que lui offrait cet homme qui était son père et qui l'abandonnait à des mercenaires. Les cajoleries ne lui arrachèrent pas un sourire. Il ne pleurait pas, il ne manifestait rien que la sévérité. J'ai dit que cet enfant avait un peu plus de trois ans. Or, il avait manifestement compris, et il jugeait. Je ne cède pas ici à je ne sais quels sombres sentiments. J'étais accompagné d'un garçon qui s'en allait mourir pour rien à Dien Bien Phu. Il avait été bouleversé, comme je l'étais, par le visage de cet enfant à qui les mots manquaient et qui mesurait le gouffre vertigineux de l'injustice des hommes.

« Toutes les étapes humaines de la douleur! » Cet enfant était muet, mais il arrive qu'un autre, on ne sait pourquoi ni comment, trouve une voix. Je garde, depuis vingt ans, la copie des lettres prodigieuses d'une enfant de neuf ans qui ont été confisquées, au mépris de la loi et de la justice la plus élémentaire, qui éclipsent de toutes manières les écrits de ce genre d'enfants prédestinés qu'on a jetés dans le public et qui bouleverseront les lecteurs lorsque les derniers responsables de ce qui est bel et bien une escroquerie étant disparus, on se décidera enfin à livrer ce trésor.

La petite fille — un an de plus que Minou Drouet — fait le récit du retour de l'unique oncle survivant de la première guerre mondiale : les trois autres et son père avaient été tués. Sur la table on avait mis, à leur place, quatre branches de laurier et l'enfant écrit : « Sa m'a paru très grand et très douloureux, et j'ai senti un poids sur le cœur comme le jour ou on m'a dit que je partais pour le Ciel. » Elle a cette notation poignante : « M. (son plus jeune frère) et moi on pouvait pas parler à cause qu'on voyait les grandes personnes si pâles ; les pas des domestiques me faisaient peur. » Mais les tout-petits, qui ne comprenaient pas bien que la mort « c'était pour toujours », ont meublé de leurs rires et de leurs gazouillis cette espèce de banquet funèbre, sur quoi l'enfant de neuf ans écrit ces lignes : « J'ai pansé, que c'était très bon d'être petit et de ne pas avoir mal au cœur, mais je me dis que si ils ont moins mal les petits, ils se rappellent moins bien et que ces grandes choses font presque autant de bien que de mal à penser. »

Commence-t-on à entrevoir ce que peut être la capacité de souffrir d'une enfant qui s'élève à de tels sentiments ? Et me prendra-t-on au sérieux si j'affirme qu'une petite fille est capable de goûter l'amertume qu'il y a à découvrir la fin des plaisirs les plus délicats, cette fin de toutes choses ici-bas qui empoisonne la jouissance elle-même ? Celle-ci parle des belles choses qu'elle a savourées et qui l'ont ravie : « Je suis ravie, mais c'est pas plutôt fini que je sens un vide immense, et tout m'ennuie après... Les belles choses que je vois c'est jamais assez, à cause que j'attends toujours plus et plus beau, ou bien alors si c'est aussi beau que ce quoi j'attendais, je suis pas encore heureuse parce que

après cette belle chose c'est fini et l'*Après* gâte tout... »

En voilà assez, sinon déjà un peu trop. Cet « après » que nous n'attendions guère à l'aurore d'une vie mais plutôt à la suite d'expériences amères rejoint l' « ailleurs », qui fait trembler, de Minou Drouet.

Cette enfant inquiète. Récitez, pour des amis choisis, l'un ou l'autre de ses poèmes et vous ne manquerez pas d'entendre ce murmure d'effroi qui monte du fond du cœur : « Je voudrais pas avoir un tel enfant. » J'ai entendu aussi ce cri sincère : « On me dirait que cette petite fille est là, dans la pièce voisine, je n'irais pas : elle me ferait peur... »

Minou Drouet n'est pourtant qu'une petite fille espiègle qui gambade et qui joue, mais qui ne comprendrait l'émoi qu'elle inspire ?

D'autres parlent hardiment d'anomalie mentale. Il y a longtemps que le génie a été expliqué, par des docteurs qui n'en avaient aucun, comme une maladie. Bienheureuse maladie qui nous vaut de tels chefs-d'œuvre! Tout cela tournerait-il au plus mal, viendrait-on demain nous accabler par une explication plus ou moins métapsychique, irait-on jusqu'à nous montrer que nous sommes victimes d'une mystification et qu'un nouveau Macpherson a inventé de nouveaux chants ossianiques, je veux dire de l'enfance merveilleuse — qu'on imagine les hypothèses les plus absurdes — il reste qu'un grand poète est né, et qu'il y a plus de choses au ciel et sur la terre que n'en rêvent les psychotechniciennes et les grands maîtres des sciences de l'enfant pour qui deux fois deux n'ont jamais fait cinq et qui ne peuvent plus entendre la parole d'Hamlet à Horatio : « Accorde donc l'hospitalité à l'inconnu. »

M.-H. LELONG, O. P.

CHANSON

Mon cœur est un bateau léger
un bateau léger sans amarre
un bateau vers qui le lointain
tend l'appel triste de sa main.

Mon cœur est un bateau pressé
d'aller plus là-bas que son rêve
son port s'appelle « Nulle part »
et sur sa coque on lit « ailleurs »
écrit en rouge
par mes larmes.

Mon cœur est un bateau léger
son mât s'élève comme un cri
triste comme le cri des mouettes
son mât se tend comme un regard
qui cherche là-haut quelque chose,
son mât se tend comme la flèche
d'une église
qui crèverait
le ciel
pour y chercher Dieu.

Mon cœur est un bateau léger
bateau vide, sans passager
à bord il n'y a que ma peine
ma soif de plus loin
d'autrement
mes bras s'écartent tristement
du tout près et du maintenant

si désiré pourtant
l'instant d'avant
pour chercher le demain
dont il n'aura plus faim
quand ce sera demain.

Mon cœur est un bateau léger
gréé de rayons de lune
sa voile faite d'un nuage
d'un nuage couleur de sang
qui claque sur la joue du ciel
comme une griffe qui éventre
la griffe de mes doigts tendus
des doigts rouges de ma détresse
qui veulent demander pardon
de n'avoir su se refermer
que sur la grande voix des sons.

POUR MON SILENCE[1]

Algue
qui fut la soie souple
dont sont tissés
les cheveux flottants
des enfants morts
que la mer berce
dans son hamac bleu
duveté de blanc
comme un nid d'oiseau,

1. Ce texte est inédit. « Mon silence » est un ami taciturne qui avait offert à Minou une belle algue desséchée.

algue verte
caressée de soleil
couleur de pré le soir
couleur de ciel avant la pluie
algue
qui fut caline
serpent tendre
qui glisse une bague
au plexiglace d'une crevette
algue
figée dans ton cri
frisson de dentelle
hublot frémissant
ouvert sur mon ailleurs

ruban
dont la vague
en s'étirant
noie le cloqué
laqué
d'eau
du goémont
couleur de bronze
qui jouait
sur l'écran
si blanc
du sable
aux ombres chinoises

LA NAISSANCE DU POUSSIN

Partout on me montre le seul couple de dindes qu'on garde pour la reproduction, parce qu'il y a une saison pour faire couver les dindes et les oies et on les engraisse pour les vendre à Noël, on garde rien qu'un papa et une maman pour avoir des petits. Mon amour, vous croyez peut-être qu'une dinde ou une oie ça vient au monde dans le plat à rôtir, ben je vais vous expliquer. Faut un mâle et une femelle, si c'est du même genre ça colle pas. Alors le mâle chante, enfin vous avez bien entendu un coq chanter; ben comme la poule arrive jamais à chanter comme il lui explique, ben comme il a à peu près autant de patience que ma famille, ben le coq saute sur la poule; c'est rigolo comme tout, on dirait qu'ils jouent à la couverture chauffante; après la poule s'ébouriffe, dame y a de quoi, et ils chantent chacun dans leur ton, mais les belles notes d'or du coq dansent dans le cœur de la poule et toute cette musique glisse dans le petit laboratoire où la cocotte fabrique votre œuf à la coque; à chaque fois que vous trouvez dans votre œuf un pétale transparent, ben vous saurez que c'est parce que la poule a aimé le chant de son coq. Et si on confie à la chaleur d'une cocotte cet œuf pendant vingt et un jours, le pétale fleurit en une grande botte de mimosa où dansent deux perles noires, où s'épanouissent deux tridents de corail; si vous approchez votre oreille de sa petite maison, ben mon amour, vous entendrez le plus léger, le plus régulier, le plus merveilleux staccato du monde : celui d'un petit bec qui sait qu'il est né de la musique et qui demande en musique qu'on lui ouvre la fenêtre sur l'ailleurs.

Les Signes du temps

L'Europe entre Genève et Bruxelles

Deux conférences d'un genre bien différent terminèrent provisoirement leurs travaux dans la deuxième quinzaine de novembre, celle des ministres des Affaires étrangères des quatre grandes puissances à Genève et celle des experts réunis à Bruxelles et chargés de la mise au point d'un nouveau programme réaliste pour l'unification économique de l'Europe occidentale. Entre les deux événements, il n'y a aucun lien apparent, mais il est néanmoins certain que l'évolution de la politique européenne dépend très nettement des rapports Est-Ouest. Dans ce sens, on est en droit de prédire que l'échec de Genève facilitera l'œuvre toujours plus difficile de Bruxelles.

Le ministre soviétique des Affaires étrangères a été à Genève d'une clarté sans équivoque. Il a fait comprendre que son pays sera jusqu'à nouvel ordre hostile à toute unification de l'Allemagne, quelle que soit la formule proposée, à l'exception de celle qui garantirait à Moscou une proche soviétisation du pays tout entier. La neutralisation d'une Allemagne unifiée semble comporter pour l'union Soviétique autant de risques que pour les Etats-Unis. Elle préfère donc consolider sa position sur l'Elbe et réclamer du monde occidental une politique de détente dans le cadre du statu quo actuel. Pour des raisons tactiques, les Occidentaux ont, jusqu'à présent, assez mal accueilli la thèse soviétique,

mais fort probablement, ils s'en accommoderont, car son rejet ne serait d'aucune utilité, vu notre impossibilité d'obliger l'Union Soviétique à changer d'avis. Sans doute, une détente avec maintien du statu quo est plus aléatoire et beaucoup moins satisfaisante que celle qui résulterait d'une solution du problème allemand, mais elle vaut toujours mieux que le retour à la guerre froide.

A Paris et à Bonn, on a officiellement conclu de l'échec de Genève à la nécessité accrue de la construction européenne. Si Moscou consolide sa position sur l'Elbe, l'Occident, lui, doit être en mesure de lui opposer une Europe organisée, capable d'une production rationnelle et d'une résistance sociale suffisante et basée sur un bien-être sans cesse accru. On estime, en outre, que l'Europe aura besoin d'une certaine liberté d'action envers les Etats-Unis, et que seule comme communauté elle sera en mesure de se faire entendre dans le concert mondial qui risque d'être dominé de plus en plus nettement par les Etats-Unis et l'Union Soviétique, dont le tête-à-tête exclusif est une vision d'avenir hautement réaliste. Par ailleurs, l'unité allemande n'étant plus pour demain, ni pour après-demain, la collaboration de l'Allemagne occidentale à l'œuvre d'unité européenne ne pose plus aucun problème majeur.

Les experts de Bruxelles ont élaboré des propositions prudentes. Les six pays du Plan Schuman — une participation anglaise est considérée comme exclue par la volonté d'abstention de Londres — réaliseront dans un délai de dix à quinze ans un marché commun, c'est-à dire une union douanière et économique complète, grâce à la suppression progressive des droits de douane avec abolition des contingents et harmonisation des législations fiscales, sociales, monétaires et économiques. Dans un premier délai de quatre ans, les droits de douane ne seront abaissés que de 30 %, avec possibilité d'exclure de cette nécessité un certain nombre de produits, notamment de l'agriculture. Un fonds d'adaptation européen

assurera le plein-emploi en cas de fermeture inévitable d'entreprises trop durement touchées par la nouvelle concurrence européenne. Ce système souple serait appliqué par des institutions du même genre, ne disposant que de pouvoirs de décision très limités. L'essentiel semble être la mise en marche d'un mécanisme irréversible, qui entraînerait les pays souverains lentement, mais inévitablement sur la voie de l'unité européenne en créant un enchevêtrement toujours plus inextricable des divers intérêts nationaux.

Pour l'énergie atomique, domaine neuf réclamant des décisions plus immédiates et plus énergiques, on est enclin à choisir une solution plus proche de celle de la Haute Autorité du Charbon et de l'Acier, avec une indépendance pourtant plus limitée.

Dans ce secteur, Jean Monnet se propose d'intervenir prochainement par l'intermédiaire de son nouveau Comité d'Action européenne. On sait que des personnalités influentes de la plupart des partis et des syndicats européens non communistes ont donné leur accord en acceptant des solutions fédéralistes, donc supranationales. A cette occasion, le parti socialiste et le syndicat allemands ont officiellement abandonné leur politique antieuropéenne, en assurant Jean Monnet de leur collaboration. Le père du pool charbon-acier se trouve ainsi à la tête d'un assez puissant instrument d'action politique, inspiré d'une volonté européenne aussi sincère que possible dans les circonstances actuelles. Il espère pouvoir faire comprendre aux gouvernements qu'ils n'ont plus à craindre ni la résistance de leurs parlements ni l'incompréhension de leurs opinions publiques. Il n'y a pas de doute que Jean Monnet et son comité pourront jouer un rôle considérable dans les coulisses politiques durant les mois à venir.

Malheureusement, le chemin de Genève à Bruxelles passe par Sarrebruck. Depuis le rejet du statut européen, l'avenir du territoire sarrois est plus qu'obscur.

Certes, Pinay et Adenauer ont convenu, lors d'une brève rencontre à Bonn en novembre dernier, de mettre sur pied une nouvelle formule européenne pas trop différente de celle qui fut condamnée par un plébiscite équivoque, mais l'efficacité de leur bonne volonté dépendra dans une large mesure de l'attitude d'une poignée de petits hommes politiques tirant les ficelles du théâtre de marionnettes sarrois. S'ils s'abstiennent de nouvelles manifestations nationalistes, tout ira bien, s'ils restent fidèles aux méthodes appliquées durant la campagne du plébiscite, la Sarre risque de devenir un sérieux trouble-fête franco-allemand et européen. Quoiqu'il en soit, seule une solution européenne est à présent susceptible de concilier convenablement les intérêts allemands, français et sarrois en Sarre. Au lendemain du plébiscite on le comprit à Paris et à Bonn. Espérons que les Sarrois feront de même.

ALFRED FRISCH.

L'Allemagne occidentale entre hier et demain

Les Allemands de l'Ouest comme de l'Est, hommes politiques ou tout simplement hommes de la rue, ont suivi le déroulement de la Conférence de Genève, comme s'ils avaient assisté au théâtre à un drame classique dont ils connaissaient, dès le premier acte, la scène finale. De l'avis unanime, on estime que les Russes n'approuveront l'idée d'une réunification de l'Allemagne que si cette partie de l'Europe centrale passe sous leur contrôle. M. Molotov n'a-t-il pas déclaré à Genève : « La réunification automatique de l'Allemagne, à la suite de prétendues élections libres, en présence de troupes étrangères, ne peut conduire qu'à une violation des intérêts de la population laborieuse de la République démocratique allemande. Cette solution est inacceptable... La réunification de l'Allemagne

est une question de temps. La République démocratique allemande a un brillant avenir devant elle car elle avance dans la voie du progrès et elle a des amis puissants et fidèles. » Cette prise de position sans équivoque n'a fait que confirmer le pessimisme affiché à la veille de la Conférence. Il faudra donc plus que jamais compter avec deux Allemagnes dont la coexistence sera tout, sauf pacifique.

Un premier signe ? La grande majorité de la population d'Allemagne orientale qui désespère de la réunification qui aurait signifié pour elle une libération, témoigne ouvertement de sa lassitude et de son désespoir. Au cours du seul mois d'octobre, 32.874 habitants de la République démocratique allemande se sont enfuis en Allemagne occidentale. Cinquante-cinq pour cent de ces réfugiés étaient âgés de moins de vingt-cinq ans. Ce pourcentage élevé s'explique par la crainte qu'ont ces jeunes d'être incorporés dans une « armée nationale » allemande de l'Est mais aussi par l'espoir — ou l'illusion — de connaître à l'Ouest une vie matérielle moins dure qu'en Allemagne orientale. Bref : il s'agit pour eux de gagner le camp occidental avant qu'il ne soit trop tard, avant que de nouvelles mesures de sécurité ne rendent une évasion plus difficile. Cette « émigration intérieure » a, depuis le début de la guerre froide, toujours été le meilleur baromètre du climat politique allemand.

A l'Est, on s'est résigné à la coupure, à la séparation. On ne croit plus au miracle. A l'Ouest, les réactions sont plus nuancées et l'opinion publique a été moins touchée par l'échec de Genève que par certains phénomènes marginaux qui ont accompagné cette conférence. Il y a eu d'abord l'absence éclatante du chancelier qui se remet lentement de sa maladie. Pendant que le Dr Adenauer était alité à Röhndorf dans sa villa, on avait nettement l'impression que le pouvoir était vacant. Et ceci à une heure aussi grave où se discu-

tait le sort de l'Allemagne. A une première question posée dans l'inquiétude : « Que se passera-t-il quand le chancelier ne sera plus là ? », suivait automatiquement une seconde question : « Qui pourrait devenir le dauphin ? » Aucune réponse satisfaisante n'a pu être donnée ni à l'une ni à l'autre de ces questions.

Il y eut ensuite le nombre impressionnant de « touristes politiques » allemands qui ont, pendant la durée de la conférence, planté leur tente au bord du lac Léman. Des observateurs allemands de tous les partis, des différents groupes d'influence de la République fédérale. Beaucoup d'entre eux ont complaisamment exposé leurs conceptions de la réunification de l'Allemagne, leurs déclarations ont été largement reproduites par les journaux. Tant et si bien que l'Allemand moyen ne savait véritablement plus quels étaient, en fait, à Genève, les véritables porte-parole de l'Allemagne occidentale. On a parlé d'une « anarchie politique ». Cette critique vient au moment même où l'on discute la politique trop personnelle du chancelier... d'une part, on se plaint de l'anarchie, chaque homme politique agissant comme s'il détenait le pouvoir exécutif et l'on réclame un pouvoir central fort ; d'autre part, on s'inquiète de la vacance du pouvoir due à l'absence du chancelier tout en lui reprochant de n'avoir pas songé à un intérimaire.

Derrière ce désarroi se précise un sentiment de rancœur qui va croissant de mois en mois. Ce sentiment, qu'on le veuille ou non, est né le jour où l'Assemblée nationale de Paris a rejeté, à la sauvette, sans discussion de fond, le traité de la C.E.D. Il ne s'agit pas de discuter ici si elle avait tort ou raison de le faire. Il est indispensable de noter le fait si l'on veut comprendre les réactions allemandes d'aujourd'hui et certaines réactions qui ne manqueront pas de se produire demain. A tort ou à raison, également, les Allemands ont vu dans le rejet de la C.E.D. par la

France un rejet de l'idée européenne. Bien plus, les plans européens présentés par les hommes politiques français n'ont plus, à partir de ce rejet, été considérés que comme des plans issus directement d'un esprit hérité de Richelieu — plus connu semble-t-il dans les masses allemandes que dans les masses françaises — et par conséquent déterminés par une politique foncièrement anti-allemande.

L'homme de la rue a de plus en plus tendance à mettre dans un même sac, les occupants d'hier devenus ses alliés d'aujourd'hui. De plus en plus il veut se sentir « entre Allemands ». Les manifestations nationalistes de la Sarre ne sont qu'un commencement. Nous en connaîtrons d'autres sous peu. Malgré les déclarations officielles marquant le retour à la souveraineté, les Allemands s'aperçoivent que, dix ans après la guerre, ils sont toujours occupés. Aussi ne devrions-nous pas perdre de vue cet avertissement d'un jeune professeur de lycée allemand qui disait ces jours-ci : « Faites attention! Nous ne sommes pas habitants de l'Alaska, ni d'Irlande, ni du Maroc! Nous sommes champions du monde en foot-ball, nous sommes détenteurs du « miracle économique », nous sommes en train de redevenir nous-mêmes, par la faute de la politique alliée d'après-guerre. » Cet interlocuteur parlait avec ironie de ses compatriotes, il avait l'humour noir mais au moins disait-il tout haut... ce que les correspondants étrangers souvent ne comprennent pas.

A. Wiss-Verdier.

Genève vu de Berlin

La déception est l'apanage de ceux qui se font des illusions. C'est là, sans doute, la raison plus profonde pour laquelle on ne découvre à Berlin nulle trace de décep-

tion devant l'issue négative de la conférence de Genève. Et pourtant, plus que personne, les habitants de cette ville auraient profité d'un succès de la conférence des ministres des Affaires étrangères. Mais l'expérience immédiate a rendu, depuis toujours, leur appréciation sobre et les a préservés de la croyance hâtive que le sourire est un facteur politique décisif.

« Toute la politique occidentale souffre d'un manque de réalisme », disaient cet été, après la conférence genevoise, les réfugiés qui, malgré toute la large bonhomie de Boulganine et toute la jovialité bruyante de Krouchtchev, avaient quitté maison et biens pour chercher refuge à Berlin-Ouest, afin d'échapper à la pression toujours plus forte et toujours plus inexorable de la « République démocratique allemande ». « Je ne comprends pas, disait l'un d'eux peu après son arrivée à Berlin-Ouest, ici je ne comprends personne. J'ai honte lorsque je lis un journal occidental. Pendant dix ans il s'est passé chez nous les crimes les plus abominables, et maintenant il suffit que M. Boulganine sourie quelquefois dans les cameras de presse pour que tout soit oublié. Le 17 juin 1953, les camps de concentration, les peines et les angoisses que nous avons souffertes à travers dix années, la difficile résistance intérieure que nous avons pratiquée. Quelle monstrueuse incertitude manifeste ainsi l'Ouest ! Comment croire qu'un monde, qui se met à genoux à la suite d'un sourire qui n'engage à rien, ait encore de la vigueur et la capacité de résister ? »

A Genève le *non* aussi monotone que stupide de M. Molotov vient de donner raison à cette opinion. Le sourire est mort. Et c'est précisément en raison de ce résultat, sans nul doute involontaire de la part de M. Molotov, que l'on considère à Berlin la conférence de Genève malgré tout comme un succès : le brouillard et les sentiments simplistes de la fraternisation disparaissent. On voit à nouveau clair. Nous venons de récupérer la première condition d'une bonne politique : la sobriété.

Une bonne politique... On a si souvent reproché aux Berlinois d'être incapables de porter, dans l'atmosphère politique surchauffée de leur ville, des jugements clairs et objectifs. Ils seraient prisonniers d'un ressentiment antisoviétique. Tels journalistes berlinois furent dénoncés par leurs

collègues occidentaux comme « partisans d'une politique de force ». Ces reproches ne sont pas seulement inintelligibles, parce qu'il n'y a pas de politique réelle et efficace sans force, mais aussi parce qu'il existe à Berlin en fait un excellent moyen pour mesurer un éventuel changement de l'orientation politique du Kremlin : les statistiques de réfugiés. Des changements d'orientation politique se laissent souvent déchiffrer dans les bulletins de la bourse. Il n'existe pas de bulletins de bourse soviétiques, mais il y a à leur place les statistiques de réfugiés. Et l'on sait qu'elles manifestaient au cours des mois passés, même au lendemain de cette conférence genevoise du sourire, plutôt une tendance à la hausse qu'à la baisse.

Des autorités compétentes de Berlin-Ouest s'attendent à ce que cette tendance persiste au cours des mois prochains. Cette attente se fonde, d'une part, sur l'échec de la conférence genevoise des ministres des Affaires étrangères, qui ajoutera au découragement dans la zone soviétique. Elle se base, d'autre part, sur le fait que depuis quelques semaines la « démocratisation populaire » de la zone est poussée au moyen de mesures brutales. Il est hors question que cela se passe en accord avec le Kremlin consulté. Le Kremlin a besoin de temps. Il ne demande pas mieux que de voir disparaître la question allemande, pendant deux ou trois années, complètement de l'ordre du jour des conférences internationales. Entre temps, il entend transformer sa thèse de l'existence de deux États allemands autonomes en réalité politique.

Il va de soi que l'existence de fait et de droit de deux États allemands, reconnus par l'étranger, augmenterait dans l'éventualité d'une réunification les chances d'une soviétisation de l'Allemagne entière. Il n'est point douteux que c'est là l'objectif véritable de la politique allemande des Soviets.

On n'a pas manqué de noter à Berlin que le ministre français des Affaires étrangères eut le courage de poser ouvertement cette question au ministre soviétique. Après un *non* sommaire, Molotov n'a produit sa réponse, son contrecoup, que dans un entretien privé avec Pinay. On sait qu'au cours de cet entretien Molotov offrit au ministre français des concessions soviétiques pour le débat algérien à l'O.N.U. et un accommodement concernant les émissions en arabe de Radio-Budapest — à condition que la France consente à laisser dor-

mir pour quelque temps le thème de la réunification allemande et de ne point le soulever aux conférences à venir.

Pinay refusa, et à Berlin on lui en sait gré. Car, du point de vue allemand, l'élimination de la réunification de l'ordre du jour des conférences à venir serait désastreuse, surtout parce qu'elle ferait succomber complètement les espoirs, déjà extrêmement faibles, de la population de la « République populaire allemande ». On pense, en outre, que l'expectative de nouvelles négociations sur la question allemande constitue pour le gouvernement de la « République démocratique allemande » un facteur d'insécurité qui l'oblige à une certaine réserve à l'égard de toutes les mesures qui visent la soviétisation de la zone orientale.

Malgré tout le scepticisme avec lequel Berlin envisage de nouvelles négociations, la devise est pourtant : la conférence est morte, vive la conférence.

JOACHIM FEST.

L'Église et les Noirs aux États-Unis

J'ai plusieurs fois visité la Louisiane, de 1925 à 1952 : et j'ai pu mesurer, en ce quart de siècle, l'amélioration progressive du sort des noirs. Ils n'hésitent plus, s'ils sont en nombre, à déplacer la pancarte qui les sépare des blancs dans les tramways ; au besoin, les blancs changent de siège pour les laisser s'asseoir : la barrière ne concerne d'ailleurs que l'usage local, et des Sud-Américains négroïdes gazouillent leur espagnol parmi les blancs, tandis que des Louisianaises aux traits italiens se dirigent à l'arrière où les relègue un métissage imperceptible... Depuis la guerre, m'expliquait-on, l'évolution s'accélère : les démobilisés, ayant combattu dans des unités mixtes, rentraient sans préjugés ; l'Eglise forme sous le même toit ses séminaristes sans discrimination de couleur. N'existait-il pas déjà un couvent où des religieuses de toute peau vivaient en bonne intelligence, et où j'avais entendu, en 1932, une vieille sœur française s'offusquer qu'on s'en étonnât, tout en regret-

tant la fraternité patriarcale de son enface sur les plantations, avant les haines nées de la guerre civile ?

A l'Université Xavier — Université pour les noirs, dirigée par des religieuses blanches — j'ai pris part, lors de mon dernier voyage, à une réunion interraciale. « Nous avons commencé, me disait-on, par vouloir communier ensemble » ; la séance elle-même débutait par l'oraison de saint François d'Assise ; ainsi la discussion et l'action se trouvaient placées sous le signe des valeurs spirituelles, les vraies, celles qui unissent d'emblée et sans lesquelles rien de solide ne se cimente. Symptôme, entre plusieurs autres, de cette redécouverte de la vie intérieure qui reste limitée mais n'en constitue pas moins un des traits les plus significatifs des Etats-Unis après 1945.

Bien entendu, des résistances subsistent ; le milieu reprend quelquefois les jeunes qui s'émancipaient ; un pli séculaire ne s'efface pas en un jour. Les consignes de Washington, les arrêts de la Cour suprême, irritent les particularismes. Mais l'Eglise catholique agit. Elle ne va plus, comme au lendemain de la Révolution, abandonner aux Grégoire ou aux Wilberforce les campagnes libératrices, aux Fourier ou aux Proudhon le souci du prolétariat, laisser ses adversaires entreprendre à sa place l'œuvre qui lui appartenait, et se réfugier, par horreur de leur impiété, dans l'alibi des vertus privées ; sa carence lui a coûté cher, la leçon du moins a servi. Et l'Eglise d'Amérique ne cède plus au traditionalisme de ses paroissiens bien pensants.

« Bien pensants », ils l'étaient certainement, catholiques de père en fils, fiers de leur tenue morale et de leur assistance au culte, ces habitants de la paroisse de Bellechasse qui s'indignèrent si fort, le mois dernier, de voir leur archevêque leur envoyer pour prêtre un noir ; avec beaucoup de courtoisie et de bonnes manières — c'est l'intéressé qui le dit — ils lui firent savoir qu'il se trompait de porte, et que leur communauté blanche

attendait un curé blanc. Mgr Rummel, archevêque de la Nouvelle-Orléans, ne l'entendait pas de cette oreille. Il a sévi, frappant d'interdit la mission de Sainte-Cécile où s'est produit l'incident. Vous ne voulez pas d'un desservant noir ? Soit : mais vous n'en aurez nul autre. Car vous vous êtes rendus coupables de sacrilège, en interférant dans la dispensation de la Parole de Dieu et de la sainte messe ; et le motif de cette interférence indique chez vous une absence totale de sens chrétien.

La sanction a du retentissement, d'autant que *L'Osservatore Romano*, en la commentant, a saisi l'occasion de dénoncer le crime impuni de Sumner (Mississippi), cette autre horreur commise au nom de la société et de la morale. Bien sûr, il s'agit dans les deux cas de gens frustes, de villages perdus. L'interdit, dans la catholique Louisiane, en aura plus d'effet encore ; et cet exemple encouragera les catholiques des villes à plus de hardiesse. Peut-être le racisme trouvera-t-il son ultime refuge dans le Sud protestant où, comme chez les Afrikanders, et malgré le réformisme courageux de certains pasteurs, on s'autorise de la réprobation de Cham pour maintenir les hommes de couleur en état d'infériorité (il serait curieux de chercher, dans l'histoire, à quelle époque et comment est née cette légende de Cham « nègre », car la Bible, que je sache, n'en souffle mot). Mais du jour où le paganisme est devenu la religion des *pagani*, sa fin n'était plus qu'une question de temps ; ainsi l'exaspération même des campagnes reculées indique l'étendue et la rapidité du déclin.

Le problème n'en disparaîtra pas pour autant : il se transformera plutôt, comme il le fait dans cette « bourgeoisie noire » à laquelle le sociologue de l'Université Howard (c'est-à-dire de l'Université « noire » de Washington), Franklin Frazier, consacre un étude récemment traduite[1]. Il existe dès maintenant une bour-

1. Chez Plon.

geoisie noire : mais que vaut-elle ? Le livre de Franklin Frazier prend une allure de réquisitoire. Formée par des écoles qui se conformaient aux intentions de leurs donateurs et qui inculquaient la morale puritaine, l'idéal bourgeois, la mystique des affaires, elle a cherché à se modeler sur les blancs sans y parvenir, et, n'ayant ni gardé ses valeurs primitives ni réussi à s'intégrer vraiment dans la vie américaine, elle dissimule son vide sous un étalage de luxe et de titres vrais ou supposés.

Tout cela peut être vrai. Il est affligeant, mais exact, que les noirs « arrivés », aux Etats-Unis, se distancent du peuple, et regrettent leur couleur, qu'ils ne prêtent généralement nul concours aux revendications sociales, qu'ils font quelquefois chorus avec le racisme antisémite — les Juifs étant d'ailleurs pour eux des concurrents plus adroits —, qu'ils n'ont que mépris pour l'Afrique (au rebours des Antillais par exemple), et qu'ils admettront l'autorité d'un blanc plus volontiers que celle d'un congénère. Franklin Frazier fait écho à la controverse entre deux éducateurs noirs, Booker T. Washington et Burghardt Du Bois, le premier ayant préconisé surtout l'enseignement technique, tandis que l'autre en redoutait un emprisonnement du noir dans les activités subalternes. Il se peut aussi que le cas du nègre américain, comme le suggère l'auteur, puisse éclairer l'avenir des bourgeoisies coloniales. J'y vois pourtant avant tout quelque chose de spécifiquement américain, et de commun à tous les éléments hétérogènes des Etats-Unis. Eux aussi rompent les ponts, rougissent de leur origine étrangère, se veulent américains à cent pour cent ; plus encore que l'ensemble du pays, ils jugent quelqu'un sur son argent, non sur son métier ; et si l'on nous dit que leur Cadillac symbolise à leurs yeux leur appartenance à l'élite, n'est-ce pas un trait commun de l'américanisme dans le monde entier ?

Le malheur, c'est que les noirs des Etats-Unis héritaient peut-être de qualités susceptibles de contrebalan-

cer cet américanisme, et qu'ils désertent. Ils réussissent mal en affaires, non congénitalement — je connais à Paris des hommes d'affaires noirs très « arrivés » — mais en raison d'un milieu hostile, et faute de tradition et d'expérience ; en revanche leurs ancêtres possédaient une vraie culture littéraire et musicale. Il me semble que M. Frazier en parle avec un dédain fâcheux et sous-estime une Marian Anderson ou une Katherine Dunham (qu'il ne nomme même pas). Culture aristocratique à vrai dire, et liée à une optique de classe, celle des affranchis qui possédaient eux-mêmes des esclaves, ou des domestiques qui partageaient la vie des maîtres et regardaient de haut les travailleurs des champs. De là ses défauts, son inconsistance, son étiolement. Dans ce noir inadapté, l'Européen reconnaîtrait volontiers certaines de ses propres réactions : l'homme de couleur américain pourrait servir de pont entre les cultures, mais sa bourgeoisie, dépersonnalisée par vanité, laisse ce rôle à l'Antillais [2].

AUGUSTE VIATTE.

Réforme judiciaire et équilibre religieux en Égypte

Le gouvernement égyptien, par une loi du 21 septembre 1955, a prononcé la suppression des tribunaux religieux, chrétiens et musulmans, qui connais-

2. Le livre est généralement bien traduit. Mais il ne suffit pas en pareil cas de savoir le français et l'anglais; il faudrait connaître un peu les choses américaines. D'où plusieurs contresens. Au lieu de « radical », mieux vaut employer le mot « révolutionnaire »; une *success-story* n'est pas une « histoire à succès », mais une histoire racontant des succès; la Cour suprême des États-Unis ne « vote » pas de loi, elle se prononce sur la constitutionnalité des lois; et les armées « confédérées », p. 56, ne sont autres que leurs ennemies, les armées « fédérales »... J'en passe. Même au point de vue du vocabulaire, à supposer que l'on doive tolérer « émotionnel » pour « émotif », comment admettre l'affreux « émotionnalisme » ?

saient jusqu'à présent des matières de statut personnel (mariage, divorce, filiation, etc.) traditionnellement régies par la *chérieh* musulmane ou les droits canons chrétiens. Il a annoncé d'autre part la prochaine promulgation d'un code civil destiné à se substituer, en ces matières, aux diverses lois religieuses en vigueur. Faut-il voir dans ces mesures un pas décisif vers la kémalisation de l'Egypte, une étape vers la laïcisation de la vie publique et l'égalité islamo-chrétienne en Orient ?

L'enjeu, on le voit, est d'importance, mais toutes les données de cette nouvelle politique n'apparaissent pas encore nettement.

Legs de l'Empire ottoman, conservés dans tous ses Etats successeurs sauf la Turquie elle-même, les tribunaux religieux sont certainement désuets. Ils ne procèdent cependant pas des Capitulations, comme on l'a prétendu dans la presse orientale, mais de la plus authentique tradition de l'Islam. Dans son souci de parfaitement séparer, de la communauté musulmane identifiée à l'Etat, les communautés chrétiennes et juives, sujettes et protégées, l'Islam classique consent à l'égard de leurs chefs religieux un véritable démembrement de souveraineté, qui les fait, en particulier, juges de leurs fidèles.

Les défauts de pareils tribunaux, fonctionnant encore, en fait, selon le presque séculaire *Hatti humayoun* ottoman du 18 février 1856, sont patents. Ils ont été décrits avec sévérité, mais sans injustice, dans l'exposé des motifs de la loi du 21 septembre : possibilité de conflits de juridiction, extrême variété et complexité de lois incomplètement codifiées, rédigées en diverses langues sacrées inconnues des justiciables, jurisprudence incertaine et non publiée, faible compétence de tribunaux non professionnels siégeant rarement, appels portés devant des cours situées parfois hors du territoire national, etc.

Ces traits concernent surtout les tribunaux chrétiens,

mais tout est solidaire dans cet antique système. Pour des raisons diverses, parfois opposées : prestige, intérêts particuliers, respect des traditions, sauvegarde des particularismes communautaires comme des prérogatives de l'Islam, il a paru à tous, sauf à Ataturk, impossible de réviser pareil régime.

Une réforme devait impliquer d'abord, en effet, la mise au pas des chefs religieux conservateurs, et particulièrement des autorités islamiques. La junte égyptienne a depuis plusieurs mois agi dans ce sens ; dès l'automne 1954 elle éliminait les Frères musulmans ; à la veille de la promulgation du nouveau texte, elle déposait le patriarche copte, Amba Youssef II, faible vieillard gravement compromis par son entourage et renié par une bonne partie de sa propre communauté. De multiples faits divers, propres à faire douter le peuple de la qualification intellectuelle et morale et de l'efficacité judiciaire des dignitaires religieux, étaient convenablement colportés et commentés : arrestation aux frontières, pour trafic d'or ou de stupéfiants, de curés orthodoxes ou maronites jouissant naguère du privilège de n'être pas fouillés ; attitude rétrograde de l'illustre université El Azhar à l'égard de jurisconsultes et de professeurs aux tendances modernes et libérales ; dénonciation de prévarications perpétrées par les membres de plusieurs tribunaux musulmans ; protestations contre l'extrême facilité des divorces musulmans, qui « jettent chaque année sur le pavé soixante-quinze mille enfants égyptiens », etc.

Dans cette ambiance, l'action actuelle des dirigeants égyptiens semble correspondre à un sincère désir de modernisation, de clarification et de progrès. Elle paraît aussi tenir balance égale entre musulmans et chrétiens. Sur ce dernier point, cependant, un examen plus attentif des mesures prises conduit à émettre quelques réserves.

Tout d'abord, les tribunaux civils qui connaîtront, à partir du 1er janvier prochain, des affaires de statut per-

sonnel, comprendront un certain nombre de membres, ainsi recasés, des tribunaux *chérieh* (musulmans) dissous, mais évidemment aucun membre des anciennes officialités chrétiennes. Tant que le nouveau code civil ne sera pas promulgué, les chrétiens seront donc jugés selon leur loi religieuse chrétienne interprétée et appliquée par des juges musulmans ; c'est-à-dire, peut-on penser, moins parfaitement encore que par leurs officialités de naguère.

D'autre part, la loi nouvelle précise et consolide une antique discrimination. Son article 7, combiné avec l'article 6, prévoit que si durant l'instance une des parties se convertit à l'Islam c'est la loi religieuse musulmane qui sera appliquée. L'exposé des motifs rappelle que des dispositions analogues jouent déjà en d'autres matières, et justifie cette disposition par ce principe que « le nouvel adepte doit jouir de tous les droits découlant de sa nouvelle religion ». C'est assez ingénument confirmer que, dans la pratique, on ne peut tirer d'effet de droit que d'une conversion à l'Islam ; le passage de l'Islam à une autre confession reste impensable.

Ces diverses antinomies disparaîtront sans doute lorsque sera promulgué le nouveau code civil ; on peut regretter que cette réforme législative n'ait pas, logiquement, précédé la réforme judiciaire. Celle-ci n'en aura d'ailleurs pas moins garni les tribunaux de magistrats *chérieh* ; l'esprit de la justice égyptienne risque d'en être durablement influencé.

Reste à savoir d'ailleurs quel parti le futur code prendra sur certains points délicats : par exemple, l'acceptation comme cause de divorce du changement de religion d'un des époux : verra-t-on ici encore jouer la primauté de l'Islam ?

En revanche, notons que la suppression des tribunaux *chérieh,* tarissant le recrutement de cette catégorie spéciale de magistrats, va enlever une de ses principales raisons d'être à l'enseignement supérieur islamique

qui les formait : déjà une feuille du Caire, *Akhbar el Youm*, suggère en conséquence la modernisation radicale et la laïcisation de l'université El Azhar. Ce n'est donc pas seulement dans les communautés chrétiennes que l'on s'inquiétera des conséquences de la réforme.

Rappelons enfin qu'un seul Etat de l'Orient arabe, le Liban, exclut toute discrimination juridique en matière confessionnelle. Seul, il reconnaît la totale liberté de passage à quelque culte que ce soit et y attache des effets de droit. En vue d'éviter toute tentative de fraude, le passage à une autre confession, quelle qu'elle soit, en cours d'instance, ou postérieurement à la passation du contrat objet de l'instance, est sans effet sur la nature de la loi appliquée ; l'esprit est tout différent, on le voit, de celui que révèlent les dispositions transitoires de la réforme égyptienne.

C'est donc du Liban que nous attendons, en la matière, les mesures impartiales et décisives dont l'Egypte ne fournit jusqu'ici qu'une imparfaite esquisse. Lui seul vit et organise avec suffisamment de force l'égalité des communautés pour promouvoir une réforme qui ne soit pas le simple masque de privilèges musulmans consolidés. Mais, si partiel et partial qu'il soit encore, le précédent égyptien rompt un charme ; il affranchit, en quelque sorte, la possible action du Liban ; les vrais amis de celui-ci souhaiteront que pareille action ne tarde pas.

PIERRE RONDOT.

L'heure du compromis au Moyen-Orient

Le fait qu'à la reprise de la Conférence de Genève, en novembre dernier, aient été évoqués les problèmes du Moyen-Orient, bien que fussent seulement inscrits à l'ordre du jour officiel la sécurité européenne, la réunification de l'Al-

lemagne et autres échanges Est-Ouest, donne sa signification profonde à ce qui s'est passé et à ce qui se passe encore sur les bords du Nil et du Jourdain comme dans toute la péninsule arabique. Dans une atmosphère de détente politique générale, sous-tendue d'une mésentente à l'égard de toutes les solutions techniques proposées de part et d'autre, ce désaccord supplémentaire au Moyen-Orient serait-il la goutte d'eau qui fait déborder le vase ? Autrement dit, le Moyen-Orient serait-il une nouvelle Corée et ferait-il passer de nouveau le monde de la paix tiède à la guerre froide ? Jérusalem influerait-elle sur Genève ? Aujourd'hui il semble bien que le contraire soit advenu et que Genève apaise les oppositions juives-arabes, russes et américaines, dans cette région.

Cet apaisement, momentané peut-être, est pourtant très caractéristique puisqu'il ne peut en rien être attribué à une amélioration de la situation locale, laquelle reste toujours aussi mauvaise. Militairement, rien n'est changé. Israël est le plus fort et toujours menacé d'être rattrapé par ses adversaires, ce qui constitue une incitation dangereuse. Diplomatiquement, là encore, guère de changements. Le pacte de Bagdad n'est pas nouveau et l'adhésion de l'Iran, si elle explique en partie la crise, ne justifie pas la détente survenue après coup. L'Égypte, dont les intentions d'acheter des armes à l'Est étaient déclarées dès le mois de juin dernier, après une rupture avec l'Ouest (ou une fausse sortie), reprend ses relations diplomatico-commerciales avec la France à la vive satisfaction de M. du Chayla, sans, pour autant, renoncer à ses flirts tchécoslovaques. L'affaire de Buraimi est elle-même plutôt une secousse locale entre Arabes saoudiens et Anglais, due à la tension politique générale et sans signification propre. D'autre part, les déplacements à Paris et à Genève de M. Sharett, ministre des Affaires étrangères d'Israël, n'ont rien modifié à l'échiquier diplomatique. Les grandes nations de part et d'autre ont refusé de s'engager, M. Sharett est revenu les mains vides; il ne rapporta à son pays que des apaisements et des promesses, mais nulle garantie nouvelle. De surcroît, les trois Occidentaux ne se sont pas laissés convaincre, par les uns ou les autres, de rechercher un accord sur ces problèmes avec l'U.R.S.S. et de lui donner ainsi un droit de regard.

Immobilisme total donc, pour reprendre la formule à la

mode, et pourtant, tout à coup, le Bikbachi-président Nasser répond favorablement aux propositions des Nations Unies de constituer une zone tampon de douze kilomètres entre l'Égypte et Israël dans la région d'El-Auja, tandis que M. Ben Gurion, président du Conseil israélien, se déclare prêt à rencontrer le colonel Nasser. Israël est d'accord pour un cessez le feu et propose même de s'intégrer au bloc arabe. Tout ceci ne peut s'expliquer si l'on n'admet que l'esprit de Genève (pour combien de temps ?) a soufflé plus fort et, comme le disait M. Molotov à M. Foster Dulles : « Nous ne cherchons pas à créer un second front dans ce secteur. » Somme toute, M. Sharett a rapporté peu de choses de Genève, sauf ceci qu'il réclamait au départ : le Moyen-Orient bénéficie, pour le moment, d'une détente politique générale qui se maintient.

JACQUES NANTET.

Le serpent se mord la queue

A l'heure où nous écrivons, il serait vain de faire une prophétie sur le résultat du débat électoral. Ce qu'on peut dire en ce 22 novembre c'est qu'un gouvernement a fait accepter par deux fois à une Assemblée cette notion, qu'elle était incapable de gouverner le pays dans les circonstances actuelles et qu'après ces deux votes l'Assemblée est toujours en place et, pour le moment, le gouvernement aussi. Le débat électoral, celui du régime qui s'est greffé sur cette affaire, ne s'expliquent bien que si l'on comprend que les progrès de la sociologie électorale depuis vingt ans paraissent avoir démontré la stabilité parfaite du corps électoral français. Il n'y a donc qu'un moyen de changer une assemblée, c'est de changer le système électoral. Cet accord unanime de tous les experts rend très vaines les discussions à base morale qui traitent de truquage le système proposé par l'adversaire ; si tru-

quage il y a, d'ailleurs, c'est peut-être sur un point sur lequel l'accord est unanime, c'est que le législateur de demain n'aura une claire conscience des problèmes réels qui se posent à la nation que si l'on supprime la plus grande part de la représentation du quart de l'électorat qui vote communiste et que si l'on maintient une prime aux régions sous-développées, à la France morte par rapport à la France vivante, aux petites communes et aux régions rurales par rapport aux zones de peuplement et d'expansion démographique, industrielle et économique. Cette conclusion est-elle évidente ? Nous n'en sommes pas sûrs. Peut-être les problèmes eussent-ils été plus sérieusement traités si dans les assemblées nos législateurs et nos gouvernements avaient été confrontés avec la réalité même des choses. On faisait remarquer qu'on parlerait moins facilement d'intégration si l'on avait cent députés algériens à l'Assemblée, si la moitié de l'Assemblée était formée d'Algériens et de Noirs et si, dans l'autre partie de l'électorat métropolitain, l'électorat communiste était représenté, il y aurait quand même un certain nombre de problèmes auxquels on ne pourrait se dérober. La sagesse est-elle de poser si brutalement de tels problèmes ? Nul, je le crois, ne le proposerait. La sagesse est-elle de faciliter l'oubli de ces problèmes par nos dirigeants à l'Assemblée dans le Gouvernement ? Il me paraît hardi de l'affirmer. Au fond, il n'y a pas de bon régime électoral et chacun des régimes qu'a connu la France a mal représenté une opinion par ailleurs flottante et assez indifférente en matière politique. Le seul souhait que nous nous permettrons de faire avant que les décisions n'interviennent — si toutefois elles sont intervenues quand on nous lira — c'est de supplier ceux de nos lecteurs qui ont une opinion en matière électorale et qui prônent un système déterminé, de bien vouloir soigneusement écrire tous les avantages qu'ils lui reconnaissent. Ceux dont le régime ne sera pas accepté pourront

jeter les notes qu'ils auront prises, mais ceux qui verront triompher le système électoral qu'ils auront prôné, je leur donne rendez-vous après deux ou trois ans de fonctionnement concret de l'Assemblée qu'ils auront voulue et peut-être auront-ils pris là une saine leçon de modestie politique.

Nos assemblées, comme nos gouvernements, ne sont certes pas à l'échelle des problèmes qu'elles ont à traiter. Un des éléments curieux de la trêve politique — car c'est une trêve politique — qui a marqué le débat électoral, c'est que tout le monde est d'accord depuis deux mois. Il ne se pose plus en France de problème des salaires. Bourguiba, Mohammed V ben Youssef (quel était le numéro de Mohammed ben Arafa ?), Ho-Chi Minh, Go-Dinh Diem, à moins que ce ne soit l'Amérique, règlent les problèmes d'Union française. Du moment que nous ne votons plus à l'O.N.U. il n'y a plus de problèmes de la situation internationale, la conférence de Genève a aussi bien échoué avec nous que sans nous, il n'y a plus qu'un problème traité, c'est celui des élections. C'est à peu près, en effet, le seul problème que soient capables de traiter les assemblées. Le jour où elles se trouveront devant un problème réel, elles feront n'importe quoi n'importe comment parce qu'elles n'ont pas été faites pour cela ni élues pour cela, et c'est ainsi que la Chambre de 1936 a été celle de juillet 1940.

HENRI MULLER.

Les « rendez-vous » et la cohiérarchie des salaires

La vague de grèves, déclenchée à Nantes en septembre, se poursuit en maints endroits. Elle reste, pour beaucoup, un signe de contradiction. Au début du mouvement, on reconnaissait assez généralement son

caractère spontané. Les syndicalistes de Nantes étaient connus pour leur indépendance politique. La prolongation du mouvement inspire de nouveau, à certains, l'idée du chef d'orchestre. Il faut s'en méfier. Quoi qu'il en soit du divin horloger, il est dangereux, dans les explications sociales ou naturelles, de recourir aux hypothèses de ce genre, à moins qu'on n'y soit forcé. L'agitation sociale n'est-elle pas autrement explicable ? Il est vrai que l'économie française traverse une période de prospérité, au point qu'on s'attend à entendre bientôt parler de « miracle français ». Il est vrai qu'en 1954 et cette année encore, les taux de salaires horaires ont augmenté de 7 % en moyenne par an. Il est vrai aussi que la masse des salaires payés a augmenté, d'après les comptes de la Nation, de 12,5 % de 1952 à 1954, ce qui doit donner, estime Alfred Sauvy dans le numéro d'octobre de *Droit social,* 17 à 18 % de 1952 à 1955. Le chômage est faible, sauf dans les régions défavorisées! Il est vrai, enfin, que les prix des denrées alimentaires ont diminué depuis 1952 puisque leur indice passe de 140,7 (moyenne 1952) à 135 (moyenne 1954), comme les prix des produits industriels qui passent de l'indice 131 à 126,3 pour les mêmes années. Quant à l'indice des 213 articles, il baisse de 145,4 en 1952 à 143,3 en 1954! De quoi se plaint donc la classe ouvrière ?

D'abord elle connaît mal ces chiffres, ne juge des choses qu'au jour le jour et peut se tromper. Toutefois, il ne faut comparer qu'avec précaution la science des savants et la connaissance intuitive des humbles. Car, pour encore parler chiffres notons :

1) Que la qualité de notre indice du coût de la vie se détériore au fur et à mesure que les loyers prennent une place importante dans les budgets ouvriers. Sans vouloir importuner le lecteur, il faut dire que l'*importance* attribuée, dans l'indice des 213 articles, à chaque groupe de prix ou tarifs qui le constituent, est déterminée d'après des budgets familiaux datant de 1948 et

1949. Dans la mesure où la politique (bien justifiée) d'augmentation des loyers, poursuivie depuis cette date, a accru la place qu'occupait alors cet élément dans les dépenses, une grave distorsion est introduite. Or, l'indice du groupe « services », où sont inclus les loyers, est passé entre 1952 et 1955, de 176 à près de 200, alors que l'indice de tous les autres groupes a diminué. Il serait urgent de recalculer l'évolution du coût de la vie en ne tenant plus compte de budgets familiaux périmés. Il est probable qu'alors, au lieu d'avoir baissé, l'indice des 213 articles serait proche du fatidique 149 qui déclencherait l'échelle mobile.

2) L'augmentation de la masse des salaires : cette augmentation est le résultat de deux phénomènes bien distincts : l'augmentation des taux, d'une part, celle des heures ouvrées d'autre part. Sur ce dernier point, l'observation révèle, depuis 1952, et spécialement depuis janvier 1953, un très net accroissement de la durée du travail et des effectifs, d'où résulte une augmentation d'environ 7 % de l'indice d'activité (produit des heures par les effectifs). Notons de plus que la rémunération des heures supplémentaires intervenant, un accroissement de 17 à 18 % de la masse des salaires depuis 1952 ne saurait être imputé que pour moitié environ à des hausses de taux.

3) Sur ce dernier point, l'affaire n'est pas non plus si claire : les hausses de 7 % intervenues en 1954 et en 1955 sont dues pour une part importante aux augmentations des salaires les plus bas, décrétées à l'occasion des fameux « rendez-vous ». Cette politique fut d'ailleurs inaugurée par la décision du C.N.P.F.[1] de décembre 1953 conseillant à ses membres de relever tous les salaires horaires inférieurs à 110 francs, entérinée et améliorée en février 1954 par le premier « rendez-vous » fixant une indemnité non hiérarchisée de 15 francs

1. Conseil National du Patronat Français.

en sus du S.M.I.G.[2], alors à 100 francs. Cette politique des rendez-vous, assortie d'un blocage des prix, produisit en fait une hausse générale, *bien que très inégale,* des taux. Au cours du trimestre 1954, à une hausse de 15 % du minimum, correspondit une hausse de 3,2 % de l'ensemble des taux. Au cours du dernier trimestre 1954, à une hausse de 5,7 % du minimum, correspondit une hausse, relativement plus importante que dans la période précédente, de 3,3 % de l'ensemble des taux.

On voit donc que les deux augmentations annuelles de 7 %, en 1954 et 1955, sont en grande partie le résultat non d'une hausse proportionnelle de tous les salaires, mais surtout de la suppression des salaires anormalement bas, que le C.N.P.F. avait eu le mérite de proposer le premier.

Il est vrai que la politique des « rendez-vous », poursuivie jusqu'en avril dernier, a accentué le mouvement de hausse déclenché fin 1953 et que son but déclaré était non pas de répondre à une augmentation du coût de la vie, mais aux « possibilités de l'économie », révélées par le plan de dix-huit mois d'Edgar Faure. Il est superflu de noter ici que ce « plan » n'était que l'annonce des résultats prévus par la Comptabilité nationale. Mais il faut dire qu'après tout, si prospérité il y eut, il n'était pas anormal d'y ajuster les salaires.

La méthode, seule, prête à discussion. Et c'est là peut-être qu'on trouve une explication au mouvement de grèves qui nous préoccupe.

Le C.N.P.F. a critiqué la poursuite de la politique des « rendez-vous ». L'accord d'indemnités non hiérarchisées ne pouvait pas ne pas mettre en danger la hiérarchie des salaires. La hausse des salaires les plus bas a progressivement rendu caducs les barèmes contractuels inscrits dans les accords de salaires, non seu-

2. Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti.

lement pour les manœuvres, mais dans certains cas, aussi, pour les ouvriers spécialisés et qualifiés!

Nous sommes parvenus au nœud de la question : on ne peut sans danger, surtout en période de relative prospérité, augmenter les salaires les plus bas sans respecter la hiérarchie. Et ceci explique bien que les grèves de septembre et celles d'aujourd'hui encore soient déclenchées dans les industries, voire les entreprises, où le niveau des salaires est *relativement* élevé. C'est là en effet que l'atteinte à la hiérarchie a été le plus sensible, surtout en province. Les grèves de fin 1955 ont eu pour but le respect des éventails de salaire. Et ici deux remarques sont encore à faire :

1) Il est possible que la hiérarchie déterminée en 1946 par les arrêtés Parodi soit aujourd'hui périmée. Mais alors, il faut lui en substituer une autre et cela ne peut être fait que par convention collective ou accord de salaire.

2) Or, peut-on dire que l'empressement, du côté patronal, à conclure de telles conventions ait toujours été suffisant ? Certes, des accords ont été signés. Mais, pour prendre l'exemple de l'industrie du Bâtiment, le refus de parler s'est poursuivi du 20 mars 1952 jusqu'en 1954, malgré de nombreuses demandes d'ouverture de pourparlers lancées par les syndicats.

Le C.N.P.F. déclarait pourtant l'année dernière : « Ou bien les Pouvoirs publics renonceront à un interventionnisme qui rend illusoire la portée des accords passés entre organisations d'employeurs et de salariés ; ou bien disparaîtront dans les milieux professionnels le goût du contrat et le sens des responsabilités. »

Les grèves de 1955 ne s'expliquent-elles pas par une lassitude parfois justifiée et ne sont-elles pas comme un dernier essai pour faire renaître le goût du contrat et le sens des responsabilités ?

François Sellier.

Vent d'automne pour M. Butler

Devant la persistance de l'inflation en Grande-Bretagne, et la faiblesse du sterling sur les marchés étrangers, M. Butler a présenté un nouveau budget à la Chambre des Communes à la fin du mois d'octobre. Nous sommes très loin aujourd'hui de l'optimisme officiel que traduisait le budget pré-électoral du mois d'avril, et le chancelier de l'Echiquier essaie de compenser par une augmentation générale de 20 % des impôts indirects les réductions de l'impôt direct décidées en avril. Les prix des biens de consommation taxés — et il s'agit essentiellement des biens de consommation durables — on été plus ou moins augmentés suivant l'importance relative de la taxe d'achat déjà imposée. En outre, l'impôt sur les dividendes a été augmenté de 22,5 à 27,5 %. Sur le plan des économies, les subventions budgétaires pour la construction des maisons par les autorités locales sont réduites, et il est aussi demandé à ces autorités de ne pas accroître leurs dépenses en capital par rapport au taux de l'année financière 1955-1956. Telles sont les grandes lignes de la politique économique que M. Butler propose pour restreindre la demande intérieure et par conséquent diminuer les importations tout en incitant les producteurs britanniques à exporter davantage. Dans une période d'expansion des échanges internationaux, il est inquiétant pour la Grande-Bretagne de voir ses importations croître plus rapidement que ses exportations, et ses réserves d'or et de dollars diminuer régulièrement depuis plus d'un an et passer de 3.000 millions de dollars en juin 1954 à 2.297 millions de dollars au 31 octobre 1955.

Les remèdes déflationnistes ainsi proposés par M. Butler ont mécontenté tout le monde, y compris les conservateurs qui n'ont pu qu'avaler la pilule qui leur

était proposée. Ce n'est pas de gaîté de cœur que l'on admet une hausse générale des prix, surtout quand cette hausse intéresse un grand nombre d'ustensiles ménagers. Au lendemain de la présentation du budget, certains journaux ont affiché en manchettes : « M. Butler opère un raid sur les cuisines. » En fait, une traduction moins fidèle mais plus exacte serait : « La ménagère en danger! » Un tel slogan n'est guère favorable à la réputation d'un Chancelier de l'Echiquier, même si la hausse des prix dont il est responsable démontre à quel point il a compris toute la rigueur de l'analyse économique d'après laquelle la hausse des prix n'est que la conséquence d'une situation d'inflation et constitue le mécanisme automatique rétablissant l'équilibre entre l'offre et la demande globale. M. Butler a une vocation d'homéopathe, puisqu'il n'hésite pas à faire monter la fièvre pour supprimer le mal.

Les travaillistes n'ont pas manqué d'exploiter à fond l'occasion qui leur était offerte de porter enfin un coup sérieux au prestige d'un Chancelier de l'Echiquier qui, jusqu'à cette date, n'avait connu que des succès, et qui est en outre un politicien redoutable. M. Butler a reconnu lui-même qu'il espérait davantage de la hausse du taux de l'escompte décidée en février. En fait, il a fallu renforcer cette politique monétaire traditionnelle par un ordre du *Treasury* demandant aux banques de réduire leurs avoirs liquides de 10 % d'ici la fin de l'année. Prenant la parole pour l'opposition, à la Chambre des Communes, M. Gaitskell n'a pas ménagé son collègue conservateur et a même mis en doute son honnêteté politique. La violence de M. Gaitskell a beaucoup étonné, car ni le ton ni le vocabulaire n'étaient vraiment réconciliables avec la bienséance britannique que seul M. Bevan avait jusqu'alors périlleusement bravée. Les travaillistes n'ont pas pardonné à M. Butler ce fameux budget pré-électoral d'avril, qui, disent-ils, par ses réductions sensibles de l'impôt direct au profit des classes

moyennes a assuré le succès des conservateurs aux élections générales du mois de mai. Cette tactique serait d'autant plus condamnable qu'elle a été la cause d'un accroissement de la pression inflationniste dont la Grande-Bretagne fait aujourd'hui les frais. Rien n'autorisait un budget inflationniste en avril, a pu dire M. Gaitskell, alors que le gouvernement poursuivait non sans raison une politique monétaire déflationniste. Enfin l'argument le plus convaincant du point de vue socialiste fut le suivant : reprendre par l'impôt à la consommation l'argent distribué par les réductions de l'impôt direct est un procédé profondément injuste pour les classes les plus pauvres de la population, d'autant plus que les revenus les plus élevés avaient bénéficié d'un taux de rabais plus important que les revenus plus faibles. M. Butler aurait donc agi comme un réactionnaire et déclenché ainsi une nouvelle « lutte des classes » dont le concept est pourtant fort étranger aux préoccupations habituelles de la droite travailliste que représente M. Gaitskell.

M. Butler a déçu par ce nouveau budget tardif et fort discuté, tandis que M. Gaitskell a étonné par la violence inhabituelle de ses propos. La presse conservatrice et libérale n'a pas manqué de souligner que la succession de M. Attlee étant pratiquement ouverte, M. Gaitskell a abandonné le ton académique qui lui est familier pour revêtir l'armure du politicien candidat à la direction du parti travailliste. M. Butler a servi de cible, et il a été criblé de coups sous les applaudissements enthousiastes des députés travaillistes. On est en droit de se demander jusqu'à quel point ces coups ne rebondissaient pas quelque peu sur M. Morrison qui, lui aussi, aspire à remplacer M. Attlee. Répondant aux attaques de son collègue, M. Butler n'a pas hésité à faire remarquer avec beaucoup d'ironie que M. Gaitskell avait considérablement accru ses chances de devenir « leader du parti travailliste ».

Parmi les critiques faites par l'ancien Chancelier de l'Echiquier du gouvernement travailliste, les conservateurs et les libéraux ont remarqué avec inquiétude l'allusion directe aux revendications de salaires qui risquent de s'accentuer avec la hausse générale des prix résultant de ce nouveau budget. Etait-ce une invitation voilée aux dirigeants syndicaux afin de les encourager à multiplier leurs exigences ? De nouvelles grèves et de nouvelles augmentations de salaires accroîtraient les difficultés présentes et renforceraient la méfiance qui s'est déjà manifestée à l'étranger vis-à-vis de la livre sterling. Or, il est impératif d'éviter une fuite devant la livre pour maintenir le rôle international de la place de Londres. M. Gaitskell a donc été fort critiqué pour n'avoir pas hésité à « compromettre » le redressement économique de son pays afin de mieux servir un intérêt partisan. Une telle attitude est en dehors des « règles du jeu » parlementaire en Grande-Bretagne, et finalement on a oublié les faiblesses de l'économie politique de M. Butler pour faire le procès de la politique personnelle de M. Gaitskell. Alors que pendant longtemps il fut bien difficile de savoir ce qui pouvait différencier M. Butler de M. Gaitskell, et que l'on parlait surtout de « M. Butskell », on assiste aujourd'hui à la fin d'un mythe. Il est vrai que déjà s'en crée un second : « M. Gaitvan ». M. Gaitskell ayant révélé une éloquence aussi brutale et aussi impitoyable que celle de M. Bevan, un journaliste du *Financial Times* n'a pas hésité à faire naître ce nouveau personnage schizophrénique. Il est cependant peu probable que ce style progressiste devienne celui de M. Gaitskell qui nous paraît encore plus éloigné du socialisme et des méthodes de M. Bevan que du conservatisme très modéré de M. Butler. Si le budget d'automne devait permettre au parti travailliste de se ressaisir et de définir enfin une politique socialiste nettement distincte de celle des conservateurs, si l'écart entre les bevanistes et l'aile

droite du parti devait être peu à peu comblé, M. Butler aurait ainsi rendu un grand service au parti actuellement dans l'opposition. Après la critique, M. Gaitskell devrait donc s'attaquer au plus difficile, et bâtir ce programme qui a fait cruellement défaut aux travaillistes lors des dernières élections.

Londres, 19 novembre 1955.

MAURICE NIVEAU.

Unité syndicale et syndicalisme chrétien en Allemagne Occidentale

Le 11 octobre 1955, à l'occasion du dixième anniversaire de la renaissance du syndicalisme en Allemagne, le bureau du D.G.B. (Deutscher Gewerkschaftsbund) lançait un appel pour le maintien de l'unité syndicale. Au même moment se créait à Essen un « Comité pour la création d'un mouvement syndical chrétien ». Le 30 octobre était créé le C.G.B. (Christliche Gewerkschaftsbewegung). Le 19 novembre était convoqué en présence de représentants de la C.I.S.C. (Confédération Internationale des Syndicats chrétiens) un Congrès constitutif du C.G.B.

Avant 1933 l'Allemagne n'avait jamais connu l'unité syndicale et la reconstitution du syndicalisme allemand dans le cadre d'une centrale unique était sans doute un des traits les plus originaux de l'Allemagne nouvelle[1]. Rapidement le D.G.B. devenait le plus puissant mouvement ouvrier d'Europe occidentale (avec plus de six millions de membres).

Malgré les bruits répandus par les « scissionistes » d'aujourd'hui, qui font état de pressions alliées sur...

1. Sur « les Syndicats ouvriers allemands après la guerre (de 1914-1918) », voir l'importante étude de M. Goetz-Girey.

l'épiscopat allemand, l'unité résultait d'un mouvement spontané des anciens syndicalistes et de la volonté délibérée de leurs dirigeants ayant travaillé en commun dans l'émigration ou collaboré à la préparation de la tentative de renversement du régime hitlérien en juillet 1944. Depuis dix ans bien des heurts se produisirent entre vieux syndicalistes, d'autant plus que les problèmes de la cohabitation étaient très délicats : la tradition syndicale allemande n'ayant jamais connu les distinctions admises par le syndicalisme français entre l'action politique et l'action syndicale (liens financiers avec les partis, cumul des mandats, etc.). L'opposition entre la C.D.U. (parti du chancelier Adenauer) et le S.P.D. (parti socialiste), qui a les sympathies de l'énorme majorité des syndicalistes, ne facilitait pas la fusion des éléments venus du vieux syndicalisme chrétien et de ceux qui étaient issus des anciens syndicats libres de tendances ouvertement socialistes. A plusieurs reprises depuis quelques années il avait été question de ressusciter les syndicats chrétiens : chaque fois les artisans de l'unité, en particulier Arnold, devenu ministre-président du Land de Rhénanie du Nord-Westphalie, Kaiser, ministre d'Adenauer, Foescher, vice-président du D.G.B., et Thea Harmut, responsable des « femmes » au D.G.B., tous anciens militants « chrétiens » s'étaient employés avec succès à éviter la rupture. Il semble bien que chez les jeunes venus à l'action syndicale après la guerre les difficultés étaient moins grandes, sinon inexistantes.

Il ne manquait pas d'éléments socialistes pour affirmer que la part faite aux « chrétiens » dans le domaine des responsabilités syndicales était supérieure à leur importance numérique réelle et qu'en tout cas les concessions consenties au plan de la pensée et de l'action syndicale risquaient rapidement d'émasculer le mouvement ouvrier allemand et de l'empêcher de lutter efficacement contre « la restauration capitaliste ».

Ils en voulaient pour preuve l'évolution au D.G.B. depuis un an en particulier et le déroulement de « l'affaire Agartz ».

Le Dr Viktor Agartz, principal responsable du W.W.I. (Institut d'études économiques des syndicats, à Cologne) et considéré comme l'un des porte-parole de la tendance « radicale » (entendez extrémiste) au sein du D.G.B., avait présenté et fait adopter au dernier congrès confédéral (octobre 1954) un important rapport analysant les conditions de la « Restauration » et définissant l'action syndicale en fonction de la lutte contre cette « Restauration », sans en négliger les aspects politiques (lutte contre la remilitarisation, etc.) [2].

Un religieux spécialiste des questions sociales, le P. Nell-Breuning, connu jusque-là pour ses sentiments favorables à l'unité syndicale, publia une violente brochure contre Agartz. Un collaborateur d'Agartz répondit sur le même ton. Le bureau du D.G.B. désavoua cette réponse. Cependant les affaires s'envenimèrent d'autant plus que certains qui ne songeaient qu'à tirer les marrons du feu déclenchèrent une violente campagne : questions personnelles, ragots, lettres anonymes... rien ne manqua. Finalement le D.G.B. décida de mettre en « congé syndical », un an après leur succès au Congrès, Agartz et ses principaux collaborateurs, dont certains comme le jeune Théo Pirker étaient connus en France par leurs travaux, enquêtes et articles syndicaux et apparaissaient comme les porte-parole des éléments les plus sains de la nouvelle génération allemande.

En jetant du lest les dirigeants du D.G.B. avaient cru mettre un terme aux menaces de scission du côté dit « chrétien » : effectivement, Kaiser, Arnold, Foescher avaient satisfaction. Mais c'était compter sans

2. Ce rapport a été traduit et étudié dans la Revue *Documents* et dans les *Cahiers des Groupes Reconstruction.*

les intrigues des adversaires de l'unité syndicale : intrigues patronales (les circulaires de l'Institut des Industries allemandes à Cologne, filiale du Syndicat patronal, en font foi), intrigues internationales (le C.I.S.C. cherche depuis longtemps à reconstituer en Allemagne des syndicats chrétiens qui avant 1933 constituaient un des bastions, financier en particulier, de la Centrale Internationale Chrétien[3]), intrigues de politique intérieure allemande enfin.

Jusqu'ici le chancelier Adenauer avait toujours mis son autorité au service du maintien de l'unité syndicale tout en faisant périodiquement planer des menaces de scissions ayant pour but de neutraliser l'opposition du mouvement ouvrier à sa politique. Or le chancelier depuis plusieurs semaines est malade, ses adjoints n'ont pas sur les « instruments » de sa politique son autorité... Il est d'ailleurs significatif que les députés démocrates chrétiens qui sont à l'origine de la création de la nouvelle centrale (Even, Winkelheide, Voss) sont des personnages de petite importance face aux Arnold, Kaiser, Foescher demeurés fidèles à la politique du chancelier et en l'occurrence à l'unité syndicale.

Il est trop tôt pour juger des conséquences intérieures et internationales de l'initiative prise à Essen. Face à la puissante machine du D.G.B., que pourra faire le C.G.B., à moins qu'il n'obtienne des concours financiers substantiels du côté de la C.I.S.C. et du côté patronal et surtout un appui total des organisations confessionnelles catholiques et protestantes ? Sur ce second point

3. On se souvient de l'intervention personnelle et vigoureuse de Gaston Tessier, président d'honneur de la C.F.T.C. et président de la C.I.S.C., contre les « minoritaires » de la C.F.T.C. au Congrès d'Asnières en mai 1955. Les minoritaires plaidèrent la non-intervention dans les affaires syndicales allemandes considérant que la division syndicale est, en France, une « situation de fait » à un moment donné et qu'on ne saurait ériger cette division en « principe » valable pour l'avenir dans d'autres pays.

il faut noter d'une part les hésitations de la hiérarchie catholique et sa grande prudence qui s'explique par l'opposition entre le groupe Arnold et le groupe Winkelheide, d'autre part l'opposition ouverte de l'écrasante majorité des organisations et des chefs protestants.

L'article paru dans *Junge Stimme* (22 octobre 1955) journal des jeunesses protestantes est très caractéristique de l'opinion de beaucoup d'éléments réfléchis aussi bien protestants que catholiques.

« Une scission serait insupportable, déjà parce qu'elle opposerait les chrétiens et les socialistes. Peut-on aujourd'hui qualifier à la légère un socialiste d'antichrétien ? et n'y a-t-il pas assez de chrétiens qui se reconnaissent socialistes ?...

« Dans cette brûlante question de l'unité syndicale nous posons encore une fois le problème de la démocratie... » « ... nous disons que c'est une mauvaise méthode que de faire éclater le D.G.B. »

Le langage du *Michaël* (6 novembre 1955), journal de jeunes catholiques, n'est pas très différent.

JEAN PERROT.

Démystifions

La troupe de Mogador ou du Casino de Paris débarque au Japon et se présente comme l'Opéra-Comique.

Renversez les termes et vous serez bien en deçà de la réalité, qui dépasse toujours la fiction, car une opérette à grand spectacle ou un excellent programme de music-hall est bien plus proche de la salle Favart que le genre de théâtre pratiqué par la compagnie de Mme Tokuho Azuma. Le dessein de cette chronique

n'est pas de reprendre un exposé qui a été fait ailleurs, en son temps, afin d'éventer ce qui est bel et bien, en français, en japonais, comme dans toutes les langues, une supercherie. Avec la timidité qui caractérise l'incompétence lorsque d'aventure elle prend conscience d'elle-même, une lecture très attentive du programme a pu discerner je ne sais quelle nuance qui permettrait à l'organisateur de la tournée de tirer son épingle du jeu. Il reste que les colonnes Morriss de la ville et la publicité font prendre aux Français des vessies pour des... lanternes japonaises.

Nous avons été deux à dénoncer, en « avant-première », comme on dit dans le jargon journalistique, cette mystification qui ne peut que faire le plus grand tort à la cause japonaise. J'apprends à l'instant que l'*Asahi,* l'un des deux grands journaux de Tokyo qui tire à cinq ou sept millions d'exemplaires, a reproduit, en le faisant sien, l'article le plus sévère.

Je tiens par ailleurs de la plus haute autorité nippone en matière de critique dramatique, cette parole qui s'imprimerait difficilement en japonais, mais qui se laisse écrire en français, langue moins policée, comme on envisageait la possibilité d'une tournée d'authentique kabuki à l'étranger : « En France, on pourrait peut-être essayer, mais aux Etats-Unis il suffit bien qu'on envoie Mme Azuma. » Un détail qui en dit long sur l'inauthenticité de cette manifestation : lorsque la presse japonaise a mentionné la tournée américaine de cette troupe composite, qui ne pourrait pas présenter à Tokyo le spectacle qu'elle nous impose, elle a évité d'employer les caractères chinois et n'a cité « Azuma Kabuki » qu'avec l'écriture phonétique, comme on ferait pour une chose étrangère.

La vérité est que cette troupe qui a remporté, au début de l'année dernière, un succès triomphal au *New Century Theatre* de New-York, a reçu un accueil beaucoup plus réservé en septembre au *Covent Garden* de

Londres où, toute question de goût mise à part, l'initiation à la culture japonaise est autrement poussée.

L'expérience parisienne est mêlée. Sans être délirante comme à l'Opéra de Pékin (dont le vrai kabuki aurait pu donner l'équivalent) la générale a été cordiale. Mais à qui allait cette sympathie : au peuple japonais, qui mérite bien notre admiration et notre amitié, à ces personnages qui provoquaient au moins une impression de dépaysement, ou bien à l'art lui-même? Je crois que les applaudissements signifiaient surtout l'ignorance de ce détestable public des répétitions générales.

Si la critique s'est avérée impuissante, la littérature des échos fut délirante.

L'avant-première la plus saugrenue nous fut offerte par un Immortel frais émoulu et va bien réjouir la presse de Tokyo.

M. Jean Cocteau a donc procédé à la purification de la scène du théâtre Hébertot. Le sel joue, en effet, un grand rôle, dans la purification de tous les lieux où il se passe quelque chose. J'ai vu, par exemple, jeter du sel avec beaucoup de solennité sur le ring de lutte par les mastodontes du *sumo*. On ne voudrait désobliger personne, mais c'est un rite qui est également pratiqué, en certaines circonstances, dans les maisons de prostitution.

Quant à la critique, il faut la plaindre : elle est obligée de traiter de tout. On ne lui laisse pas le droit de dire : « Je n'ai jamais fréquenté le théâtre japonais. Incapable d'en parler en connaissance de cause, je vais vous entretenir ce soir du dresseur de cochons au cirque Médrano. »

Or, le spectacle, au plan qui est le sien, était médiocre. Aucun Japonais moyen qui fréquente le *Miyako odori* de Kyôto, par exemple, n'en pourrait douter. Mais vous n'en saurez rien parce qu'aucun ami du Japon n'exprimera cette vérité déplaisante.

De là à publier qu'on ne peut plus monter qu'en chaussettes sur la scène de M. Jacques Hébertot il n'y a pas loin et cela fut imprimé à plus d'un million exemplaires. Autant dire qu'on ne peut entrer en chaussures dans n'importe quelle maison japonaise parce que les pièces sont sacrées. La vérité est moins ténébreuse : Mme Azuma avait apporté son plancher, comme la troupe de Nô — authentique celle-là — que Venise reçut à l'occasion du VII[e] centenaire de la naissance de Marco-Polo, avait apporté ses planches sur lesquelles il serait aussi grossier de poser la semelle que de marcher sur une table.

Mais le plus cocasse fut d'habiller M. Cocteau d'un kimono dont la presse a répété qu'il était « à fleurs ». Cela m'avait donné un coup ; un kimono à fleurs aurait été celui d'une femme. Comme on s'est plu à souligner combien l'académicien Cocteau portait ce vêtement avec grâce et naturel, c'était tout à fait piquant. La photographie de cette mascarade, dont le présentateur de la télévision a dit qu'il n'y avait pas de quoi rire — nous n'allons tout de même pas pleurer! — montre qu'il ne s'agit pas d'un kimono mais d'un habit de théâtre. Comme si l'Administrateur du Français recevant, au Foyer de Molière, un hôte de marque l'affublait du costume du *Bourgeois Gentilhomme*. Je suis très gentil de ne pas écrire : *Sganarelle*.

Avant de quitter les japoniaiseries parisiennes pour revenir à M. Jean Cocteau, un mot sur un livre dont le P. Maydieu m'avait demandé de rendre compte dans cette Revue. J'avais répondu à notre ami qu'il n'y avait pas de quoi. Mais puisqu'il s'agit de démasquer quelques mystifications franco-nippones, un mot là-dessus ne sera pas déplacé.

Cet ouvrage s'intitule : *Crépuscule sur le Japon*. Mettez-le sous les yeux d'un Japonais qui peut lire ces quatre mots dans leur traduction, et vous assisterez à

un phénomène d'ébahissement et peut-être, si vous êtes familier, de fou rire.

L'éditeur de *Crépuscule sur le Japon,* en effet, n'a pas résisté à la tentation de transcrire le titre en caractères chinois. Nous avons tous fait cela : les idéogrammes sont si décoratifs! (Je regrette que la typographie de cette Revue soit rebelle aux caractères.) Les voici, du moins, phonétiquement transcrits : *Nihon,* qui est le nom du Japon, comme chacun sait ; *kugayaku* qui signifie éclairer, illuminer ; *shokô* : lumière de l'aube. *Crépuscule du Japon* est devenu : *Eclat de l'aurore illuminant le Japon.*

Comment se fait-il que l'élection de M. Jean Cocteau à l'Académie française m'évoque cet hallucinant tableau de Toulouse-Lautrec *Le cabinet particulier* qui vient de traverser la Manche avec la collection impressionniste de Samuel Courtauld, pour camper au Musée de l'Orangerie. Sauf erreur, le modèle de ce portrait s'appelait à l'époque, qui était belle, dit-on, une *pierreuse.* Celle-ci était arrivée loin dans la phase du déclin et le maquillage outrageant soulignait cruellement son état de décomposition. Il avait suffi au peintre de mettre à droite, contre le bord de sa toile, une petite tranche du visage de son compagnon pour qu'on sache que le vieux noceur est assorti. L'équilibre est confié à une troisième nature morte : dans un compotier, des poires.

Au fait, je vous parle de cette fameuse élection académique. Vieillie, racornie, la vieille dame du quai Conti encore pantelante d'un récent règlement de comptes avec l'un de ses fils les plus chers, avait un besoin urgent d'une drogue qui pouvait lui redonner un semblant d'éclat. Elle appela donc à elle le magicien, spécialiste en stupéfiants, qui pouvait seul procurer cette illusion. Jean Cocteau organisa le scandale qu'on attendait de lui. Il escamota Jérôme Tharaud dont il prenait la succession et pour lequel André Gide ne manquait pas

d'estime, et il fit l'éloge académique de Jean Genest, qui était là, au premier rang, accoudé sur le bicorne de M. Pierre Gaxotte. Le comité de lecture ayant censuré le nom de Jean Genest, le récipiendiaire le remplaça par une périphrase plus voyante : « Un immoraliste de mes amis canonisé par Jean-Paul Sartre... »

En vérité, je ne sais pas pourquoi la presse bien pensante a été si dure pour Jean Cocteau : il était semblable à lui-même. C'est à l'Académie qu'il fallait demander des comptes.

Picabia, qui a dû en faire l'expérience, prétend que si on lit Gide tout haut pendant dix minutes, on sent mauvais de la bouche. Quelle haleine fétide devait avoir le jeune académicien faisant l'apologie de Jean Genest sous la Coupole!

Une critique du *Judas* de Marcel Pagnol m'a valu une lettre anonyme. Ce n'était vraiment pas la peine de m'abreuver d'insanités pour lire tout de travers le grec de l'évangile selon saint Jean que *La Vie Intellectuelle* a cité dans son dernier numéro, page 59. Mon correspondant qui n'ose pas dire son nom me renvoie avec beaucoup de superbe à l'un de mes confrères, helléniste réputé. J'ai été humblement lui présenter le corps du délit et il se trouve que ma traduction est bonne. Cette lettre anonyme, postée à Avranches — dites-le avec des fleurs — a l'imprudence d'être manuscrite, de distinguer subtilement entre Loisy et Alfaric, de jongler avec le grec de la Koinè, qu'on ne pratique guère dans les établissements d'Etat, etc. Comme c'est difficile, les lettres anonymes!

M.-H. L.

★ La succession rapide des événements tant au Maroc qu'au Brésil a empêché nos correspondants d'écrire une chronique à laquelle ils ne pouvaient mettre — même provisoirement — un point final (N.D.L.R.).

AZIMUTS

Etre ou ne pas être.

Le 11 novembre 1855 mourait donc, à quarante-trois ans, Kierkegaard ; ce Danois mélancolique, sorte de Hamlet bourgeois et théologien, réussit une mort magnifiquement solitaire. Malgré ses répugnances réfléchies pour les manifestations publiques, il avait dû, quelques années auparavant, se séparer avec violence de l'Eglise officielle, à cela poussé par sa vocation de défendre l' « individu » et le christianisme contre toutes les sociologies. Cette vocation, qui correspondait admirablement à son caractère comme à ses expériences originelles, explique pour une part ses attaques contre l'impérialisme de la philosophie de Hegel, ce système digestif de la réalité chrétienne, contre Mynster, évêque c'est-à-dire haut fonctionnaire, manière de conservateur de l'Eglise, contre Grundtvig réformateur de l'Eglise, contre ce pauvre exalté d'Adler, apôtre puis renégat de Hegel, et prêcheur d'une nouvelle révélation.

Peu de penseurs ont su vivre pareille cohérence existentielle à travers autant de contradictions historiques. Posthume, il n'est pas moins paradoxal que vivant. Il convertit deux de ses traducteurs et biographes allemands, l'un pasteur luthérien, qui ne le lui pardonnera pas, à l'athéisme militant, l'autre, Théodore Haecker, du protestantisme au luthérianisme. Il est moins lu chez lui que sur le reste du continent. De l'avis de certains observateurs protestants, il est mieux apprécié des catholiques que de ses coreligionnaires.

On n'attend pas que je résume sa vie ni son œuvre : mon genre littéraire s'y oppose. J'utiliserai deux notes du dernier numéro (octobre) de *Theology Today* qui

lui a consacré un ensemble intéressant. La première est un article où Henning Hoirup (pp. 328-342) pousse un parallèle entre Kierkegaard et Grundtvig ; l'autre, un compte rendu important (pp. 380-388), par H. A. Johnson, d'une récente traduction anglaise du livre sur Adler, intitulée : *Autorité et révélation.*

Grundtvig, tel qu'il nous est ici dépeint, ne manque ni de grandeur ni de charme. Pasteur, poète religieux, historien, la personnalité la plus influente du romantisme danois, il avait vingt-sept ans quand, vers 1810, déjà célèbre, il se demanda : d'où vient la maladie de l'Eglise, d'où vient que dans la maison de Dieu ne retentit plus la parole de Dieu ? — Retiré du ministère, il mit une quinzaine d'années à trouver la réponse.

Pour secouer le joug de la « papauté rationaliste », il eut d'abord recours aux yeux de Luther pour scruter les Ecritures. Ce fut pour découvrir qu'une nouvelle hiérarchie : la « papauté exégétique », s'était, sous le couvert du principe scripturaire, substituée à celle qu'avait combattue la Réforme, avec les mêmes comportements oppressifs, le même mépris pour le laïcat, « ceux de la chair », la troupe sans consécration. Spécialiste de l'Ecriture, les clercs avaient pris en charge la garde de l'Eglise, dont cependant la foi et la confession ne reposaient nullement sur leurs exégèses variables.

Alors finalement un bon ange me souffla : « Pourquoi chercher parmi les morts celui qui est vivant ? Vous, maître en Israël, ne savez-vous pas où trouver le peuple chrétien, lorsque vous voulez l'entendre témoigner de sa foi ? »

Les Réformateurs, donc, avaient mal compris la nature de l'Eglise. Ils ne prirent pas garde au fait qu'elle reposait « sur le témoignage vivant transmis de bouche en bouche, dans les gestes institués par le Seigneur, et non pas sur l'Ecriture... Nous n'avons pas trouvé l'Eglise dans l'Ecriture, mais l'Ecriture dans l'Eglise » ... Le problème « qu'est-ce qui, dans l'Eglise de Jésus-Christ, est original et inchangeable, où le trouvons-nous, comment l'assimiler de façon vivante ? » se résolvait ainsi par la conviction que le Seigneur, par sagesse et bonté, a mis l'éternelle parole de vie

dans la bouche de l'Eglise où elle est facile d'accès, au lieu de l'ensevelir dans l'Ecriture (pp. 332-334).

Il est notable que Grundtvig parlant de l'Eglise, utilise de préférence les termes qui en restreignent l'aspect social et visible à la congrégation locale, et revalorise le rôle des laïcs.

Cela signifie que Grundtvig rompt absolument avec la conception qui voit dans l'Eglise l'institution cléricale chargée de garder les peuples et les Etats par l'usage soit de la puissance politique, soit de la directive idéologique. La vocation de l'Eglise, c'est d'être le foyer de l'Esprit et de l'Evangile du Seigneur. Sa tâche est exclusivement définie par le fait qu'elle est le corps du Christ. C'est le groupe de tous ceux qui ont été mis dans le Christ; elle est donc faite pour servir, non pour régenter. « La voix de l'Eglise, on la trouvera là où elle a toujours été entendue : dans l'Eglise où le Seigneur crée et maintient son peuple par le baptême et la communion, afin de le sauver par son Evangile. »

Ainsi Grundtvig était amené à donner à l'Eglise une valeur prédominante, et la comprenant de cette sorte, à présenter un concept évangélique de l'Eglise décisivement différent de ceux du catholicisme et du protestantisme (p. 334).

Que cette ecclésiologie ait trouvé dans l'Eglise établie, l'église « baillante » quelque opposition, c'est, en sociologie religieuse où la logique est cependant si capricieuse, un événement prévisible. On interdit ses cantiques, d'ailleurs en vain. Ce n'est qu'en 1839 qu'il reprit sa prédication. Il mourut en 1872, décoré du titre d'évêque par le roi, laissant son nom à un mouvement religieux-populaire dont j'ignore la fortune.

La réaction, contre lui, de Kiergaard, paraît à première vue moins compréhensible. Ils avaient en commun la même rancœur contre l'Eglise d'Etat, qui vous fait un chrétien comme on fait un Danois, et utilise le christianisme pour moyen d'installation ou de puissance dans le monde. Mais Grundtvig voulait encore une Eglise, une Eglise « authentique », libérée de la tutelle de l'Etat et du clergé. Pour Kierkegaard c'est la notion

même d'Eglise qu'il refuse, car elle porte dans ses flancs, catholique ou protestante, la confusion de la chrétienté, incompatible avec ce qu'est pour Kierkegaard le christianisme du Nouveau Testament.

Le christianisme « individuel » de Kierkegaard paraît ponctuel, et ne pouvoir supporter les catégories de l'espace-temps inévitables dans une Eglise historique et sociale. Tout ce qui est historique relève selon lui de l'approximation, non de la certitude. Deux points seuls sont privilégiés : la subjectivité existentielle et son lieu de références, l'image du Christ, telle que les Evangiles la dessinent à la subjectivité de Kierkegaard, avec ses deux gros plans de rédempteur et de modèle. Recevoir l'expiation du Christ, pour accepter ses exemples, tels sont les deux comportements, qui, vécus dans la crainte et le tremblement, caractérisent le chrétien. Entre la durée évangélique et l'instant chrétien, le temps historique n'est qu'une parenthèse, sans intérêt. L'Eglise d'ici-bas n'est qu'un concept quantitatif et sociologique, non chrétien ; elle relève de la conscience psychologique avec toute l'infériorité attachée à ces mots. La réalité de l'Eglise est totalement eschatologique.

Selon Grundtvig, par contre, nous ne recevons pas le Christ qu'il ne nous ait d'abord reçus. L'Eglise est une réalité sotériologique (= de l'ordre du salut) ; elle n'est pas postérieure, mais antérieure au chrétien, comme antérieure à l'Ecriture.

Si fondamentale qu'elle soit, ce n'est pas cette opposition qui apparaît dans les arguments lancés par Kierkegaard contre Grundtvig. Sa cible est mieux définie, plus *ad hominem*.

« De même que jusqu'ici c'est à la Bible qu'on demandait de définir le christianisme, c'est à l'Eglise qu'on demande maintenant d'être la source de l'objectivité et de la certitude. Plus précisément, c'est la parole vivante dans l'Eglise, la confession de foi et la parole sacramentaire. » Kierkegaard

concède quelque mérite à la théorie de Grundtvig basée sur l'Eglise, qui est du présent, plutôt que sur la Bible, document du passé, dont le contenu ne peut être déterminé qu'avec une approximation variable par les interprètes successifs. « L'Eglise donc existe. A partir d'elle... nous pouvons définir ce qui est essentiel pour le chrétien : c'est le contenu de la confession de foi ecclésiale. » Très bien. Mais voilà que Grundtvig ajoute, « concernant cette Eglise, l'Eglise d'aujourd'hui, qu'elle est l'Eglise apostolique, et que c'est la même Eglise qui existe depuis dix-huit siècles. C'est là faire choir l'Eglise de la catégorie de l'existence dans celle de l'histoire, catégorie de l'approximation ». (On en revient à ce qu'ont fait ceux qui ont pris la Bible pour base.) Comme l'exprime dramatiquement Kierkegaard. « La parole vivante proclame l'existence de l'Eglise. Certainement; c'est inattaquable même au diable. Mais cette parole vivante ne proclame pas que l'Eglise existe depuis dix-huit siècles, qu'elle est demeurée essentiellement la même, et qu'elle demeure inchangée » (p. 338).

On ne peut nier la pertinence de la critique. A quelle logique recourra l'Eglise de Grundtvig pour montrer non qu'elle existe, mais qu'elle est celle des apôtres, si son *credo,* tout en l'affirmant apostolique, n'en donne pas des preuves, ou seulement des critères ? Si l'on veut partir de l'antiquité, il faut supposer que la Providence apologétique a fait parvenir jusqu'à nous les documents essentiels de chaque génération, jalons du développement, qui imposent d'eux-mêmes à la critique historique la signification qu'ils eurent pour leurs contemporains, aussi bien que celle qu'ils peuvent avoir pour nous. Est-ce utile, est-ce facile, à un protestant, d'aller ainsi du Jésus historique à l'Eglise historique ? Ou devra-t-on remonter de l'Eglise actuelle, offerte et acceptée pour divine, à Jésus, en suivant, le long d'une considération régressive, l'interprétation que l'Eglise inspirée donne à sa tradition ? Suffisent alors les critères de la divinité de l'Eglise actuelle. C'est d'apparence le moyen court, si l'on aime les preuves. Mais je doute que ces deux voies, progressive et régressive, s'ouvrent à un luthérien, qu'il soit grundtvigien ou kierkegaardien,

ou qu'il ne soit ni l'un ni l'autre, pour des raisons que donne notre auteur dans une conclusion en flèche de Parthe.

Un essai de compromis entre ces deux conceptions n'aboutirait qu'à de la confusion. Les méditer toutes deux, c'est naviguer entre Charybde et Scylla. Nous devons être sur nos gardes contre la dangereuse sécurité de l'objectivité (sacramentalisme), aussi bien que contre le mortel isolement de la subjectivité (p. 342).

Il doit falloir être né « mystérien » pour comprendre ou sentir ce qui reste. J'ai idée qu'un catholique accepterait volontiers l'essentiel de Grundtvig et de Kierkegaard, les croyant conciliables comme Manning et Newman, ou comme l'indicatif et l'impératif, chers à Bultmann, des épîtres pauliniennes.

Avant de quitter Kierkegaard, j'aimerais le défendre contre le grief qu'on lui adresse souvent, comme à Newman, de s'être désintéressé des grandes crises de la civilisation. Quelques phrases du compte rendu du livre sur Adler suffiront, je pense, à montrer une fois de plus qu'il y a plusieurs manières d'être social. Selon Kierkegaard :

l'autorité est la dernière des choses dont notre époque veut entendre parler. Politique ou religieuse, on n'en veut plus. Apparemment, cette attitude a le doute pour origine. En fait, c'est bien plutôt l'insubordination. Poussés par une croyance superstitieuse dans le pouvoir salvifique et béatifique de l'intelligence, les hommes voudraient que tout soit à la mesure des mains levées pour voter ou des poings dressés pour combattre... Ou bien l'on dissout par des théories toute religion, ou bien on veut fonder une nouvelle religion. Ce que serait cette nouvelle religion, (certains écrits de Kierkegaard) le décrivent, ou comme une foi idolâtre en la démocratie — basée sur les doctrines jumelles de l'homme perfectible et du progrès inévitable —, ou comme une forme quelconque, inspirée de Hegel, de communisme totalitaire. Et voici la prophétie de Kierkegaard : à moins de regagner l'homme au christianisme, le passage sera fatal de la monarchie, par la démocratie, au communisme, c'est-à-dire à l'abdication de soi et à la monstrueuse standardisation et

enrégimentement de la vie... L'homme qui abolit un absolu aura tôt besoin d'un nouvel absolu, et Kierkegaard a prévu ce que serait cette nouveauté : un Etat qui exige de ses citoyens une soumission non critique, un conformisme inconditionné, un religieux dévouement jusqu'au sacrifice... Que l'on soit ou non d'accord avec l'analyse de Kierkegaard, cela devrait à jamais l'absoudre du grief d'indifférence aux mouvements politiques et sociaux de son temps. Il affirme lui-même qu'à la base de son activité littéraire prise en sa totalité, c'est son intérêt pour la crise de civilisation qu'il faut mettre, et c'est seulement en comprenant sa peur du communisme qu'on peut comprendre sa perpétuelle insistance sur « l'Individu ».

Evidemment, le communisme redouté de Kierkegaard vers 1848 est une catégorie mouvante, dont notre communisme n'est qu'une espèce fixée : des régimes puissamment antisoviétiques en portent des traits et tendances. Pareillement, le christianisme auquel il veut regagner les hommes n'est pas celui que vantent les diverses confessions, mais, comme on l'a vu, celui qu'à travers les diverses sociétés religieuses, à travers les divers universels concrets, réalise (sans les faire, — à moins de vocation extraordinaire, — exploser) le chrétien individuel.

Bien sûr, ce chrétien individuel, vécu par Kierkegaard, exigeait, me semble-t-il, au départ du moins, un certain nombre de cautions fort bourgeoises, quelques rentes, quelque culture théologique et autre, un appartement, la possibilité de faire coexister en soi plusieurs pseudonymes existentiels. A la lecture on cesse vite de sourire. L'ironie kierkegaardienne est bien proche de l'humour héroïque de Socrate, comme ses développements évoquent parfois l'impitoyable pied-à-pied des *Dialogues*. Surtout le problème, à l'instant posé par lui, demeure ouvert.

A.-Z. SERRAND.

MAURICE UTRILLO

Depuis que Maurice Utrillo est mort, de nombreux articles « nécrologiques » ont paru à son sujet. Nous soulignons ce mot, car il correspond à une mentalité spéciale qui, dans son cas particulier, ne s'est pas révélée très délicate ni très juste. Voici longtemps déjà qu'il fut la proie des « historiens », des exploiteurs d'histoires malsaines : toujours on parla de ses « vices », s'attachant à expliquer (ou plutôt à salir) son génie par les aspects attristants de sa vie, de son caractère, de sa psychologie. Certes Utrillo fut un malade ; est-il raisonnable, est-il rationnel de vouloir à tout prix définir sa qualité de peintre par l'exaltation de ses faiblesses physiques ou psychiques ? Le génie est-il à ce point terrifiant pour le public qu'il faille à ses yeux l'excuser ou l'abaisser en faisant appel à des tares que les pharisiens jugent ignominieuses ? Est-il indispensable de donner bonne conscience à ceux qui en secret le haïssent ou sont incapables de le reconnaître ? Et cela au prix répugnant de l'avilissement d'un être dont on redoute l'exemple ou la leçon ?

La vie de Maurice Utrillo est trop connue, a été trop décrite pour que nous en reprenions le récit. C'est sur l'homme et l'artiste que nous voulons ici attirer l'attention. L'artiste avait du génie. L'homme était un enfant. La même pureté confondait les deux aspects. Irresponsable d'une hérédité cruelle, irresponsable d'une grâce divine de créateur à laquelle il s'abandonnait sans résistance, il doit, comme Van Gogh, passer à la postérité comme le détenteur de cette étincelle divine qui demeure plus évidente au cœur de certains hommes, l'étincelle de la création. Quasi abandonné, puis exploité sa vie durant, Utrillo n'avait au monde qu'un refuge, qu'un amour : la peinture. Heureusement, on ne réussit pas à l'en dégoûter, bien que vers la fin de sa vie, à

un ami qui lui demandait si cela l'amusait encore de peindre, il ait répondu : quelquefois!

Utrillo était un enfant ; il en avait les craintes et les élans, la concentration dans son jeu ; un enfant bon et doux, aux yeux limpides, qui aimait sourire et qu'on lui sourît. Il en avait aussi ce mysticisme profond et un peu naïf qui lui faisait porter quelques vénérations particulières, à sainte Jeanne d'Arc par exemple, par l'intermédiaire de statuettes ou de médailles auxquelles il s'était attaché. Il était encore en âge d'enfant lorsque lui fut mis entre les mains de quoi peindre ; la passion qu'il manifesta pour ce « passe-temps » ne se démentit plus ; soit qu'il se glissât furtivement dans les rues escarpées de la Butte, soit qu'il posât son chevalet dans la campagne banlieusarde de Montmagny, soit simplement qu'il s'inspirât d'une carte postale médiocre, prisonnier à la tâche dans son atelier. Mais de l'enfant il avait la puissance d'affabulation, et son génie propre fut qu'elle se tournât vers les accords de tons.

Car c'est cela, le génie d'Utrillo : faire vivre des murs nus et tristes, des pierres grises et sales, de la boue, de la verdure, un peu de ciel. A un moment de sa vie, il aimait surtout peindre des églises ; que de petites églises de banlieues aura-t-il immortalisées sans les avoir jamais vues! Leur grande surface de façade, leurs murs d'esprit roman aux vides rares et discrets laissaient à son imagination le loisir de développer à sa guise des symphonies de tons exquisément accordés, d'une poésie poignante et simple dans la subtilité des relations de couleurs et de matière. Utrillo, certes, avait appris à peindre ; le contraire eût été incroyable dans son milieu. Sur une petite technique se bâtit tout son art. Il varia au cours de sa carrière, alterna empâtements et travail lisse, finesse de gris presque en camaïeu et clarté acide, parfois des verts, éclats de couleurs. Sur un dessin dont la mise en place et la construction méritent plus d'attention qu'on leur en accorde

généralement, il créait naturellement une harmonie colorée, non pas vision personnelle d'une nature extérieure, mais plus simplement projection du besoin intime et profond d'équilibre et d'harmonie de son âme en des tons qui correspondaient à ses états momentanés comme à ses tendances générales. Utrillo naïf ? Utrillo réaliste ? Faut-il lui coller une étiquette ? Alors, appelons-le impressionniste de l'âme, de lui-même.

Il n'était que de le voir peindre pour sentir combien il se donnait totalement dans son art ; c'était un refuge, une transfiguration, une renaissance spirituelle. Le coup d'œil furtif qu'il donnait au motif, comme à regret, par-dessus ses lunettes (lorsqu'il en porta) qu'il posait tout près du bout de son nez, puis le retour en soi, l'intense concentration du regard, de tout le corps qui ne tremblait plus, pour choisir sur la palette la matière appropriée, pour la poser sur la toile à côté d'une autre, le regard aussi de l'artisan calme et appliqué qui juge chacun de ses actes dans leur résultat immédiat, tout ce comportement donnait une impression de sérieux, de gravité, de sérénité qui semblait ressortir à un autre monde. Fra Angelico, disent à son propos bien des thuriféraires de qualité et de bonne intention ; peut-être, mais sans doute moins homme que lui, plus directement inspiré.

Utrillo, visionnaire unique des plus beaux jeux de la surface triste de Paris ou de sa banlieue vieillis avant l'âge, poète de la simplicité, de la pauvreté dans son immuable décor à l'échelle humaine, fut peintre de génie malgré sa maladie, contre son état physique. Abandonné à lui-même il se fût consumé comme un météorite ; soigné, il perdit certainement la permanence de son intensité créatrice ; mais jusqu'au bout il demeura Utrillo, retrouvant par instants toute la grandeur et l'éclat du génie qui avait fait sa gloire.

ROBERT VRINAT.

Chroniques

LIVRES

L'U.R.S.S. est-elle encore marxiste?

Il faut à coup sûr saluer comme un important événement la parution de l'ouvrage du R. P. Chambre : *Le marxisme en Union soviétique, idéologie et institutions*[1]. L'édition d'un livre scientifique dans un commerce qu'encombrent les œuvres de propagande appelle l'attention, surtout lorsque le livre s'attaque à un domaine qui n'était guère exploré auparavant.

Le propos de l'auteur pourrait grossièrement se résumer ainsi. Voici environ un siècle, deux penseurs, Marx et Engels, ont formulé une doctrine qui est une philosophie totale de l'homme et du développement de la société, une doctrine qui tranche sur beaucoup d'autres en ceci qu'elle apporte simultanément une idéologie et un programme d'action révolutionnaire, une pensée et une *praxis*. Ni Marx, ni Engels n'ont eu l'occasion d'assister au triomphe de leurs thèses, mais depuis 1917, le marxisme est devenu la doctrine officielle d'un pays qui occupe la sixième partie des terres émergées.

Qu'a donné cette doctrine appliquée dans les faits? Le P. Chambre fait porter son enquête — une enquête très fouillée à travers les documents soviétiques — sur trois grands

1. Édit. du Seuil.

secteurs : le droit (droit du mariage, droit du travail, droit de propriété et droit pénal) — la morale et la religion — enfin sur la théorie économique.

On sait au départ que l'auteur ne partage nullement les postulats du marxisme et qu'il examine l'évolution, non seulement d'un point de vue critique, mais aussi du point de vue d'une autre philosophie de l'homme et de la société. Mais l'originalité première vient d'un effort de compréhension que l'on ne trouve généralement pas chez les non-marxistes. En d'autres termes ce livre procède à la fois de deux démarches intellectuelles et c'est ce qui, pour beaucoup, en constitue le prix. Il examine d'abord les questions comme pourrait et devrait le faire un marxiste, il entre délibérément dans le système de pensée marxiste, et c'est à ce niveau qu'intervient la première critique : « Cette méthode, nous dit la préface, se situe délibérément à l'intérieur même de l'idéologie marxiste, elle pose la question de savoir si l'unité qui doit présider au développement (historique dialectique) est maintenue dans le passage nécessaire et inéluctable par les contraires. Elle pose donc la question du maintien de cette unité dialectique par delà les contradictions apparentes de l'heure. » La seconde critique est extérieure, normative. Elle permet au lecteur, et à l'auteur aussi de se situer lui-même par rapport à l'idéologie.

Que ressort-il de cette longue enquête ? On devine toutes les questions qui se posent, des questions qui en fait ont été posées depuis des décades par les adversaires du régime soviétique. Dès avant la révolution, les marxistes russes de diverses obédiences s'accusaient mutuellement de trahir la doctrine. Après l'installation au pouvoir de Staline, ses ennemis, et plus spécialement les trotskystes lui reprochèrent d'avoir abandonné une doctrine à laquelle il n'entendait rien, et d'instaurer dans les faits une contre-révolution.

Il est certain qu'un certain nombre d'institutions soviétiques actuelles et qu'une partie de l'idéologie officielle apparaissent fort éloignées de la pensée marxiste originelle. Pour Marx et beaucoup de ses successeurs immédiats l'économie politique en tant qu'idéologie, le droit, n'étaient-ils pas amenés à disparaître, et l'État ne devrait-il pas dépérir de lui-même dans la future société sans classe ? Il n'est que de regarder la réalité soviétique pour voir combien nous sommes

éloignés de cet idéal. Il y a un droit, et beaucoup plus étendu que dans la plupart des autres pays, il y a un État qui s'est sans cesse renforcé, et il y a maintenant la recherche d'une doctrine économique. Il semble même que sur un point essentiel, Staline ait pris quelques libertés avec les fondements du marxisme. Pour lui, certaines superstructures n'auraient plus un rôle secondaire comme le voulait Marx, mais elles bénéficieraient d'une place privilégiée. Les dernières œuvres de Staline, *A propos du marxisme en linguistique* et *Les problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S.*, montrent que ce « glissement » est délibéré. Certes la « base » reste essentielle, mais « une fois venue au monde (une superstructure) devient une énorme force active, elle aide sa base à se cristalliser, à s'affermir, elle prend toutes les mesures pour aider le nouveau régime à achever la destruction de la vieille base et des vieilles classes et à les liquider ». On aura déjà compris que la superstructure en question s'appelle le pouvoir politique.

Faut-il cependant poursuivre le procès d'infidélité au marxisme ? Il serait beaucoup plus exact de dire que, mis à l'épreuve des faits, le marxisme a révélé ses lacunes à ceux-là mêmes qui l'utilisaient. Tout occupés par l'économique — dont ils avaient analysé l'importance capitale — les fondateurs avaient négligé le politique. « Le politique s'est bien vengé », puisque les partisans du « dépérissement de l'État » ont été amenés à bâtir l'un des États les plus forts du monde. J'entends bien la réponse des marxistes, de ceux du moins qui se rallient à l'expérience soviétique. Nous n'en sommes pas, diront-ils, à la phase communiste prévue par Marx. Qu'importe alors le renforcement de l'État s'il doit n'être que provisoire ? Et qu'importe, sans doute, de créer une nouvelle religion communiste, ou si l'on veut une « religion de l'Histoire » — puisque le but est de « libérer » l'homme de toute aliénation religieuse ? Oui, qu'importe ? Mais pour y croire, il faut autre chose qu'une analyse purement scientifique. Il y faut quelque chose comme une « Foi ». N'est-ce pas précisément ce que refuse le marxisme ? Au point où il arrive, le marxisme, pour le survivre, doit contredire non seulement les autres, mais aussi se contredire lui-même.

BERNARD FÉRON.

Le drame de la Slovaquie

Dans un livre publié à Paris, Joseph-A. Mikus, membre de l'Institut slovaque de Cleveland, vient de présenter la thèse des « séparatistes » slovaques, — c'est-à-dire de ceux de ses compatriotes qui ne se résignent pas à l'intégration de leur pays dans le cadre « tchécoslovaque » et rêvent à la reconstitution d'un État slovaque indépendant [1].

Mikus défend sa thèse avec une âpreté qui rappelle le fanatisme de certains nationalistes irlandais ou croates. Il considère que l'Occident avait été induit en erreur sur la Slovaquie — d'abord par les Hongrois qui les avaient « subjugués » jusqu'en 1918, puis par leurs nouveaux maîtres les Tchèques. « Imaginant une prétendue unité de langue et de culture », ces derniers forgèrent selon Mikus, le « mythe d'une nationalité tchécoslovaque ». Or pour lui, la communauté tchécoslovaque n'est qu'une « création artificielle »; le peuple slovaque est une nation, c'est-à-dire — selon la définition de Jules Cambon — une « personne morale qui a une vie propre ». Mikus ne pardonne pas à Masaryk et à Benes d'avoir voulu dissoudre la nation slovaque dans une communauté factice où, tout naturellement — étant donné le retard technique de la Slovaquie sur la Bohême — les intérêts slovaques devaient être subordonnés aux intérêts tchèques. Prague a dominé Bratislava : voilà ce qui, aux yeux de cet avocat de la cause slovaque, justifiait l'action aux politiques qui, au cours des années 1937-1939, avaient prêté leur concours à la désintégration de la Tchécoslovaquie, souhaitée par Hitler.

C'est en partisan plutôt qu'en historien que Mikus retrace l'histoire de cette république slovaque de Mgr Tiso, sortie de l'arbitrage de Vienne et du démembrement de la Tchécoslovaquie, en mars 1939. Son livre constitue une plaidoirie plutôt qu'un exposé impartial des faits. Mais — bien que

1. Joseph A. Mikus, *La Slovaquie dans le drame de l'Europe*, Les Iles d'Or, Paris.

déformés — des faits s'y trouvent relatés en abondance; et tous ceux qui s'intéressent au problème complexe des nationalités d'Europe centrale, y découvriront une véritable mine d'informations utiles, ne serait-ce que sur l'état d'esprit d'une partie importante de l'élite intellectuelle et du peuple slovaque.

Car un fait est certain : malgré tous ses efforts tendant à industrialiser la Slovaquie et à atténuer l'inégalité de fait existant entre cette région et la Bohême-Moravie, le gouvernement actuel de Prague n'a pas réussi à désarmer le mécontentement slovaque. Le nationalisme et « l'antitchéquisme » y sont aussi virulents en 1955 qu'en 1938. C'est l'organe officiel du parti communiste slovaque, *La Pravda* de Bratislava elle-même qui l'a constaté dans un récent article, consacré « à l'influence des partisans de Hlinka sur les milieux ouvriers[2] ». André Hlinka, rappelons-le, a été entre les deux guerres le fondateur du parti autonomiste slovaque *Ludova strana*; il est présenté par Mikus comme un héros national. Or selon le journal communiste, les propagandistes des idées de Hlinka sont en plus en plus actifs en Slovaquie. Ils répandent partout le bruit suivant lequel les Tchèques ont un niveau de vie supérieur à celui des Slovaques; les fonctionnaires et ouvriers tchèques gagnent plus que les Slovaques et la vie, chez eux, est moins chère... Les chauvins slovaques insultent les touristes tchèques qui viennent passer leurs vacances dans les Carpathes de Slovaquie et se rendent ainsi populaires auprès des jeunes ouvriers qui, en majorité viennent des campagnes où ils ont été élevés justement dans cette mentalité « clérico-nationaliste »...

La propagande anti-tchèque trouve un terrain d'autant plus favorable en Slovaquie que l'industrialisation de ce pays se poursuit sous la direction de chefs d'entreprise, d'ingénieurs, de contremaîtres tchèques. C'est là une doléance déjà ancienne; on l'avait bien souvent entendue présenter avant 1938 par les nationalistes slovaques, bien qu'elle ne fût pas toujours justifiée. En effet, Mikus lui-même reconnaît, dans son livre, que la Slovaquie a été assez retardée dans sa civilisation matérielle. Sans l'aide de techniciens

2. *Pravda*, éditorial du 7 août 1955.

étrangers — en l'occurrence tchèques, la Slovaquie ne pourrait jamais s'élever à un niveau plus haut de la société moderne. Ce sont des professeurs tchèques qui forment à l'université de Bratislava les futurs médecins, professeurs et ingénieurs slovaques. Ce sont des géoloques tchèques qui explorent les richesses de la terre slovaque. Et comment pourait-il se faire autrement, puisqu'il n'y a pas de géologues, puisqu'il n'y a pas encore de savants slovaques en nombre suffisant pour les remplacer ?

Il est sans doute inexact de parler, à propos de la situation actuelle, d'une « colonisation » de la Slovaquie par les « communistes de Prague ». S'il y a colonisation, dans un certain sens du mot, elle s'étend à toute la Tchécoslovaquie. Mais ce qui rend le nationalisme anti-tchèque des Slovaques si acerbe, c'est — en dehors des inégalités de revenus et de différences de civilisation — une certaine incompatibilité de tempéraments, de caractères. Les Slovaques — même les plus pro-tchèques d'entre eux — n'aiment pas les Tchèques. Mikus cite un mot lancé par l'ancien président du conseil Miloslav Hodza, lui-même Slovaque modéré, aux Tchèques lors d'une discussion animée : « Nous autres, nous sentons même avec notre raison, tandis que vous, Tchèques, vous raisonnez même avec votre cœur. » Ce mot reste toujours valable. Les Slovaques qui sont des Slaves catholiques, paysans, compliqués, irraisonnables, pittoresques, trouvent rarement un contact humain avec les Tchèques qui sont rationalistes, utilitaires, civilisés et souvent bornés. Les Tchèques méprisent les Slovaques comme des barbares et les Slovaques considèrent les Tchèques comme des êtres sans âme. On comprend que certains communistes slovaques — Husşak, Novomesky et leurs amis — ayant partagé ces préjugés de leurs compatriotes, aient tenté en 1945 d'intégrer la Slovaquie à l'U.R.S.S., seulement pour la voir échapper à l'emprise des Tchèques.

La solution de ce conflit se trouvera-t-elle dans l'indépendance de la Slovaquie, réclamée par Mikus ? Ou bien les communistes tchèques et leurs camarades slovaques auront-ils le temps de fondre le nationalisme slovaque dans l'internationalisme qui leur est particulier ? L'avenir seul le dira.

François Fejtö.

LETTRES

Halldor Laxness, prix Nobel de littérature

C'est à un homme mal connu en France, passant dans son Islande natale pour tout le contraire d'un opportuniste, à la foi poète et pamphlétaire, romancier et essayiste, c'est à Halldor Laxness que, dans quelques jours, selon un cérémonial réputé, le roi de Suède va remettre le diplôme et le chèque du Prix Nobel de Littérature pour 1955.

Plus qu'aucun écrivain contemporain, sa patrie *a fait* Laxness. Voyez pourtant comme il parle d'elle : « La viande que nous mangeons en Islande servirait, ailleurs, à la pâtée des chiens. » Si on lui demande ce qu'est son pays, il commence par dire qu'on y a toujours été incapable de construire des cathédrales et des châteaux comparables aux châteaux ou aux cathédrales de France et d'Allemagne. On y gratte un sol maigre. On y pêche un poisson fameux qui, avec le mouton fumé, constitue l'ordinaire national... Mais les volcans ont élu domicile dans les rochers d'Islande; les geysers y jaillissent comme par jeu, les côtes de cette île perdue à la tangente du cercle polaire y ont le dessin des dentelles et la couleur des Noëls givrés. Cela n'expliquerait cependant pas tout Laxness si on oubliait que l'Islande est l'étonnant pays où les hommes sont naturellement et quasi universellement conteurs. Lecteurs aussi : ce peuple passe pour l'un des plus grands mangeurs de livres du monde.

Laissons donc Laxness reconnaître à ses compatriotes

une qualité dont il a su faire le trait essentiel de son génie : le goût de l'aventure épique, l'amour de la saga. Evoquant le paysage de l'île de Drango, qui veille à bonne altitude sur les landes de Skagafjord, il remarque qu'un peuple réaliste (et plus riche) y eût édifié une impressionnante forteresse, alors que le peuple islandais s'est contenté d'un château — un château de rêve, mais quel château! C'est, dit-il, la saga de Grettir.

Lui, dont nous ne connaissons l'œuvre que par une traduction — une saga précisément : *Salka Valka*[1] — il sait tout ce dont son art, et aujourd'hui son succès, est redevable à l'âme islandaise. Salka Valka est le conte d'une petite fille d'Islande abandonnée de tous sauf de sa mère, mais sa mère est elle-même en butte à l'hostilité ou à l'indifférence de la nature et des hommes. La faim accompagne les deux femmes, le froid les chasse de partout. Et quand elles s'imaginent avoir découvert un peu de pitié, dans les baraques de l'Armée du Salut où l'on chante *O pur rameau de vigne,* elles n'y gagnent que des prières. Dans un village de la côte, le pasteur leur offre un bol d'eau avec quelques gouttes de café — tout ce dont il dispose en ce pays de misère. Les deux abandonnées cherchent du travail. On leur en offre à trier du poisson. Un jour, elles rencontrent un curieux clochard, Steindor, qui s'attache à elles comme jamais homme ne fit. Mais il finit par coucher avec la mère et viole la petite Salka. La vie continue entre les poissons (à la conserverie) et les vulgarités de Steindor (qui disparaît et réapparaît, plus clochard que jamais et poète en plus), jusqu'à ce que la mère se suicide. Salka Valka est bien seule, cette fois-ci, définitivement seule... Telle est la saga par laquelle le nom

1. *Salka Valka,* traduction d'Alfred Jolivet (avec préface de Marcel Arland), chez Gallimard.

de Laxness — c'était en 1932 et il avait juste trente ans — sauta par-dessus l'océan et fut révélé à l'Europe occidentale. Ce n'était cependant qu'un nom parmi des centaines d'autres, un roman étranger parmi des milliers. Hors les cercles scandinavisants, exception faite d'un petit groupe d'écrivains français, dont Marcel Arland, qui connaissait jusqu'aujourd'hui Halldor Laxness ?

Paradoxalement, ce romancier épique dont la connaissance demeurait réservée à une élite exiguë, les militants de base du Mouvement de la Paix savaient de lui au moins deux choses : qu'il était un grand écrivain d'Islande et qu'il avait pris le parti des pacifistes de gauche. Son nom figure, en effet, depuis plusieurs années, parmi ceux des membres du Conseil mondial de la Paix. Ce fils d'un contremaître de Reykjavik publie à dix-sept ans sa première œuvre : une nouvelle intitulée *Enfants naturels*. Son premier roman est de 1924 (*Sous le sommet de la montagne*). Son premier essai — au titre déjà significatif : *Le Livre du peuple* — date de sa vingt-sixième année. Suivront des poèmes, des romans, des pamphlets. Protestant d'éducation, il se convertit au catholicisme après un séjour en France et la visite de Clairvaux. Pour lui, les Evangiles sont un texte de combat, un programme social, dont il cherche la clef à travers l'exégèse romaine. Il la découvre, cette clef, sous la forme la plus inattendue, dans la philosophie de Marx, qu'il dévore, digère et transforme. De sorte qu'avec beaucoup de justesse, le secrétaire perpétuel de l'Académie suédoise a pu dire que Laxness « donne un sens politique au commandement chrétien : *Aimez-vous les uns les autres* ».

La route qui conduisit cet Islandais vers le progressisme passe par deux pays (dont la puissance, aujourd'hui, terrifie les pacifiques) les U.S.A. et l'U.R.S.S. L'univers américain lui apporta (avant la guerre) la pensée d'hommes engagés vers la révolution sociale. Il

fut l'ami de Dreiser, d'Upton Sinclair. La révolution en était encore, dans son cœur, au stade idéologique. Il faudra la connaissance de la Russie pour dépasser l'étape idéologique. De cette expérience date son choix. Un livre suit : *L'Aventure russe* (1938), qui peut passer pour une réplique au *Retour d'U.R.S.S.* d'André Gide. A la différence du romancier de *L'Immortaliste*, Laxness est né et a vécu dans un pays pauvre où l'aumône longtemps fut considérée comme l'unique remède aux fléaux de la faim et du froid. Comment le créateur de la pitoyable Salka Valka n'aurait-il pas été amené à mettre l'accent sur la justice ? Et l'on voit, ici encore, en quel sens son origine islandaise a pu modeler sa pensée et orienter son action. Un de ses derniers ouvrages : *Station atomique* (1948), sorte de roman-pamphlet contre la course aux armements, n'est pas très éloigné du livre de Bernanos intitulé : *La France contre les robots*.

En attendant de nouvelles traductions qui, désormais, ne manqueront pas d'être publiées, prenons acte du choix de Stockholm : après les couronnes posées sur les têtes d'Hemingway et de Churchill, se souvenant peut-être que, parmi les auteurs précédemment laurés, il y eut Anatole France, Romain Rolland et un François Mauriac à la veille d'entrer, lui aussi, dans le combat politique, l'Académie suédoise a passé outre aux considérations diplomatiques et répudié l'ostracisme[2]. Un jury s'honore de placer l'art au-dessus de la dispute et le talent en dehors de la partisanerie.

MAURICE CHAVARDÈS.

2. Notons que l'on a déjà fait allusion, dans la presse, à l'influence qu'aurait eu « l'esprit de Genève » sur les délibérations des académiciens suédois...

Ortega y Gasset

Avec Ortega y Gasset, mort à Madrid en octobre dernier, disparaît un homme dont la personnalité a dominé sans conteste la vie intellectuelle de l'Espagne au cours des trente dernières années. Le rôle de guide que Miguel de Unamuno avait assumé auprès de la génération du début du siècle, Ortega l'a exercé dans un esprit et avec un « style » tout différents après la première guerre mondiale.

Né à Madrid en 1883, José Ortega y Gasset fut fortement marqué par le séjour qu'il fit en Allemagne, à l'Université de Marbourg, durant sa jeunesse. Depuis de longues années il occupait la chaire de métaphysique à la Faculté des Lettres de Madrid. Journaliste et conférencier inlassable, il avait fondé en 1923 la *Revista de Occidente*, largement ouverte à tous les mouvements littéraires européens et dont l'influence fut considérable.

En 1931, lors de l'avènement de la République qu'il avait appelé de ses vœux, Ortega fut quelque temps député aux Cortès, mais vite déçu par cette expérience, il se détourna bientôt de la vie politique active. Après avoir quitté l'Espagne au début de la guerre civile, il y était revenu voilà une dizaine d'années, tout en se tenant à l'écart du régime actuel.

Ortega est d'abord un philosophe. On a mis en doute l'originalité de sa doctrine, nettement influencée par Dilthey et la pensée allemande contemporaine. On lui a reproché, comme on l'avait fait pour Bergson, d'être un philosophe « mondain », parce qu'il a choisi, pour exprimer ses idées, la conférence, l'article de revue, voire de journal, et que son style atteint sans effort une netteté et un éclat incomparables. En fait Ortega a été pour l'Espagne un remarquable éveilleur d'idées. Ses thèses sur la raison vitale et la sensibilité en face de tous les courants de l'époque dont témoigne son œuvre ont contribué à réintroduire le sens du mouvement dans la pensée espagnole, trop portée à se figer dans le dogmatisme ou à se cantonner dans la glose.

Ortega a, d'autre part, poursuivi tout au long de sa vie une

enquête passionnée sur l'Espagne, sur ce peuple espagnol dont il a dit lui-même qu'il était « le plus anormal d'Europe ». De cette préoccupation sont nés quelques-uns de ses meilleurs livres, notamment son célèbre essai *España invertebrada* paru en 1922 [1]. Ortega rêvait, semble-t-il, pour son pays d'une sorte de « despotisme éclairé », sensible avant tout qu'il était à l'absence ou à l'échec des minorités intelligentes et agissantes tout au long de l'histoire espagnole. Et c'est sans doute l'exemple de l'Espagne qui l'amena à faire, sur un plan plus général, dans *La Rebelion de las masas* la théorie de cet antagonisme entre masses et élites.

L'aristocratisme foncier, dont témoigne en particulier ce dernier ouvrage, s'accompagnait chez Ortega d'un attachement aux idées libérales qui semble ne s'être jamais démenti. Aussi l'influence de cet homme complexe s'est-elle étendue aux milieux intellectuels les plus différents. Idole des gens de gauche, surtout vers 1930, Ortega a vu plus tard certains théoriciens du Phalangisme proclamer leur dette à son égard. Pourtant, dans l'Espagne actuelle, les traditionalistes, qui lui reprochaient d'avoir méconnu les valeurs proprement espagnoles et certains milieux catholiques, pleins de défiance envers un homme dont toute l'œuvre reste en marge du christianisme, lui demeuraient hostiles.

Mais la fin, apparemment au moins, chrétienne d'Ortega semble avoir mis un terme aux polémiques que son nom soulevait encore en Espagne ces dernières années, et c'est avec toute la pompe officielle qu'ont été célébrées ses obsèques.

Jean Bécarud.

1. Sur cet aspect de l'œuvre d'Ortega on pourra se reporter à notre article : *Le problème espagnol* (*La Vie Intellectuelle*, juin 1953).

ROMAN ET ESSAIS

Le goût de la cendre, roman, par R. Sabatier (Albin Michel).

Ce roman est le récit d'un abus de pouvoir. La littérature est riche des veuves ou des mères abusives, mais le propre de la littérature n'est-il pas de donner à la vérité humaine des contours nouveaux ? Le mérite de Sabatier, en tous cas, est tout entier dans le rajeunissement du thème. Nouvelle *genitrix,* Jeanne Leroux s'est constituée gardienne de la mémoire de son fils Michel. Lui seul vit à ses yeux, et sept ans après que les nazis l'ont assassiné dans un camp, elle ne prête l'oreille qu'à ce qu'il peut lui dire d'outre-tombe, elle l'érige sur l'autel de l'idolâtrie maternelle et ignore les vivants. Les vivants, ce sont autour d'elle son époux, sa fille Renée, une nièce et d'anciens compagnons de Michel. Les vivants ont le tort de vivre — c'est-à-dire de progresser, alors que Jeanne s'est figée en vestale incorruptible, en infaillible interprète des volontés de l'absent.

Quand Renée demandera à sa mère la permission d'épouser Jacques, un contremaître d'usine qui fréquente les ouvriers, le refus maternel n'aura qu'une forme : celle de la fidélité au souvenir du mort. Michel n'eût jamais toléré une telle mésalliance... Mais qui était Michel ? La vérité apparaît peu à peu. Tout particulièrement dans les paroles de la nièce de Jeanne. Au cours d'une discussion, la jeune fille — qui ne se paie pas de mots — brosse devant la mère ce portrait du défunt : « Il aimait la vie, les belles filles, le bon vin, les copains, la lutte, le tabac gris... Il avait horreur des croque-morts, des pisse-vinaigre... Les gens huppés, les spirituels, les fatigués, pas de son bord, tout ça! » Évoquant plus précisément la Résistance à laquelle Michel s'était donné sans retour, la même voix poursuit : « Pendant quatre années, la France ne s'est pas promenée avec des allures de marquise, des éventails mallarméens; elle était dans une vieille robe trouée, et appartenait à qui voulait la défendre. » C'est de ce Michel-là que Renée se fait un allié pour passer outre aux

interdictions maternelles. Elle est heureuse : elle a choisi de vivre, elle n'a trahi personne... Sabatier a prévu cependant une plus rassurante conclusion; à la fin, devant le cadavre de son mari, frappé d'une crise cardiaque, l'intraitable *genitrix* pardonne. Cette *happy end* n'était peut-être pas nécessaire à la vérité psychologique du roman.

Il reste que voilà une œuvre émouvante, construite avec force, dont le lecteur appréciera la clarté et l'aisance. Robert Sabatier — qui vient de publier un recueil de poèmes : *Les Fêtes solaires,* où vibre une grande tendresse pour la nature — est un de ces jeunes romanciers qui s'efforcent de marier le réalisme et la poésie.

Marcel Proust et Jacques Rivière, correspondance présentée par Philip Kolb (Plon).

Réunies par Philip Kolb, qui les a parfois annotées et dont la préface les éclaire, les lettres qu'échangèrent, de mai 1914 à novembre 1922, Jacques Rivière et Marcel Proust, jalonnent une amitié qui naît, s'épanouit et décline. Ce dernier terme paraîtra à quelques-uns excessif, mais (même en tenant compte de la maladie de Proust et de son optimisme en dents de scie), comment ne pas juger déclinante une amitié qui n'empêche pas qu'on (Proust) écrive à son ami des reproches du genre de : « Je n'ai plus confiance en vous. » Ou encore : « On vous prend en haine quand on voit que la vie des autres, l'âme des autres n'existe pas pour vous... »

Il n'était pas aisé d'entretenir des relations d'amitié avec l'auteur de *Swann* ! Rivière fut l'un des premiers à reconnaître plus que du talent à Proust, qu'il attire parmi les collaborateurs de la N.R.F. La jeunesse et le dévouement de Rivière provoquèrent la générosité un peu hautaine de Proust (cela ira jusqu'à un prêt en argent et une intervention pour un prix littéraire).

Le plus grand intérêt de la correspondance ici publiée tient dans les explications que Proust donnait de son œuvre à son jeune admirateur. L'exégèse proustienne par Proust ne manque pas de saveur. Tout y transparaît (pénétration, verve, orgueil ou férocité) sauf la platitude.

MAURICE CHAVARDÈS.

THÉATRE

Dans le dernier numéro de *La Vie Intellectuelle*, le R. P. M.-H. Lelong a longuement parlé du « cas Judas » selon M. Marcel Pagnol. N'ajoutons qu'un mot sur l'*action* de la pièce.

D'après les trois premiers Évangélistes, les négociations avec les prêtres sont antérieures à la scène du souper. D'après saint Jean il semble que la tentation de livrer Jésus soit antérieure à cette scène et qu'elle devient ferme propos au moment où Jésus tend à Judas un morceau de pain trempé. « Aussitôt que Judas l'eut pris, Satan entra en lui et Jésus lui dit : Ce que tu fais, fais-le vite. » Dans la pièce de M. Pagnol, c'est la parole de Jésus qui doit éclairer Judas sur sa mission et c'est pourquoi elle prend la forme d'une consigne : « Ce que tu dois faire, fais-le vite. »

Le R. P. M.-H. Lelong a fort justement souligné la différence des deux formules dans *Le Monde* du 13 octobre. Mais, ce qui est essentiel dans la pièce de M. Pagnol, c'est que l'idée de livrer Jésus est suggérée à Judas par Jésus lui-même; avant de se mettre à table, un tel projet eût rempli d'horreur le plus fidèle et le plus convaincu des douze. C'est en réfléchissant sur la scène du souper, sur les étranges paroles du Maître, que Judas, peu à peu, découvre leur sens, aidé d'ailleurs par un mystérieux compagnon de voyage, qui figure le Satan du quatrième Évangile. Ici encore, le Tentateur fait appel au sens de la grandeur qui anime le cœur de l'homme : il avait éveillé en Adam le désir d'être comme un dieu; il émeut en Judas cette foi qui le met au service du Messie et qui va le rendre traître par amour.

Les touches pittoresques, les anachronismes qui évoquent le caractère international des légions romaines, où le Provençal coudoie le Germain, les multiples épisodes destinés à nous rappeler que l'affaire Jésus fut pour le gouverneur un embêtement et pour le petit peuple une attraction, tout cela n'a rien de condamnable, mais ne dépasse pas ce qui pouvait être prévu. Il y a, dans cette pièce bien faite, plus de métier que

d'imagination, plus de technique que d'invention. Ceci ne diminue pas la portée du fait que signifie la représentation de ce *Judas* dans la salle remise à neuf au Théâtre de Paris : un grand sujet, traité avec sincérité par l'auteur et par ses interprètes, offert ou peut-être imposé à un public dont la santé n'exige pas l'air des cimes...

Ce que l'on trouve au Théâtre de Paris, dans la salle et sur la scène, c'est exactement ce que l'on ne trouve pas au théâtre de la Huchette... et inversement. Les deux nouvelles pièces de M. Georges Ionesco, *Le Tableau* et *Jacques ou la soumission,* expriment de manière assez différente la même vision sur-réaliste du monde : l'univers des apparences est dérisoire précisément parce qu'il n'est qu'apparence, et, d'autre part, le langage est vide; mais le mot irréel ne doit pas éveiller l'image de quelque rêve poétique; l'irréel n'est pas le monde de « l'évasion »; l'irréel est terriblement pesant et, en somme, cette pesanteur de l'irréel fait le drame. Vous demanderez alors : sur quoi ou sur qui pèse l'irréel? quel est le réel auquel s'oppose l'irréel? Il semble bien que le drame se joue entre un irréel sans être, mais tyranniquement existant, et une sorte de surréel sans existence, mais défini comme un pur désir d'être.

Qu'est-ce que la seconde pièce? « C'est, dit M. Georges Ionesco, l'histoire de Jacques que le refus de la condition humaine conduira petit à petit à la soumission la plus complète. Lui qui s'était défendu de sombrer dans un monde déliquescent finira par se laisser prendre au piège de l'existence : il se résignera à une certaine quiétude biologique... », résignation, précise l'auteur, qui ne peut même pas être tragique... Peut-être va-t-il ici plus loin que sa pièce : il semble bien que Jacques ait trouvé l'amour, l'amour qui connaît toutes les trappes permettant de fuir et, si l'héroïne du *Tableau* retrouve sa jeunesse et sa beauté au prix de sa vie, cela ne signifie-t-il pas qu'il y a tout de même quelque chose à retrouver?

Une telle « méta-physique » ne peut inspirer un théâtre représentant ce qu'elle met en question : le monde des êtres qui relèvent de la « physique », c'est-à-dire qui tiennent à l'ordre de la nature. Elle ne peut s'exprimer en faisant appel au langage dont les hommes se servent en tant qu'ils sont

des êtres tenant à l'ordre de la nature. La cocasserie est, en quelque sorte, méta-physiquement exigée. Il faut reconnaître à M. Ionesco un art étonnant de faire le vide sous les formules toutes faites, d'enlever tout sens au bon sens et au sens commun tout pouvoir de communiquer : personne ne sait comme lui déshumaniser radicalement l'automate et inventer les symboles dérisoires d'une situation dérisoire. « Je n'aime pas les pommes de terre au lard... » : voilà toute la révolte de Jacques qui met en cause les institutions sociales et qui pose la question fondamentale : « Pourquoi quelque chose plutôt que rien, puisque ce quelque chose lui-même n'est rien ? »

Mais le fait de poser la question échappe à la cocasserie. Il serait difficile de dire ce qu'est la poésie de M. Ionesco : son metteur en scène et ses interprètes n'ont besoin que de la sentir. Qu'il le veuille ou non, le poète, par sa seule présence, nous dit que le décor le plus sordide a un envers et que le langage le plus usé reste un trésor inépuisable de formes inédites.

Il est tout à fait permis de refuser ce genre de théâtre sans être un béotien. Il est non moins permis d'y prendre plaisir sans être un snob. On voit fort clairement ce que l'on peut dire contre un spectacle de Ionesco : on voit moins distinctement ce que l'on doit dire pour... Or, là est la tâche de ceux qui, à chaque époque, s'intéressent à la *vie* du théâtre, une vie qui est recherche, essai, expérience créatrice.

Faut-il considérer *Ornifle ou le courant d'air* comme un essai, un essai de renouvellement dans la carrière d'un auteur comblé ? Il est clair que M. Jean Anouilh a modifié sa technique dans le sens d'un retour à Molière. Entendons-nous : M. Jean Anouilh excelle dans le pastiche, personne n'oublie ses « marivaudages »; mais, cette fois, il ne s'agit pas d'un « à la manière de... » : comme le comte Ornifle de Saint-Ognon et ses médecins se déguisent en personnages de Molière pour aller au bal masqué, M. Jean Anouilh se déguise en Molière pour être plus librement Jean-Anouilh-dans-le-monde (les traits d'union existentialistes s'imposent!).

Ornifle se présente comme une comédie de caractère à la façon de *Don Juan* ou de *Tartuffe*, mais traitée dans le style du *Bourgeois gentilhomme*. Plus exactement, c'est une comédie de caractère qui prend la forme d'une farce, quelque

chose comme le *Falstaff* de Shakespeare. Malheureusement ce souvenir est écrasant.

Le portrait qu'anime M. Pierre Brasseur sur la scène de la Comédie des Champs-Élysées est celui de Don Juan. Nous retrouvons le séducteur professionnel, esclave d'un personnage qui le lasse, assez incrédule pour jouer les cyniques, pas assez incroyant pour ne pas soupçonner la présence de quelque puissance invisible, divinité déchue dont il cultive en lui l'image. Tous les épisodes fondamentaux du *Don Juan* de Molière sont ici transposés : le rouge infernal des beaux décors de M. Jean-Denis Malclès fait ressortir les traits du même visage, celui de l'homme sans âme parce que sans amour. Mais le Don Juan de M. Anouilh n'est pas un grand seigneur; c'est un homme de lettres n'ayant pas plus d'illusions sur son talent que sur la qualité de ses plaisirs, poète facile, capable d'improviser au même instant un cantique de Noël et une chanson légère. Et alors...

Alors l'auteur fait lui-même éclater le « caractère » et saborde sa comédie. C'est Don Juan inspiré par le Misanthrope, mais si déshumanisé par une misanthropie écumante, haletante, baveuse, qu'il perd toute consistance personnelle. Ornifle se sait et se veut ignoble, il se roule voluptueusement dans la boue... spectacle pénible de l'homme qui joue au monstre et qui ne fait ni frémir ni rire.

Ceci ne veut pas dire que la salle ne rit pas, mais pour des mots d'auteur — il y en a d'excellents — à des moments vaudevillesques — ce qui n'est pas une critique — et parce que la pièce est servie par des comédiens qui s'imposent et l'imposent avec eux, depuis la fille de l'auteur jusqu'à l'étonnant Louis de Fuldès. Si, comme on peut le supposer, le metteur en scène est M. Jean Anouilh lui-même, il faut le féliciter du bon goût et de la discrétion qui font l'agrément de ce spectacle. Mais lés qualités de la représentation soulignent le défaut majeur de la pièce : comment ne pas l'appeler vulgarité ?

La vulgarité n'est pas dans les sentiments qui inspirent le drame : une analyse plus approfondie ferait apparaître un sens du néant, un désir d'amour pur, un désespoir qui ne sont certes pas d'une âme vulgaire ! Mais la facilité dans l'invention et dans l'expression, la volonté d'avilir les personnages que ne tempère aucune tendresse et qui ne sait

plus choisir les moyens, la grêle des mots qui tombent pour le seul plaisir d'abîmer les fleurs... voilà ce qui gêne le spectateur qui se souvient du *Bal des voleurs*.

En quittant le théâtre Marigny après *L'Orestie*, la première chose à dire est qu'un tel spectacle honore ses animateurs. Il suffit de relire la trilogie d'Eschyle pour mesurer les difficultés de l'entreprise et pour admirer ceux qui osent céder à la tentation de la grandeur. Quelles que soient les réserves sur l'exécution, ajoutons immédiatement qu'il serait navrant de s'en tenir aux trente représentations annoncées : une fois encore, M. Jean-Louis Barrault apporte ce que le public le plus intéressant attend; que le don dure tant qu'il y aura des spectateurs disposés à le recevoir !

La prose heureusement rythmée de M. André Obey, les costumes de Mme Dasté, l'harmonie des mouvements individuels et collectifs, l'usage discret des masques qui mériterait une étude spéciale... tout cela représente déjà un riche « actif », si l'on peut ainsi parler des choses de l'esprit. *Agamemnon* est certainement une réussite : on souhaiterait simplement que la partie chantée du chœur fût supprimée et peut-être aimerait-on mieux une Clytemnestre ne se mêlant point aux Argiens hostiles, restant après son crime sur les marches de l'escalier du palais, au-dessus du peuple et de ses injures. *Les Choéphores* sont décevantes : le chœur des esclaves d'Électre ne laisse plus passer que quelques mots du texte; on croirait que la mimique doit tout dire; le metteur en scène a voulu évoquer un monde barbare, faire d'Oreste un possédé, rendre sensible la relation des vivants et des morts; l'intention était bonne, un peu de magie et quelques souvenirs d'Afrique ne nous gêneraient pas trop; l'erreur semble être d'avoir trop demandé à l'art du mime; l'expressionisme nécessairement trop extérieur de Barrault dissipe le tragique. Le début des *Euménides* est remarquable : on regrette que le public non prévenu puisse se croire encore à Argos devant le palais des Atrides, alors que nous sommes à Delphes devant le temple d'Apollon; mais le sommeil grondant des Érinnyes, l'apparition de l'ombre de Clytemnestre qui vient les réveiller... Voilà qui est vraiment eschylien. Le procès qui aurait pu lasser est, au contraire, habilement « enlevé ». Pourquoi faut-il que le finale nous déçoive ? Le

cortège des Érinnyes devenues Euménides, descendant, à la clarté des torches, vers leur demeure souterraine, quelle chance pour le metteur en scène de *Christophe Colomb* ! On comprend mal qu'il ne l'ait pas saisie et qu'il se soit contenté d'un tableau vivant.

HENRI GOUHIER.

CINÉMA

L'emprisonné, un film anglais

Au moment où les journaux parlent à nouveau du cardinal Midzenty, voici un film anglais, *L'emprisonné*, qui reconstitue son histoire et propose une interprétation de son procès et de ses aveux. Sans doute le film est-il présenté sous un voile de fiction : ni le cardinal, ni la Hongrie, ni le Parti au pouvoir ne sont nommés; mais cette fiction est si précise qu'on ne peut douter qu'elle reconstitue cette arrestation d'un cardinal à la porte de sa cathédrale, l'attente d'un peuple qui le considère comme un héros national, enfin le procès, en présence des représentants de la presse étrangère, où le cardinal répond par oui et par non pour se charger des pires crimes de trahison et reconnaître qu'il a toujours trompé le peuple. Ces éléments de l'affaire sont connus de tous et la presse en a parlé largement. Le vrai sujet du film est un essai de réponse à la question que le monde entier s'est posée : que s'est-il passé entre l'arrestation et le procès, comment un homme fier et fort, un résistant qui avait supporté sans parler les tortures de la Gestapo, a-t-il été tranformé en cette loque soumise qui acquiesce aux pires accusations ?

Le XIX^e^ siècle avait pu croire la torture disparue; son emploi au XX^e^ siècle est un scandale bouleversant. Encore la torture telle que la pratiquait par exemple la Gestapo, n'a-t-elle qu'un but : arracher à un homme, sous le coup

de douleurs atroces, des renseignements qui peuvent servir ses ennemis. Les formes de la torture ont seules changé et son horreur en notre siècle a été de mettre la science et même la médecine au service de cette violence faite à une conscience. En son principe, la torture la plus « scientifique » et la plus atroce n'est pas différente du geste d'un gosse en colère qui tord le poignet d'un camarade pour le « faire parler ». Les grands procès de Moscou posaient au monde un tout autre problème : des généraux, des révolutionnaires, des hommes de caractère venaient s'y accuser en public des pires trahisons, nier toutes leurs raisons d'être et s'accuser des crimes les plus invraisemblables. L'explication par la torture, si raffinée soit-elle, devenait insuffisante pour expliquer cette négation de soi, cette volonté de se déshonorer par tous les moyens. Parmi toutes les solutions proposées à ce problème inquiétant, celle d'Arthur Koestler était la plus séduisante : pour lui, la foi en la dialectique marxiste était si puissante chez ces hommes, qu'il était possible de les « convaincre » de se sacrifier totalement à la cause en leur démontrant que seules ces accusations monstrueuses pouvaient la servir. Des hommes ont toujours su mourir pour leur pays ou leur idéal; les accusés des procès de Moscou seraient, dans leur ordre, des héros qui non seulement sacrifiaient leur vie, mais leur dignité et leur honneur à l'avenir du communisme. La tâche du procureur se bornait à conditionner ces hommes pour qu'ils reconnaissent qu'aucune autre issue ne leur était ouverte. Koestler allait jusqu'à suggérer qu'ils étaient peut-être soutenus par la promesse d'une réhabilitation posthume et lointaine ou tout au moins par la certitude intime d'accomplir ainsi un dernier devoir à l'égard de l'État Moloch.

Cette interprétation trop habile d'une des plus troublantes énigmes humaines perd toute valeur le jour où un cardinal hongrois se conduit à son procès comme l'avaient fait au leur les généraux soviétiques. La contrainte psychologique imaginée par Koestler était concevable si elle s'exerçait contre des ennemis de l'intérieur imprégnés de marxisme; comment supposer qu'elle puisse s'appliquer à un prince de l'Église ?

Les auteurs du film *L'emprisonné* font d'abord admettre au spectateur deux postulats. Le cardinal est un homme

d'une force d'âme et d'un courage peu communs; il a résisté sans parler aux pires tortures de la Gestapo; ses bourreaux le savent et n'essaieront pas de le briser par la souffrance physique. D'autre part, les drogues, sérums de vérité et autres traitements mentaux ne seront pas employés, car ils ne seraient d'aucune utilité; il ne s'agit pas de faire « avouer » le cardinal, de lui faire dire la vérité, mais au contraire de lui faire reconnaître des crimes qu'il n'a pas commis. Le procureur qui mène le jeu précise d'emblée ces deux points à sa victime. Le cardinal est un monument national, un pur héros de la Résistance, il ne participe à aucun complot contre l'État : il s'agit de détruire ou plutôt de défigurer ce monument.

La méthode employée par le procureur, ou plutôt l'hypothèse défendue par les auteurs du film, s'appuie exclusivement sur des moyens de contrainte psychologique. Pendant des jours et des semaines entières, le procureur parle avec le cardinal. Il lui fait raconter sa vie; il cherche, contre toute attente à capter son amitié ou tout au moins son estime. Dans le monde étrange qui lui est fait, le cardinal ne rencontre jamais que ce procureur compréhensif et intelligent. Ils deviennent presque complices quand le général de la police, pressé d'en finir, essaie de confondre le cardinal avec des documents et des enregistrements truqués : le cardinal dénonce ces ruses grossières auxquelles le procureur ne voulait pas recourir. Le chantage qu'on essaie d'exercer sur lui en lui présentant le corps de sa mère morte établit entre les deux hommes un lien inverse : le cardinal n'hésite pas à dire à son bourreau qu'il n'aimait pas sa mère.

Que cherche donc le procureur? Le point faible de sa victime, le point où il pourra appuyer un levier pour faire basculer cette puissante personnalité. Ni les femmes, ni l'argent, aucune des passions humaines ne fournissent cette clef. Progressivement, le procureur est pourtant entré au cœur de cette forteresse mentale assiégée. Pour la réduire, il va conduire sa victime au bord de la folie. Pendant des semaines, le cardinal restera seul dans une cellule sans fenêtre, sous une lumière continue ou dans l'obscurité totale. Ses repas lui sont apportés à des intervalles savamment irréguliers pour lui faire perdre la conscience du temps.

Après les semaines de conversations du début, après cette

épreuve atroce qui brise la force morale du cardinal, le procureur découvre le levier qui lui était nécessaire : derrière la fierté, la force d'âme du cardinal, se cache une profonde humilité. Il jouera de cette humilité pour amener son adversaire épuisé à douter de la sincérité de sa vocation, de l'authenticité de son dévouement au peuple, pour l'amener à désirer un recommencement absolu, un départ à zéro qui serait une sorte de purification. A cet homme au bord de la folie, qui vient de parler quinze heures d'affilé, on fait boire un calmant, on organise le procès à la hâte, et l'accusé répond par oui ou par non à toutes les questions du procureur, avoue n'être qu'un imposteur, avoir dénoncé la Résistance aux Allemands, etc.

Comme on le voit, l'explication proposée est un élargissement de la thèse de Koestler. Ce monstrueux retournement d'une personnalité n'est pas obtenu par une contrainte extérieure, mais par un conditionnement savant qui met à nu tous les ressorts d'une personnalité et par l'intelligence aiguë de l'expérimentateur qui sait agir à point nommé sur un déclic pour obtenir l'effet désiré. Le bourreau s'identifie presque à sa victime pour agir sur elle. Allant jusqu'au bout de leur thèse, les auteurs du film imaginent même qu'en voulant capter son amitié, le procureur s'est finalement pris d'admiration pour le cardinal; à force d'entrer dans son système psychologique, il finit par y rester pris; quand il a gagné et obtenu les aveux publics, il reconnaît la grandeur de sa victime et sa propre ignominie; il va s'accuser à son tour auprès de ses chefs et démissionne, ce qui, dans son cas, équivaut à se condamner.

Il ne faut pas voir dans cet épilogue imprévu un simple « happy end » inventé par les auteurs du film, incapable d'admettre l'existence d'une volonté aussi diabolique. On peut y trouver une réponse à la question qu'un chrétien ne peut manquer de se poser devant un tel film; comment ce prêtre irréprochable, ce prince de l'Église, a-t-il pu paraître abandonné par son Dieu à une telle déréliction ? Chacun s'est sans doute posé la question au moment du véritable procès. Comme si l'histoire d'une autre passion n'était pas à l'avance une réponse suffisante. Dans le film, le remords final du procureur correspond à celui du centurion. Devant ce prêtre qui prie sans cesse dans sa prison, que les ruses

les plus diaboliques ne peuvent convaincre d'aucun crime et qu'aucune grâce, semble-t-il, ne vient aider, la première réaction est le scandale. Et nous ne pouvons admettre que Dieu permette l'humiliation suprême de ce procès. Les juifs non plus ne pouvaient imaginer un juste souffrant l'infamie. Nous avons appris que la souffrance physique n'était pas le signe de l'abandon de Dieu. Il nous restait peut-être à apprendre que le déshonneur n'était pas un signe non plus. A travers ce film, on découvre que le « traitement » infligé à la victime et ses aveux infamants et publics sont comme la transposition sur le plan mental de la torture et du supplice physique de la passion. Leur signification est identique. « Il faut que cet homme meure pour le peuple », affirment dans les deux cas les bourreaux. Mais cette affirmation est ambiguë; les remords du procureur à la fin de *L'emprisonné* suggèrent le second sens de cette terrible parole.

Rien de tout ceci n'est dit dans le film ou même suggéré. Les auteurs se sont volontairement limités au problème psychologique. Il appartient aux spectateurs d'aller plus loin, s'ils le veulent. On voit que *L'emprisonné* n'est pas un film comme les autres. Correctement réalisé par Glenville à la manière anglaise, c'est-à-dire avec pudeur, précision et discrétion, il est admirablement interprété par Alec Guiness dans le rôle du cardinal. Mais au delà de la réussite technique, il a le mérite de poser et de traiter sans concessions à la facilité un problème d'une gravité exceptionnelle. Je ne sais si la thèse qu'il propose a un rapport quelconque avec la véritable explication du procès Midzenty. Le moment n'est certes pas encore venu d'écrire l'histoire sur ce point tragique. Mais il est un point tout au moins où la logique des auteurs du film semble confirmée par les faits. A la fin du film, les policiers décident qu'exécuter le cardinal serait en faire un martyr et que le garder en prison serait jeter une suspicion sur le procès; ils le relâchent devant une foule immobile, hostile mais hésitante. Le film était fini quand les journaux ont annoncé que le véritable cardinal allait être libéré.

JEAN-LOUIS TALLENAY.

Document

LA PAUPÉRISATION, HYPOTHÈSE INVÉRIFIÉE

La controverse sur la paupérisation se poursuit — ou plutôt le monologue marxiste — car, du côté des adversaires, on n'a pas fait d'efforts très sérieux pour étudier la question. On aurait pourtant tort de s'en désintéresser, surtout en cette période électorale. Sait-on que le Parti communiste attribue à ses « travaux théoriques » sur la paupérisation les grèves qui ont lieu depuis le milieu de l'année et qu'il compte sur eux pour étendre son influence ?

Les études du secrétaire général du Parti, les travaux du Comité central ont eu l'immense mérite de faire la clarté sur la nature véritable du capitalisme, sur sa loi fondamentale qui est la recherche du profit maximum avec l'accumulation de la misère pour les travailleurs... Les travailleurs se sont donc trouvés mieux armés pour engager les luttes, pour battre en brèche la politique patronale, pour imposer leurs revendications... Mais la surexploitation, la misère, l'aspiration à de meilleurs salaires, ne suffisent pas pour que les travailleurs engagent des luttes victorieuses. L'unité de

leurs rangs est nécessaire. Qui peut nier le rôle décisif du Parti communiste pour l'unité de la classe ouvrière? Son combat, théorique et pratique fait faire des pas importants à l'unité, a permis que s'instaurent des rapports fraternels entre travailleurs socialistes et communistes... (Marcel Servin, « Le Parti et les luttes revendicatives », *Les Cahiers du communisme*, octobre 1955, pp. 1156-1157).

Les travaux marxistes sur la paupérisation comportent deux aspects. D'une part une analyse théorique de la condition ouvrière en régime capitaliste, qui vise à démontrer la tendance inévitable à l'appauvrissement du prolétariat. La « loi » qui s'en dégage n'est qu'une tendance, en ce sens que la classe ouvrière peut et doit, par ses luttes, en enrayer les effets pour améliorer sa condition ou protéger les résultats acquis, mais surtout pour se préparer à la lutte finale qui amènera la destruction du régime honni, et la disparition de la loi qui en découle.

Ces travaux comportent d'autre part des essais de vérification statistique de cette « loi ». La controverse entre marxistes et non-marxistes a uniquement consisté en un échange de confirmations et d'infirmations statistiques de l'hypothèse, essentiellement situées dans le cadre français.

Il résulte de ce débat que, s'il est délicat de démontrer, il est peut-être encore plus difficile de nier une certaine détérioration de la situation d'une partie de la population française entre l'immédiat avant-guerre et 1952-1953 : les chercheurs non marxistes reconnaissent que les petits rentiers et les retraités, les ouvriers et les fonctionnaires célibataires ou pères d'un ou deux enfants, un grand nombre d'artisans, les petits exploitants agricoles et commerçants des régions dites « sous-développées » de la France (le Sud-Ouest et le Centre sur-

tout), ont une vie plus difficile aujourd'hui qu'en 1938 ou parfois pendant la guerre. Poujade est un symptôme de cette situation.

L'accord sur les conclusions marxistes ne va cependant pas plus loin. En premier lieu le désaccord est total sur l'interprétation des tests extrêmement sommaires tentés sur d'autres pays : Royaume-Uni, Etats-Unis, pays scandinaves. En second lieu les démonstrations d'une paupérisation relative à des périodes antérieures ou très antérieures à 1938 sont encore plus contestées, si tant est qu'on puisse prêter une signification quelconque à ces dernières.

Mais, en définitive, le désaccord reste implicitement un désaccord sur le fond, sur l'hypothèse elle-même selon laquelle le capitalisme porte en lui la paupérisation, plutôt que sur les statistiques qu'on invoque pour la vérifier ou l'infirmer.

Les tentatives de vérification.

Les marxistes essaient de démontrer qu'il se produit un écart grandissant entre ce que l'ouvrier donne et ce qu'il reçoit. Il livre à son patron le rendement de son travail au prix d'un effort, et il touche un salaire. La preuve marxiste doit consister à démontrer d'une part que l'effort fourni par le salarié augmente, d'autre part que son pouvoir d'achat diminue.

L'effort croissant de l'ouvrier est mis en lumière par trois séries de données. La première a trait au nombre croissant d'accidents du travail. M. Bouvier-Ajam cite[1] 619.003 cas en 1938, et 1.829.164 en 1953. La

1. *L'économie française au XX^e siècle,* Librairie générale de droit et de jurisprudence, Paris, 1955, p. 170.

comparaison avec l'avant-guerre est cependant délicate, d'une part parce que le niveau de l'activité est aujourd'hui supérieur de près d'un tiers au niveau de 1938 [2], d'autre part parce que, la sécurité sociale n'étant pas à l'époque généralisée, un grand nombre d'accidents de type bénin ne devaient pas être déclarés. Dans le même ordre d'idées, une « preuve » parfois avancée est la comparaison des taux de mortalité comparée de différentes catégories socio-professionnelles.

Pour ceux qui contestent que la loi de paupérisation... exerce aussi son action dans les autres pays capitalistes, et par exemple l'Angleterre, citons les études détaillées faites sur ce point par des statisticiens britanniques. Par rapport au taux de mortalité moyen de l'ensemble de la nation anglaise pris comme indice 100, le taux de mortalité des chefs d'entreprise s'établit à 80 et celui des ouvriers à 120 (Éditorial de la revue marxiste *Économie et Politique*, juin 1955, p. 5).

La démonstration est évidemment fallacieuse puisque ce qu'il faudrait savoir, c'est *l'évolution* de ces taux comparés. Le fait qu'à un moment donné du XX[e] siècle « les mineurs de fond des mines d'étain (indice 342) meurent cinq fois plus que les patrons, quatre fois plus que les curés, les policiers et les juges » (*op. cit.*, p. 5), ne démontre absolument pas la paupérisation, c'est-à-dire une aggravation de la condition de vie.

La deuxième série de données concerne l'accroissement de la productivité. Cet accroissement résulterait moins de l'introduction de machines perfectionnées que

2. En 1929, année où l'activité était plus élevée qu'en 1938, on enregistrait 1.045.153 accidents déclarés. Voir *Annuaire Statistique de la France*, résumé rétrospectif, 1952, p. 292.

de « l'organisation scientifique du travail » et des « cadences infernales ». M. Bouvier-Ajam donne, entre autres, les exemples suivants :

— dans les houillères : augmentation de la productivité de 67 % de 1922 à 1952; de 46 % de 1947 à 1954. On notera que, de 1947 à 1951 (avant les grandes améliorations techniques), elle augmente d'environ 40 %;
— dans quatre usines de produits chimiques (ensemble) augmentation de la productivité de 1950 à 1955 de 41 %, dont 19 % imputables au machinisme, etc. (*op. cit.*, p. 169).

Même l'introduction de nouveaux équipements aurait eu tendance à se traduire aussi par une intensification du travail; c'est le cas, cité par M. Jean Magniadas[3], du développement de la mécanographie, notamment dans les banques.

Il est certain que l'accroissement de la production française au cours des dernières années est dû à des méthodes de travail plus rationnelles, souvent (mais pas toujours) plus intenses, plutôt qu'à des investissements, dont on sait qu'ils sont restés beaucoup trop faibles[4]. Et il y a certainement eu de bien trop nombreux abus. Mais pour que la « campagne pour l'accroissement de la productivité » — car c'est elle qui est essentiellement visée par les communistes — pût être vraiment jugée néfaste, il faudrait établir une corrélation entre la hausse du rendement et le développement des maladies et accidents professionnels par heure d'ouvrier.

3. Le machinisme dans les bureaux, *Économie et Politique*, octobre 1955, pp. 60-70.
4. Voir les rapports de la *Commission des Comptes et Budgets économiques de la nation.*

La troisième série de statistiques, enfin, est relative à l'allongement de la durée hebdomadaire du travail. Selon *Economie et Politique*[5], cette grandeur serait passée, dans la construction électrique, de 38 heures en 1938 à 45-47 heures, en moyenne, durant les années 1949-1954. Pour l'ensemble des activités la durée hebdomadaire moyenne s'élèverait à près de 46 heures[6] en 1953 contre environ 39 en 1938. L'interprétation de cet accroissement est délicate : il faut le rapprocher d'une part de l'évolution du pouvoir d'achat du salaire horaire, que nous examinerons plus loin, ainsi que des variations de l'intensité du travail étudiée ci-dessus. Si, comme il semble établi, le pouvoir d'achat du salaire horaire a effectivement baissé par rapport à 1938, dans le temps même où la durée et l'intensité du travail ont augmenté, on doit conclure à une détérioration de la situation du salarié puisqu'il doit travailler aujourd'hui plus longuement et plus intensément pour un revenu hebdomadaire ou mensuel équivalent ou inférieur à celui de 1938 (on verra par la suite que, par rapport à d'autres années de base, le pouvoir d'achat du salaire horaire aurait augmenté).

D'autre part, il faut replacer la question de la durée du travail dans le contexte plus général du niveau de l'emploi : la durée moyenne de 39 heures cachait probablement en 1938 un chômage partiel plus généralisé qu'à l'heure actuelle. Il en résulte que le salarié, dont le pouvoir d'achat par heure de travail est moindre aujourd'hui, peut néanmoins toucher un salaire hebdomadaire ou mensuel supérieur en termes réels à celui de

5. Février 1955, p. 18.
6. *Annuaire statistique*, édition de 1954, p. 71.

1938. Mais il faut surtout tenir compte du chômage complet. Comme le dit M. Y. Heissler :

... il faut compter (aujourd'hui) environ 500.000 chômeurs réels — sinon comme salariés, du moins quand on prétend parler de niveau de vie dans les conditions du capitalisme (Réflexions sur le salaire, *Économie et Politique*, juin 1955, p. 32, n.).

Mais dans les vérifications tentées par les marxistes, s'il est assez souvent fait état des quelque 500.000 chômeurs complets actuels, on cherche en vain la moindre allusion au chiffre sensiblement supérieur des années d'avant-guerre[7].

L'essai de démonstration de la baisse du pouvoir d'achat du salaire s'appuie également sur trois séries de données.

La preuve la plus simple consiste à comparer un indice des salaires horaires moyens typique à un indice des prix de détail de biens de consommation essentiels (sous toutes les réserves qu'impliquent ces deux indices moyens quant à la distribution et la pondération des salaires ou des prix considérés). C'est ce que fait M. Bouvier-Ajam, qui donne le tableau suivant[8], tiré de *l'annuaire statistique de la France :*

7. Le chômage est très mal connu en France. Indiquons seulement, pour donner une indication approximative qu'on enregistrait, en 1938, une moyenne mensuelle de 374.000 chômeurs secourus (*Annuaire Statistique abrégé*, IIe volume, 1949, p. 130). En 1953 la moyenne mensuelle des chômeurs totaux secourus était de 61.000, et celle des chômeurs partiels secourus de 65.000 (*Annuaire Statistique de la France*, 1953, pp. 71 et 73). On sait, par ailleurs, que le nombre des chômeurs secourus ne représente qu'une fraction du nombre total des chômeurs, sans qu'on puisse bien préciser laquelle, mais il est hautement improbable que cette fraction ait diminué par rapport à l'avant-guerre.

8. *Op. cit.* p. 149.

	Prix de détail	*Salaire*
1921	47	25
1929	88	51
1935	62	53
1936	68	61
1937	87	91
1938 (base)	100	100
1943	224	133
1946	645	375
1948	1.632	798
1950	1.945	1.005
1951	2.280	1.275
1952	2.464	1.524
1953	2.420	1.585

Il ressort de la comparaison de M. Bouvier-Ajam que depuis 1938 les prix ont augmenté 24 fois et les salaires seulement 16 fois environ. Mais il ressort aussi du tableau que, depuis 1921, les prix ont augmenté environ 51 fois et les salaires 63 fois ; que depuis 1929 l'année faste d'avant-guerre, les coefficients correspondants sont 27 1/2 et 31 ; que depuis 1943, ils sont 1 et 12, et depuis 1948, 1 1/2 et 2. Autrement dit la preuve par comparaison d'indices dépend de l'année de base de la comparaison.

Ayant démontré que les prix auraient plus augmenté que les salaires depuis 1938, M. Bouvier-Ajam ajoute

Les réactions gouvernementales ont été énergiques : *n pouvant changer les faits, on a changé les chiffres.* L'indic sur trente-quatre articles a été abandonné en 1949 au prof d'un nouveau, sur deux cent treize articles pondérés selon caprice orienté du gouvernement, et qui ne met pas les frui et légumes frais parmi les produits essentiels (*op. cit* p. 149. C'est nous qui soulignons).

Il omet cependant de préciser que les deux indic sont publiés côte à côte dans *L'Annuaire statistiqu*

qu'on calcule séparément un indice des fruits et légumes frais comprenant un ensemble de produits qui ne figuraient évidemment pas dans l'indice des 34 articles ; qu'on donne enfin l'évolution combinée de l'indice des 213 articles et de l'indice des fruits et légumes[9], la hausse depuis 1949 étant un peu moins forte pour l'indice combiné que pour le seul indice des 213 articles. On voit mal, en outre, l'intérêt du « tripotage statistique »[10] que M. Bouvier-Ajam signale, puisqu'il ressort du nouvel indice que 213 articles auraient tout de même augmenté 23 fois de 1938 à 1953 contre un coefficient de hausse de 24 pour les 34 articles de l'ancien indice.

Ailleurs, il est vrai, M. Bouvier-Ajam écrit que la véritable hausse du « coût de la vie » intervenue entre 1938 et 1953 atteindrait le coefficient 32,5[11], mais il ne donne ni source ni justification.

Une autre sorte de démonstration de la baisse du pouvoir d'achat du salaire consiste à déterminer combien de journées de travail étaient nécessaires en telle année pour acheter tel produit, et combien actuellement. M. Bouvier-Ajam cite entre autres le cas suivant :

> Dans le bassin de Cogles, en 1913, le salaire d'un granitier était de 5 francs par jour et le prix de pension de 1 franc par jour. La salaire journalier permettait de vivre 5 jours.
>
> Début 1955, le salaire d'un granitier est de 800 francs par jour, le prix de pension de 630 francs par jour. Le salaire permet de vivre 1 jour 1/4 (*op. cit.*, p. 158).

La confrontation brutale de deux situations histori-

9. *Annuaire Statistique*, 1953, p. 264.
10. *Op. cit.*, p. 50.
11. *Op. cit.*, pp. 147 et 150.

ques éloignées produit un effet saisissant, et c'est avant tout l'effet de choc qui est visé dans de tels rapprochements plutôt qu'une comparaison rigoureuse. La confrontation est plus valable lorsqu'elle porte sur deux dates moins éloignées et sur un produit précis (costume de drap, paire de chaussures), mais elle n'en reste pas moins trop partielle pour être concluante. Un partisan de la thèse marxiste, M. André Vanoli, écrit à ce sujet :

> On ne peut juger le pouvoir d'achat de la classe ouvrière par rapport à un seul ou à un petit nombre de produits, et on ne peut le faire valablement que par rapport à l'ensemble, ou du moins à la majeure partie des marchandises qui constituent la valeur de la force de travail (« La productivité et l'intensité du travail », *Économie et Politique,* avril-mai 1955, p. 13).

M. Vanoli cherche ici à récuser le cas classique de la baisse du prix réel de la bicyclette depuis 1895, donné par M. Fourastié comme exemple de l'amélioration du pouvoir d'achat du salarié. Mais son jugement s'applique tout aussi valablement à la démonstration contraire, fondée sur la hausse du prix réel d'autres produits.

Le test le plus probant, en définitive, de l'amélioration ou de la détérioration de la condition ouvrière serait de comparer des budgets de famille à des dates différentes afin de déterminer l'évolution des quantités moyennes consommées par des ensembles donnés de ménages.

M. Bouvier-Ajam s'est livré à ce genre de comparaison qui constitue certainement, du point de vue méthodologique, l'apport le plus sérieux de ses chapitres sur les conditions de vie.

Il établit[12] que, entre 1951 et 1954, les quantités consommées de la plupart des biens achetés par des ménages ouvriers auraient eu tendance à baisser ou à rester stables, alors que les consommations correspondantes des cadres supérieurs auraient dans l'ensemble augmenté. Les échantillons enquêtés sont cependant très faibles : 40 familles de cadres supérieurs d'une part « dont le chef perçoit des revenus mensuels de 250.000 à 350.000 francs en 1954; 20 familles d'employés et 20 familles d'ouvriers, dont 15 de chaque catégorie à mari et femme salariés[13] » d'autre part. M. Bouvier-Ajam s'est livré ensuite à une enquête analogue relative aux « classes dites moyennes », d'un revenu mensuel de 67.000 francs en 1951. Le sondage a porté sur 10 familles seulement, et les résultats se rapprochent beaucoup de ceux obtenus dans le cas des ouvriers, ce qui ne justifie tout de même pas la généralisation hardie que

> le régime capitaliste renvoie les classes moyennes dans les rangs du prolétariat : leurs difficultés, et d'abord leurs difficultés de subsistance, sont sans cesse plus comparables à celle des ouvriers et des employés (*op. cit.*, p. 146).

Les six tests qu'on vient de décrire, dont les trois premiers concernent ce que l'ouvrier donne, les trois autres ce qu'il reçoit, ne permettent donc pas une conclusion sans équivoque dans le cas français, sauf sans doute, pour la période 1938 à 1953 — et encore faudrait-il tenir compte du chômage d'avant-guerre. Mais surtout il s'est avéré que ces tests étaient extraordinairement délicats à appliquer et interpréter. La question

12. *Op. cit.*, ch. XIV.
13. *Op. cit.*, p. 136.

de l'amélioration ou de la détérioration du niveau et des conditions de vie est plus complexe à analyser en pratique que ne semblent l'admettre les auteurs cités. Des études plus poussées seraient nécessaires, ainsi que d'autres sortes de tests — par exemple une étude sur l'évolution de l'inégalité de la répartition des revenus.

Mais la véritable controverse porte, on l'a vu au début, moins sur les essais de vérification que sur l'hypothèse de la paupérisation elle-même. Celle-ci mérite donc examen.

La « loi » de la paupérisation.

En théorie marxiste la paupérisation découle des rapports de production capitalistes. M. Jean Baby rappelle la définition de ce concept :

> Les rapports de production sont les rapports sociaux qui s'établissent entre les membres d'une société en vue de la production des objets nécessaires à leur existence... Ces rapports peuvent être soit fondés sur la contrainte, l'oppression, soit fondés sur l'entr'aide, la collaboration... Le *rapport de production capitaliste* est un rapport social déterminé dans lequel les capitalistes possèdent les moyens de production et où les ouvriers salariés, privés des moyens de production, doivent, pour ne pas mourir de faim, vendre aux capitalistes leur force de travail (« La loi générale de l'accumulation capitaliste », *Économie et Politique,* février 1955, p. 58).

Signalons en passant qu'on peut au moins concevoir une situation où les rapports de production ne seraient fondés ni sur l'oppression ni sur la collaboration, mais sur une entente, un équilibre des forces en présence. C'est à cette solution que pensent les réformistes, réprouvés par les marxistes.

Ainsi le premier stade de l'analyse marxiste de la paupérisation est fondé sur le fait que les rapports de production capitaliste sont des rapports d'oppression. Le deuxième stade consiste à rappeler que la « loi fondamentale » du capitalisme est la recherche du profit maximal.

Les traits principaux et les exigences de la loi économique fondamentale du capitalisme actuel pourraient être formulés à peu près ainsi : assurer le profit capitaliste maximum *par l'exploitation, la ruine et l'appauvrissement* de la majorité de la population d'un pays donné, par l'assainissement et le pillage systématique des peuples des autres pays, surtout des pays arriérés, et enfin par les guerres et la militarisation de l'économie nationale utilisées pour assurer les profits les plus élevés (J. Staline, « Les problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S. », numéro spécial des *Cahiers du communisme*, novembre 1952, p. 28. C'est nous qui soulignons).

Il est difficile d'admettre aujourd'hui que les capitalistes réussiront à augmenter leurs profits en appauvrissant systématiquement leurs clients et en ruinant leurs débouchés [14]. Admettons pourtant qu'ils agissent ainsi et essayons de voir par quel mécanisme la recherche du profit maximal peut conduire à la paupérisation.

La paupérisation se caractérise, selon la théorie marxiste, par un écart grandissant entre ce que l'ouvrier donne et ce qu'il reçoit. Il fournit un certain rendement, propriété de son patron, dont il reçoit un certain salaire. Mais le salaire est inférieur à la valeur du rendement. La différence constitue la plus-value, ori-

14. Sous ce rapport la bombe atomique a certainement modifié la nature même du capitalisme. S'il fut un temps où l'on pouvait dire que celui-ci portait en lui la guerre comme la nuée l'orage, il semble maintenant que la crainte salutaire de la bombe, début de sagesse, ait rendu cette affirmation caduque.

gine du profit. Pour accroître son profit le capitaliste doit donc augmenter la plus-value. Il y parvient en obtenant un rendement plus élevé du salarié d'une part, en réduisant son salaire d'autre part, ou en l'augmentant moins que le rendement.

Or le salaire n'est pas le prix du rendement de l'ouvrier, mais de sa force de travail, et celle-ci n'est qu'une marchandise, pour le capitaliste qui l'achète. En tant que telle sa valeur, comme celle de toute marchandise est, selon la théorie marxiste, « le temps de travail socialement nécessaire à sa production[15] ». Plus précisément, la valeur de la force de travail est : « la valeur des moyens de subsistance nécessaires à la conservation de son propriétaire » (Marx, *Capital,* t. I, Ed. Sociales, 1948, p. 173).

Soit un salarié qui ne consommerait par exemple que du pain, la valeur de sa force de travail (et donc son salaire) serait déterminée par le temps de travail socialement nécessaire à la production de la quantité de pain qu'il consomme : si, à la suite d'une révolution technique dans l'agriculture, la meunerie et la boulangerie, ce temps de travail était diminué de moitié, la valeur de la force de travail — et le salaire — de notre ouvrier diminueraient aussi de moitié.

La capitaliste va donc tenter d'accroître le rendement de sa main-d'œuvre. Il y parvient d'une part en améliorant la productivité, grâce à l'introduction de nouvelles techniques, d'autre part en intensifiant le travail, par la « rationalisation » et « l'organisation scientifique du travail ». Chaque capitaliste agissant de même, l'accroissement du rendement se traduit, pour

15. Rappelons que cette explication est contestée, mais admettons-la pour ne pas alourdir l'exposé.

l'ensemble du système, par une hausse de la production : or comme les salariés ont fourni plus sans toucher davantage, il en résulte un accroissement de la plus-value. Mais la hausse de la production détermine une baisse des prix, et, parmi ceux-ci, des prix des biens de subsistance des salariés. Par conséquent, la valeur de la force de travail diminue et les capitalistes peuvent alors réduire les salaires et augmenter encore leur plus-value. Toutefois, des facteurs agissant en sens contraire peuvent contrebalancer la baisse de valeur de la force de travail. En premier lieu, lorsque l'intensité du travail augmente le salarié doit consommer davantage pour reconstituer ses forces ; la valeur de sa force de travail dans ce cas s'accroît. Mais, dit M. A. Vanoli :

> dans l'ensemble, le salaire ne suit pas l'augmentation de la valeur de la force de travail, sauf si la classe ouvrière parvient à obtenir une hausse générale importante des salaires (« La productivité et l'intensité de travail », *Économie et Politique*, avril-mai 1955, p. 20).

Ce texte rappelle l'importance de la force contractuelle des salariés dans la détermination sinon de la valeur de la force du travail, du moins des salaires. Par extension, il semblerait logique qu'en vertu de la viscosité du système économique le salaire ne suive pas non plus la diminution de la valeur de la force de travail. Nous verrons que les marxistes le nient mais leur explication de cette asymétrie est peu satisfaisante.

Enfin la valeur de la force de travail, qui varie suivant les individus, les pays et les époques, a normalement tendance à croître sous l'impulsion des nouveaux besoins qui apparaissent continuellement. Ce facteur va, croyons-nous, contribuer à soutenir le capitalisme dans

la concurrence pacifique entre les deux régimes[16].

Ainsi, même si la valeur de la force de travail croît, il y a néanmoins paupérisation, dès lors que le rendement du travail et la plus-value augmentent plus vite que la valeur de la force de travail. La valeur de la force de travail peut, par contre, difficilement augmenter plus vite que le rendement : cela supposerait soit une hausse corrélative de la production et des prix de tous les biens de subsistance, ce qui est difficilement concevable, soit, ce qui l'est beaucoup plus, une incorporation massive de nouveaux besoins dans la valeur de la force de travail, comme cela s'est produit en France en 1936 ou en Angleterre en 1945. Mais, même dans ce cas, selon les marxistes, il y aurait paupérisation parce que le salaire reste toujours, d'après la théorie, en-dessous de la valeur de la force de travail. Celle-ci constituerait la limite maximale du salaire, la limite minimale étant représentée par les conditions physiologiques en deçà desquelles le salarié meurt. Il est à noter que la force de travail est dans l'analyse marxiste, la seule marchandise dont le prix n'oscille pas *autour* de sa valeur mais lui reste inférieur ou égal. La raison donnée est la suivante :

> Si le salaire dépassait sensiblement ce qui est indispensable à l'ouvrier pour vivre et faire vivre sa famille, si l'ouvrier pouvait accumuler de l'argent pour acheter des moyens de production qui le rendraient indépendant du capital, *le mécanisme du système de production capitaliste serait compromis :* le capital ne trouverait pas sur le marché la quantité de forces de travail dont il a besoin (Jean Baby, *op. cit.*, p. 58. C'est nous qui soulignons).

Or il est manifestement inexact que le capitaliste

16. Cf. *infra.*

diminue le salaire de ses ouvriers afin de les empêcher d'accumuler et d'acheter des moyens de production qui les rendraient indépendants. Les capitalistes sont nombreux à rechercher au contraire la participation financière de l'épargnant salarié aux risques et profits de l'entreprise : le régime essaie précisément, pour se défendre, de doubler tout salarié d'un actionnaire, et il n'est pas sûr que, dans la mesure où il réunisse, sa propension à l'exploitation du premier ne soit atténuée par le respect dû au second. Il serait plus exact de dire, comme le fait M. Y. Heissler après avoir, cependant, employé le même argument que M. Baby, que :

> la concurrence entre prolétaires (chômage), l'impossibilité de stocker la force de travail, la possibilité de remplacer beaucoup de force de travail par la machine, le travail des femmes, voire des enfants... les bas salaires des ouvriers agricoles maintiennent le salaire au-dessous de la valeur de la force de travail (« Réflexions sur le salaire », *Économie et Politique,* juin 1955, p. 32).

Mais si l'on invoque ainsi la loi de l'offre et de la demande, il faut admettre qu'elle peut jouer dans les deux sens et qu'un monopole de l'offre de main-d'œuvre (un syndicat) peut amener et maintenir le salaire au niveau de la valeur de la force de travail ; qu'il peut même, s'il est assez fort, élever ce niveau en revendiquant l'incorporation de nouveaux besoins dans le calcul de cette valeur. Le principe en est reconnu, puisqu'il existe une possibilité de révision du budget-type sur lequel est basé le salaire minimum interprofessionel garanti (S.M.I.G.). Les marxistes l'admettent aussi, mais ils affirment :

> Tant que le capital est le maître, particulièrement sous la forme des monopoles, il parvient toujours à reprendre en

détail, et par les moyens les plus divers, ce qu'il a été contraint de concéder (Jean Baby, *op. cit.*, p. 67).

Complexe d'infériorité ou désir du tout ou rien ? Le capitalisme ne changera jamais est la réponse communiste, le réformisme n'est qu'un dangereux leurre.

C'est sous-estimer, semble-t-il, l'influence sur le capitalisme de Marx lui-même, et de ce qui se passe depuis trente-huit ans dans le « sixième socialiste des terres émergées », et depuis bientôt dix ans dans l'ensemble de l'hémisphère soviétique. Car la crainte des capitalistes que ne se confirment le diagnostic, et le verdict, du premier commence à avoir des effets salutaires, comme en témoignent les succès du réformisme anglo-saxon ; on peut seulement redouter qu'en France ces effets soient moins accusés et plus lents qu'outre-mer. Quant au développement économique au delà du « rideau de fer », il ne peut manquer d'avoir des répercussions sensibles sur l'économie des pays occidentaux. Dans le domaine du niveau de vie en particulier la concurrence pacifique produira l'effet d'un remède de cheval sur le régime capitaliste. On admet généralement, en effet, que d'ici quelques années le niveau de vie des pays soviétiques aura rattrapé celui de l'Occident. Dans le cas où il commencerait à le dépasser, la valeur de la force de travail en Occident s'alignerait sur lui sous la pression des syndicats réformistes ou marxistes. Il faudrait alors que les salariés suivent ou que le régime craque.

Et cette confrontation serait le véritable test de l'hypothèse de la paupérisation, qui, très discutée sur le plan théorique, n'a pu être encore vérifiée en pratique.

EDMOND LISLE.

LA VIE INTELLECTUELLE

XXVII[e] ANNÉE — JANVIER 1955 A DÉCEMBRE 1955

TABLES

I. — TABLE DES ARTICLES SUIVANT L'ORDRE ALPHABÉTIQUE DES NOMS D'AUTEURS

ALEXOS (K.) : L'art byzantin	1	49
ANONYMES : Viet-Nam et Viet-Minh	2	94
ID. : Crise gouvernementale et question scolaire	3	180
ID. : Lettre à la rédaction : La formation des administrateurs du Maroc	10	112
ID. : En marge des événements d'Afrique du Nord	11	79
ARANGUREN (J.-L.) : Le roman religieux en Espagne	8-9	36
ID. : La littérature espagnole à l'époque du roman	10	27
ARNTZ (A.-J.) : Les catholiques hollandais dans la nation	10	137
BEAUPERE (R.) : Crise dans l'Église anglicane	10	100
BECARUD (J.) : L'Église et les libertés en Espagne	4	54
ID. : Ortega y Gasset	12	121
BENOÎT (P.) : Une église pour Nazareth	6	23
BERNIS (G. de) : Grèves en Tunisie	10	87
BORNE (E.) : L'unité en question	1	20
ID. : Du côté de la droite classique	1	66
ID. : Apologie pour la démocratie et pour la parole	2	87
ID. : Quand M. François Mauriac me met à la question.	3	63
ID. : L'homme quelconque	4	89
ID. : Les élections cantonales	5	82
ID. : Qu'est-ce que l'unité ?	6	6
ID. : Un homme et un parti	6	84
ID. : « Les aventures de la dialectique », de Maurice Merleau-Ponty	7	6
ID. : *Le Figaro*, journal comme il faut	8-9	111
ID. : Portraits parallèles : L' « arafiste » et le « youssefiste »	10	115
ID. : Au-delà de l'Enfer	11	6
ID. : L'Express ou l'enfant doué et roué	11	99
BUQUET (L.) : Le Brésil cherche sa voie	1	114
BYE (M.) : François Perroux	5	114
CARLINER (L.) : Les travailleurs américains devant l' « automation »	7	102

Carré (A.-M.) : Le Christ chez les artistes	2	56
Id. : Le Christ chez les artistes (II)	3	45
Chavardès (M.) : Chronique littéraire....	(dans chaque numéro)	
Id. : Halldon Laxness, prix Nobel de Littérature	12	117
Cléry (F.) : Pour connaître l'Islam moderne	2	145
Creach (J.) : Le chemin de Madrid s'entrouvre devant *Don Juan*	4	145
Crubellier (M.) : Interprétations et connaissance de l'Histoire	10	51
Curtis (G.) : L'abbé Paul Couturier	1	145
Delavignette (R.) : Les négociations franco-tunisiennes et le rassemblement des pauvres	3	25
Id. : État d'urgence	5	23
Id. : Situation économique et sociale de l'Algérie	8-9	134
Delfosse (J.) : La guerre scolaire en Belgique	5	42
Desfaudes (G.) : Technique et affirmation chrétienne...	3	13
Id. : Révolution, dernière chance de la France, de M. Lauré	8-9	126
Detraz (A.) : Explications et avertissements	3	81
Id. : Leçons d'un rendez-vous manqué	5	86
Id. : Conflits sociaux en France	10	91
Drouet (Minou) : Poèmes	12	57
Dubarle (A.-M.) : Survie de Monsieur Pouget	10	128
Dubarle (D.) : Albert Einstein	6	38
Id. : La France et les armements nucléaires	6	57
Id. : Le P. Teilhard de Chardin	6	150
Id. : Les chrétiens et l'opium des intellectuels	8-9	22
Id. : L'atome pour tout le monde	10	7
Id. : Loisirs et devoirs de vacances : Trois congrès	10	108
Dumontier (J.) : La physionomie sociale de la France de demain	3	38
Id. : L'économie française en 1955	5	133
Fangeat (A.) : Nous sommes responsables de l'Algérie..	5	7
Fejtö (F.) : Revirement en Hongrie	1	100
Id. : Crise et chances de la Yougoslavie	2	95
Id. : La fin de l'expérience Nagy en Hongrie	4	108
Id. : La littérature à l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S.	7	111
Id. : Le drame de la Slovaquie	12	114
Féron (B.) : La parole et les actes	3	85
Id. : Le prix de l'amitié sino-soviétique	4	112
Id. : L'U.R.S.S. est-elle encore marxiste ?	12	111
Fest (Joachim) : Genève vu de Berlin	12	67
Frisch (A.) : Bilan européen	1	86
Id. : Les mal informés	2	81
Id. : La sensation et la peur	3	87
Id. : La nouvelle armée allemande : prussienne ou démocratique ?	4	97
Id. : L'unité allemande et les options politiques	4	103
Id. : La consécration atlantique de l'Allemagne	6	92
Id. : Chances et illusions d'une grande détente	7	39

ID. : Détente psychologique à Genève	8-9	83
ID. : Diplomatie en mouvement	10	72
ID. : Défense et illustration des Nations Unies	11	68
ID. : L'Europe entre Genève et Bruxelles	12	61
FUSILIER (R.) : La vie politique et les partis	12	14
GADOFFRE (G.) : Un poète de demain	4	47
GEMINIANI (J.) : L'Argentine entre Peron et l'avenir	8-9	92
GILSON (É.) : Révélation et unité des hommes	2	6
GONIN (M.) : Renouvellement de la C.F.T.C. ?	7	137
GOUHIER (H.) : Chronique théâtrale	(dans chaque numéro)	
H. (A.-M.) : L'étendue de l'émeute contre les Grecs	11	88
HENRY (A.-M.) : Les chrétiens arabes	10	121
JUSSIEU (R.-C.) : Ce à quoi les Sarrois ont dit non	11	74
KERHORRE (A.) : Romans	6	131
ID. : Le voyeur, de Robbe Grillet	7	127
KUEHNELT-LEDDIHN (E. von) : Où va l'esprit allemand ?	11	29
LE GUILLOU (M.-J.) : Œcuménisme et mission	1	6
LELONG (M.-H.) : Judas sauvé par M. Marcel Pagnol	11	54
ID. : Un vrai poète est né	12	38
ID. : Démystifions	12	95
LISLE (E.) : Thorez, Mendès-France et la paupérisation.	8-9	100
ID. : La paupérisation hypothèse invérifiée	12	135
MAISSI (E.) : Le Moyen-Orient, banc d'essai des matériels de guerre ?	11	39
MARTEL (P.-A.) : Les partisans contre la présence française	1	79
ID. : Perspectives sur l'Indochine	3	100
ID. : Interrogations sur le Sud-Vietnam	6	105
ID. : Les conventions franco-tunisiennes et l'avenir du Maghreb	7	57
ID. : Jacques Lemaigre-Dubreuil	7	57
ID. : Tunisie, Maroc, Algérie	10	63
ID. : Occasions perdues et occasions à ne pas perdre	11	77
MATTHEWS (R.) : Métamorphose britannique	6	44
MAYDIEU (A.-J.) : Pour l'unité des catholiques	4	64
MONTVALON (R. de) : Troubles au Cameroun	7	99
MOUTON (J.) : L'Histoire littéraire de l'Amérique latine, d'A. Viatte	6	135
MULLER (H.) : Affaire	1	76
ID. : La France s'est retournée sur son oreiller	2	73
ID. : Quand les vieux gouvernent les vivants	2	86
ID. : Un seul être vous manque...	11	64
ID. : Le serpent se mord la queue	12	80
NANTET (J.) : La Nouvelle Gauche	1	73
ID. : Nasser l'Égyptien et Kemal le Turc	1	112
ID. : Défense de la « politique »	2	79
ID. : Israël et ses voisins	4	121
ID. : La France joue la paix au Moyen-Orient	5	90

ID. : Congrès radical	6	80
ID. : La guerre et la paix à Helsinki	8-9	87
ID. : Sur le chantier social, d'Henri Rollet	8-9	128
ID. : L'Afrique du Nord paralyse la France au Moyen-Orient	11	81
ID. : L'Amérique latine et la France	11	92
ID. : L'heure du compromis au Moyen-Orient	12	78
NIVEAU (M.) : Le syndicalisme britannique face à la crise de « prospérité »	7	105
ID. : Mr Butler face à la « crise de prospérité »	10	94
ID. : Vent d'Automne pour M. Butler	12	87
NOUAT (R.) : Incertitudes italiennes	1	106
ID. : Aspects de la question méridionale italienne	3	134
ID. : Les succès électoraux d'une démocratie chrétienne partagée	6	97
ID. : Giovanni Gronchi, président républicain	6	124
ID. : La Démocratie chrétienne se garde à gauche	8-9	97
OLEGGINI (L.) : Le roman d'un essai	6	138
OPPENHEIMER (R.) : Perspectives sur les arts et les sciences	2	25
PARÈS (R.) : Politique du logement et rentabilité de la construction	1	117
ID. : Pour le logement de tous	6	114
PAUL-GRÉGOIRE (A.) : Les jeunes Allemands n'ont pas envie d'être soldats	1	89
ID. : L'homme de la rue et la réunification de l'Allemagne	4	99
ID. : Images et impressions de Leipzig 1955	5	98
ID. : L'Allemagne, enjeu ou partenaire ?	7	85
PÉQUIGNOT (H.) : L'information médicale du public	12	23
PENOT (J.) : Unité syndicale et syndicalisme chrétien en Allemagne occidentale	12	91
PORTIER (L.) : Aspects du catholicisme dans la littérature italienne d'aujourd'hui	5	60
RAVOIRE (P.-L.) : Analyse et psychanalyse de l'administration du Maroc	8-9	6
RAYNAUD (P.) : Procès de la justice criminelle	5	28
RÉMOND (R.) : Le conflit et la guerre devant l'histoire	1	33
ID. : Propos inactuels sur le parlementarisme	3	78
ID. : Des bienfaits de la « relaxation » en politique	4	93
ID. : Le régime politique français	10	126
REYNIER (J.-S.) : L'Ogre	2	110
RONDOT (P.) : Kurdes et communisme dans le Proche-Orient	1	109
ID. : Robert Montagne	1	126
ID. : L'Irak prend ses risques	2	101
ID. : Effacement ou éclipse de la Ligue arabe	3	96
ID. : Vers une renaissance de l'Empire ottoman	4	118
ID. : Les « sectes » du Sud-Vietnam	5	88
ID. : Continuité britannique en Orient	5	93
ID. : Le Parti populaire syrien et la violence	6	111

Id. : Vocation de Beyrouth	7	96
Id. : Le pacte de Bagdad s'étend vers l'Est	8-9	95
Id. : Le conflit judéo-arabe reprend la première place	10	77
Id. : Expériences de démocratie au Cambodge	10	84
Id. : Le drame d'Istanbul	11	84
Id. : Réforme judiciaire et équilibre religieux en Égypte	12	74
Rottier (G.) : La France sous-développée	5	78
Rounault (J.) : Du nouveau à Moscou ?	1	96
Id. : Les lettres soviétiques	2	40
Id. : Les disques du café du Commerce	2	84
Id. : La revanche du Parti	3	105
Id. : Khrouchtchiev	3	117
Id. : La promotion des maréchaux et de l'industrie lourde	4	105
Id. : Les deux fronts de la diplomatie soviétique	5	96
Id. : Le bœuf et le porc à l'école des fakirs	5	103
Id. : Le général « Dégel »	6	90
Id. : L'Autriche adulte	6	95
Id. : Le poids du Parti	7	93
Id. : Les chances des quatre grands	8-9	85
Id. : L'ouragan	10	76
Rous (J.) : Les incertitudes de Bandoung	6	100
Runge (C.) : Le nationalisme en Afrique du Sud	2	48
Sainsaulieu (J.) : Billy Graham à Paris	7	113
Schwoebel (J.) : Conjoncture de la coexistence	1	81
Id. : L'actualité du Commonwealth	5	93
Id. : Rencontre à Belgrade	7	89
Sendrail (M.) : Les guérisons inexpliquées	8-9	60
Sellier (F.) : Les « rendez-vous » et la hiérarchie des salaires	12	82
Serrand (A.-Z.) : Azimuts : Histoire et unité	1	119
Id. : Azimuts : Diversités catholiques	2	111
Id. : Azimuts : Petite laïcologie	3	109
Id. : Azimuts : Apostolat des laïcs en Autriche	5	107
Id. : Azimuts : De la controverse considérée comme le noble art	6	117
Id. : Azimuts : Politique et religion	7	69
Id. : Azimuts : L'Église et le monde	8-9	103
Id. : Azimuts : Tâches grandioses	11	93
Id. : Azimuts : Kierkegaard	12	101
Steinmann (J.) : La Jérusalem et l'Ancien Testament	1	55
Id. : A propos de la « Métaphysique biblique »	12	5
Tallenay (J.-L.) : Cinéma .... dans les numéros 2, 3, 5, 6, 7, 12		
Thomas (J.) : Chronique de la justice criminelle	2	107
Id. : Presse et Liberté	7	20
Id. : Des Semaines Sociales, pour quoi faire ?	10	105
Id. : « L'Église en face du capitalisme »	11	116
Toulemont (R.) : Déterminismes sociaux et liberté	11	17
Vaussard (M.) : Le rôle de *L'Ère Nouvelle* après 1848	10	40
Venaissin (G.) : Les écrivains étatsuniens et nous	1	138

V. I. : Noël et l'unité 1 1
Id. : Après la ratification 2 1
Id. : Les chrétiens et la politique (*suite*). A François Mauriac 3 1
Id. : Pour une France qui donne 4 1
Id. : Conditions du dialogue entre catholiques 5 1
Id. : A Dieu 6 1
Id. : Tueurs, terreurs et tyrannies 7 1
Id. : Alerte au Sudisme 8-9 1
Id. : Politique de la conscience 10 1
Id. : Du bon usage de la détente 11 1
Id. : Sur la liberté politique du chrétien 12 1
Viatte (A.) : Rupture chez les républicains 1 94
Id. : Les difficultés de l'Indonésie 2 103
Id. : Les États-Unis devant la Chine 3 88
Id. : Élections en Asie 4 115
Id. : Dix ans après Yalta 5 104
Id. : Les États-Unis devant la détente 7 80
Id. : Vers la liquidation du « maccarthysme » 8-9 88
Id. : Goa ou les inconséquences de l'Inde 10 81
Id. : Bulletins de santé des États-Unis 11 71
Id. : L'Église et les Noirs aux États-Unis 12 70
Viatte (G.) : Les vêtements de l'empereur et la littérature religieuse 8-9 55
Vignaux (P.) : Renouvellement de la C.F.T.C.? 7 137
Vrinat (R.) : L'art dans l'évolution de l'humanité 1 130
Id. : Fernand Léger 2 118
Id. : Confrontations et mentalité moderne 2 122
Id. : Attitudes devant l'Art 3 120
Id. : Faits divers 5 118
Id. : L'âge d'or espagnol et le caravagisme 6 128
Id. : Gino Severini 7 119
Id. : Peut-on concevoir une esthétique de l'abstraction ? 8-9 117
Id. : Maurice Utrillo 12 108
Wiss-Verdier (A.) : L'Allemagne occidentale entre hier et demain 12 64

*** : Ce que la France doit faire au Maroc 4 7

II. — TABLE BIBLIOGRAPHIQUE

Aranguren (J.-L.) : Catolicismo, dia tras dia 8-9 36
Id. : Catolicismo y Protestantismo como forma de existencia 8-9 47
Id. : Dos Cipreses creen en Dios 10 37
Aron (R.) : L'Opium des Intellectuels 8-9 22

Baldi (P. Donatus, O.F.M.) : Enchiridion Locorum Sanctorum 6 24
Barrault (J.-L.) : Réflexions sur le théâtre 2 68
Beauvoir (S. de) : Les Mandarins 1 133
Betz (J.) : Bartholdi 3 124

Bosquet (Alain) : Quel royaume oublié ?	8-9	123
Bourdet (D.) : Édouard Bourdet et ses amis	3	46
Brown (J.) : Le panorama de la littérature contemporaine aux États-Unis	1	138
Bru (Charles-Pierre) : Esthétique de l'Abstraction	8-9	117
Brupbacher (F.) : Socialisme et Liberté	1	98
Büll (Heinrich) : Les enfants des morts	10	133
Buttin (P.) : Le drame du Maroc	4	46
Cayrol (Jean) : Pour tous les temps	5	121
Chambre (H.) : Le marxisme en Union Soviétique, idéologie et institutions	12	111
Chevalier (J.) : Bergson et le P. Pouget	10	128
Chraïbi (Driss) : Les Boucs	10	131
Coccioli (C.) : La ville et le sang	4	137
Cossery (Albert) : Mendiants et orgueilleux	11	125
Coutaz (B.) : Civilisations, je vous hais !	4	136
Couturier (le R. P.) : Chroniques	3	50
Daulte (F.) : Le dessin français de Manet à Cézanne.	3	124
Delavignette (R.) : Birama	4	71
Descargues (P.) : Bourdelle	3	124
Dorival (B.) : Carnet de Tahiti	3	124
Dussane (Mme) : Notes de théâtre	2	71
Esday (M.) : La peur du soleil	1	133
Fosca (F.) : Les dessins de Fragonard	3	124
Gauzi (F.) : Lautrec et son temps	3	124
Goguel (François) : Le régime politique français. Les mécanismes de la démocratie parlementaire	10	127
Guillen (N.) : Chansons cubaines et autres poèmes	3	124
Guitton (Jean) : Portrait de Monsieur Pouget, prêtre de la Mission	10	128
Id. : Dialogues avec Monsieur Pouget sur la pluralité des mondes, le Christ des Évangiles, l'avenir de notre espèce	10	128
Id. : Le problème de Jésus, t. III	10	129
Jeans (Sir James) : The mysterious universe	1	22
Jeanson (Francis) : Sartre par lui-même	8-9	120
Jourat (Stéphane) : Les sentiers battus	10	130
Jouvet (L.) : Le Comédien désincarné	2	68
Kolb (P.) : Marcel Proust et Jacques Rivière, correspondance (présentée par)	12	124
Lanzmann (Jacques) : Le Rat d'Amérique	11	126
Laure (Maurice) : Révolution, dernière chance de la France	8-9	126
Laxness (H.) : Salka Valka	12	117
Lechat (P.) : Italie	3	130
Le Hardy (G.) : Histoire de Nazareth et de ses sanctuaires	6	24

LEMAIRE (traduit de l'italien par le R. P. Paulin) : A Nazareth : résurrection du sanctuaire de l'Annonciation. Présentation du projet de l'architecte A. Barluzzi	6	23
LORRAIN (Françoise) : La colonne de cendres	2	126
MARROU (Henri-Irénée) : De la connaissance historique.	10	51
MIKUS (J. A.) : La Slovaquie dans le drame de l'Europe.	12	114
MONTHERLANT (H. DE) : Port-Royal	2	132
MOUTON (J.) : Charles du Bos, sa relation avec la vie et avec la mort	3	124
NOTT (Kathleen) : The Emperor's Clothes	8-9	55
PERROUX (F.) : Des mythes hitlériens à l'Europe allemande	5	125
PIERRE-QUINT (L.) : Proust et la stratégie littéraire	2	125
PONCET (Claude) : Le Mépris	11	123
POUGET (P.) : Logia	10	128
RENARD (Jean-Claude) : Père, voici que l'homme	8-9	124
REVERZY (J.) : Le Passage	1	137
ROBERT (Jacques) : Le désordre et la nuit	5	123
ROLLET (Henri) : Sur le chantier social	8-9	128
ROVAN (Joseph) : Petite Planète	11	104
ROY (Cl.) : Un seul poème	4	133
SABATIER (R.) : Le goût de la cendre	12	123
SIMON (Pierre-Henri) : L'Esprit et l'Histoire	10	51
SINCLAIR LEWIS : The Man who knew Coolidge	8-9	64
TCHEKHOV (A.) : Œuvres de 1885	2	130
TRESMONTANT (C.) : Essai sur la pensée hébraïque	12	5
ID. : Études de métaphysique biblique	12	5
VIAUD (P.) : Nazareth et ses deux églises de l'Annonciation et de Saint-Joseph d'après les fouilles récentes	6	26
VILALLONGA (José-Luis DE) : Les gens de bien	8-9	122
VLAMINCK (B.) : A Report on the Recent Excavations and Explorations conducted at the Sanctuary of Nazareth	6	26
VITTORINI (E.) : Conversation en Sicile	3	136
WIECHERT (Ernst) : La grande permission	2	128

Imprimerie AUBIN, LIGUGÉ (Vienne).
D. L., 4e trimestre 1955. — Imprimeur, n° 1.194.
Directeur gérant : R.-C. CHARTIER, N.M.P.P.